

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE
LA COMPLICITÉ

PAR
RECEL DES CHOSES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

le 25 Février 1896, à deux heures et demie

PAR

A. THIRION

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. LE POITTEVIN, Professeur.

Suffragants : { MM. PLANIOL, Professeur.
SALEILLES, Agrégé.

PARIS

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, rue Soufflot, 16

1896

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les Thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE
LA COMPLICITÉ

PAR
RECEL DES CHOSSES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

le 25 Février 1896, à deux heures et demie

PAR

A. THIRION

AVOCAT A LA COUR D'APPEL



Président : M. LE POITTEVIN, Professeur.

Suffragants : { MM. PLANIOL, Professeur.
SALEILLES, Agrégé.

PARIS

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, rue Soufflot, 16

1896

A M. Georges POTIER

INTRODUCTION

A aucune époque les problèmes de la criminalité n'ont été agités avec l'ardeur qu'on y porte de nos jours. De tous côtés s'organisent des congrès, se fondent des sociétés d'études, paraissent des monographies, surgissent des plans de réforme et sous l'impulsion de cette activité individuelle, le législateur lui-même, guidé par la main expérimentée de prudents réformateurs, tente à son tour, de s'engager dans les voies nouvelles qui se sont ouvertes devant lui.

Un vaste champ d'études, presque inexploré, s'est offert en effet aux investigations curieuses de la science moderne car, quelque étrange que cela puisse paraître au premier abord, le droit pénal qui remonte cependant aux plus lointaines origines, n'a point reçu les développements que l'on pourrait attendre de son antiquité.

Sans doute, à ne consulter que hâtivement les débris qui nous sont parvenus des vieilles législations, on pourrait s'imaginer avoir trouvé de notre assertion le plus indiscutable des démentis. Tout aboutissait à la pénalité chez ces peuples enfants, mais c'est précisément la place

prépondérante qu'elle occupait qui fait le mieux éclater les défauts de la loi primitive. Le Droit pénal, si on peut l'appeler ainsi, n'avait une telle compréhension que grâce à une simplicité grossière qui caractérise toutes les sociétés barbares. Le temps s'est chargé de démontrer que le progrès consiste à restreindre chaque jour davantage le domaine, autrefois illimité, de la loi pénale, et qu'à notre époque même, une longue carrière nous reste encore à parcourir.

Une brillante civilisation a remplacé chez les anciens la grossièreté originaire, et cependant, si nous dépouillons les textes de leurs jurisconsultes, nous n'y trouvons qu'un droit criminel d'une imperfection qui étonne. C'est que pour résoudre le problème pénal, il ne suffisait point des finesses du juriste ; il fallait que l'égoïsme qui imprégnait les sociétés antiques, s'atténuaît au souffle fécondant d'une fraternelle charité ; il fallait que le sentiment de la solidarité sociale et de la responsabilité individuelle animât le législateur, qu'à l'esprit juridique vînt se joindre cet esprit scientifique et humanitaire qui, œuvre du temps, fait que la justice n'est pas dans le passé, mais toute dans l'avenir (1). Ainsi s'explique que les Romains, dont la supé-

(1) Nous ne méconnaissons pas, en dehors de la justice absolue, l'existence d'une justice que nous appellerons volontiers relative, c'est-à-dire appropriée aux divers degrés de la civilisation, mais la nécessité de celle-ci ne saurait faire oublier qu'il en est une supérieure, vers laquelle en effet les peuples se rapprochent chaque jour davantage avec les progrès de leurs mœurs et de leurs idées.

riorité est incontestable en matière civile, ne nous ont laissé, en matière pénale, que des principes défectueux. La civilisation morale n'est pas en rapport avec la civilisation matérielle et intellectuelle ; celle-ci apparaît assez vite tandis que ce n'est que lentement que celle-là vient donner aux peuples cette large éducation qui leur permettra de se rapprocher toujours plus de la loi suprême de justice.

Tout a été dit sur l'arbitraire de notre ancienne législation pénale et, pour se convaincre de ses imperfections, il n'est pas besoin de remonter aux époques confuses du moyen âge, mais simplement d'ouvrir les volumineux traités des criminalistes du dernier siècle de la monarchie. Suivant scrupuleusement les maximes romaines, ils ne pouvaient aboutir qu'à des théories surannées qui permettaient de dire qu'en un temps où l'esprit philosophique paraissait avoir tout réduit en préceptes, la justice seule était encore abandonnée aux caprices de l'opinion (1).

La Révolution avait donc une grande tâche à accomplir, mais les convulsions qui l'agitèrent ne lui permirent que d'ébaucher son œuvre, laissant ainsi à l'Empire l'honneur de fixer les principes de notre Droit pénal.

Le Code de 1810 réalisait d'immenses progrès sur l'état

(1) Marat : *Plan de législation criminelle*, 1787, in-8.

antérieur ; toutefois l'activité scientifique de notre siècle devait rapidement en découvrir les erreurs, et la sociologie, pour établir plus équitablement la responsabilité de l'individu, allait étudier le crime sous des aspects inconnus en recherchant les causes anthropologiques, économiques et sociales. Nul ne peut nier aujourd'hui les découvertes acquises ; si elles ne menacent pas notre législation criminelle d'un bouleversement complet, au moins en réclament-elles une indispensable réforme.

Le modeste travail que nous présentons ici n'est, sur un point très spécial, que le bref exposé d'une de ces nombreuses modifications à apporter dans notre Droit pénal.

Parmi les problèmes de la science pénale on s'accorde à reconnaître qu'il en est peu d'aussi épineux que celui de la complicité. Démêler la responsabilité de chacun dans un acte unique qui est le fait d'un plus ou moins grand nombre d'infracteurs, appliquer à chaque délinquant la peine exacte que mérite sa participation à l'infraction, exige en effet une délicatesse peu commune d'appréciation, mais que néanmoins on est en droit d'attendre d'une justice qui mérite ce nom. Pourtant notre Code, méconnaissant les mille nuances de la culpabilité, pose, dans un article qui outrage l'équité, ce principe que le complice doit, dans le châtimement, être assimilé à l'auteur principal, cependant que l'analyse moderne a, au contraire, démon-

tré, et victorieusement, que le progrès consiste à individualiser la peine.

Non contente de proclamer un principe d'une évidente iniquité, notre loi lui donne la plus large extension et va atteindre des faits qui devraient rester en dehors de son empire en reconnaissant, à l'encontre de toute logique, une complicité postérieure à l'infraction. C'est ainsi que le recel a pris place dans la théorie de la complicité et que par suite d'une double erreur, l'une juridique, qui consiste à faire du recéleur un complice, l'autre que nous qualifierions volontiers de psychologique, et qui consiste à traiter le complice comme l'auteur principal du délit, le recéleur a pu être assimilé à un voleur (1).

Les peines les plus rigoureuses ne sont pas les plus efficaces et l'expérience a démontré que, spécialement en matière de recel, la sévérité n'aboutit souvent qu'à une impunité complète par crainte de l'iniquité qui s'attache à la stricte application d'une règle trop inflexible. Il faut, dans l'intérêt supérieur de la justice, corriger l'erreur du

(1) On pourra consulter sur le recel Gretener, *Begünstigung und Hehlerei*; Orloff, *die Strafbaren Handlungen nach Deutschlands Reichsrecht und Praxis*; Püttmann, *Dissert. de receptatoribus in adversar. jur. univers.* 1778; A. Matthæi, *Commentarius ad Lib. 47 et 48 Dig. de Criminibus. Adnot. auct. Th. Nani Tic.* 1805, *Tit. X. de receptatoribus*; Sander, *Archiv des Criminalrechts* 1838 p. 453 etc; Llatner *Quæstiones de jur. crimin. romano*, 1842, *de receptat. p.* 386; Rein, *Criminalrecht des Römer* 1844 p. 197, 201, 347-355.

législateur, et, nous restreignant à notre sujet, c'est-à-dire visant particulièrement le recel de choses, nous dirons qu'il faut faire de ce recel un délit spécial, ayant son existence propre.

Ainsi le veut la marche historique. Si nous allons trouver, dans le passé, des raisons à l'assimilation du recéleur au voleur, nous verrons qu'assez tôt le recel n'en eut pas moins des caractères distinctifs qui ont permis à des législations étrangères, en pesant plus équitablement les responsabilités individuelles et en analysant plus finement les rapports délictuels, de faire du recel un délit se suffisant à lui-même. L'étude détaillée que nous ferons ensuite de notre système législatif montrera par lui-même qu'un progrès analogue peut-être accompli chez nous.

Dans le domaine de la justice, il n'est pas de petite réforme. A l'exemple des peuples qui nous ont emprunté notre Code, nous devons procéder au moins à des modifications de détail, en attendant le jour, qui ne saurait tarder, où il faudra accomplir franchement la refonte d'ensemble de toute notre législation pénale.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE

Les peuples enfants ont au plus haut degré le sentiment de la propriété. Ils s'attachent d'autant plus aux choses qui leur appartiennent, qu'elles sont en plus petit nombre, aussi ne faut-il pas s'étonner de voir le vol et la poursuite de la chose volée constituer un des traits caractéristiques de leurs législations. Les vieux recueils qui nous sont parvenus, de l'Orient comme de l'Occident, y consacrent tous d'importants développements qui s'expliquent par la grossièreté même des mœurs primitives, puisque les lois ne donnent aux faits qu'elles réglementent que la place qu'ils tiennent dans la société qu'elles régissent.

Si, avec les seules connaissances que les récentes recherches historiques nous ont fournies, nous nous demandons quelle pouvait être très anciennement la

condition de celui que nous appelons aujourd'hui un recéleur, c'est-à-dire de l'individu qui détient par devers lui un objet qu'il sait avoir été volé, nous répondrons qu'elle ne devait point avoir d'analogue à cette époque reculée, et que le recel, dans les idées antiques, n'était apparemment qu'une variété, sinon une doublure du vol lui-même.

Aux temps de la vengeance privée, l'homme qui subit un dommage se venge sur celui qui le lui cause. Prend-il, par exemple, son voleur en flagrant délit, sa chose entre les mains, il assouvir de suite sa colère. Mais qu'il vienne à ne retrouver cette chose que par l'effet du hasard, oublieux de sa vengeance, il sera tout à la joie de recouvrer un objet qu'il croyait définitivement perdu, car les passions des peuples jeunes sont aussi vives que fugitives. C'est cette nuance, purement psychologique, qui, seule, a pu expliquer rationnellement cette différence dans la pénalité que la plupart des législations ont consacrée entre le vol manifeste et non manifeste.

Le plus souvent, la victime se rencontrera avec un détenteur qui, se plaçant entre elle et sa chose, prétendra ne point se laisser dépouiller. Alors, à ce propriétaire qui croyait enfin avoir recouvré ce qui lui appartenait, un sentiment bien naturel fera croire qu'elle lui est ravie une seconde fois, et, se tournant aussitôt vers le détenteur qui menace de réaliser un bénéfice à ses dépens, qui devient

à ses yeux un véritable voleur, il s'apprêtera à lui infliger le châtement qu'il mérite.

Peu importe au propriétaire lésé que le détenteur ait une cause légitime de garder la chose par devers lui ; sa passion ne voit pas aussi loin et ne connaît qu'une justice unilatérale.

Au reste, il faut reconnaître que la victime en traitant le recéleur comme un voleur ne devait à l'origine que se tenir dans la réalité des choses et que, fréquemment, le recéleur était le voleur lui-même, la circulation très peu développée de ces vieilles époques excluait l'industrie du recel qui n'est le fait que d'une société assez civilisée pour être corrompue.

Le système des compositions pécuniaires vint se substituer à celui de la vengeance privée, mais, que ces compositions fussent facultatives, qu'elles fussent obligatoires, elles laissèrent au recel son caractère primitif puisqu'elles n'étaient que la rançon du droit de vengeance de l'offensé.

La notion de l'État, autrefois insoupçonnée, se dégageait lentement, se préparant néanmoins à prendre la place considérable qu'elle devait occuper dans l'histoire des peuples anciens, et, graduellement s'affermisaient, par voie de conséquence, les idées de défense et de répression sociales. Dès lors le vol, et à sa suite le recel, donnèrent lieu à une peine au sens strict du mot, non plus à de simples restitutions civiles.

La condition du recéleur serait devenue trop rigoureuse si les progrès du droit n'avaient amené une analyse plus exacte de sa situation. Mais les jurisconsultes, reconnaissant le bien fondé des raisons que pouvait invoquer le détenteur de l'objet volé, séparèrent sa cause, non seulement de celle du voleur, mais de celle du recéleur, donnant enfin au recel une physionomie qui lui était propre.

On était d'ailleurs arrivé à cet âge où les mille complications de la vie journalière d'un peuple civilisé permettaient au recel de se transformer en une industrie aussi peu dangereuse que lucrative. Des professionnels d'un nouveau genre, par le concours qu'ils donnaient à des malfaiteurs, menaçaient désormais la propriété privée ; et le sentiment populaire, qui de bonne heure s'en rendit compte, put proclamer avec quelque vérité dans son exagération, que sans recéleur, il n'y aurait point de voleurs. Comment s'étonner alors que le législateur, écho de l'opinion, assimilât le recéleur au voleur, porté qu'il était déjà par une tradition ancienne qui devait se perpétuer chez des nations plus avancées par la seule puissance d'un phénomène de survivance bien souvent remarqué dans le domaine du droit ?

La législation pénale des Romains, à laquelle nous voulons seule nous arrêter, nous présente les étapes de l'évolution que nous venons d'esquisser, mais les vestiges des plus anciennes législations nous montrent, qu'en ce

point comme en beaucoup d'autres, les peuples ont suivi une route sensiblement identique.

Les Indous par exemple, assimilaient les recéleurs aux voleurs. Les Institutes de Vichnou le disent formellement (1) et la loi de Manou n'est pas moins explicite (2).

Même principe se rencontre dans la loi hébraïque et la loi grecque (3) ainsi que dans les pays du Nord (4).

(1) Dareste, *Etudes d'histoire de Droit*, p. 79 et 86.

(2) La distinction entre les auteurs et les complices apparaît assez confusément dans la loi de Manou ; en tout cas, elle n'a pas d'influence sur la pénalité. La sévérité est extrême pour les voleurs, et on autorise la mise à mort des parents et amis du voleur s'ils sont d'intelligence avec lui (L. 9, vers. 269). Quant au recel, il est dit (L. 9, vers. 378) ; que « Celui qui procure aux voleurs du feu et de la nourriture, leur fournit des armes ou un logement et recèle les objets dérobés est puni de la même peine que le voleur. » Et plus spécialement pour le brahmane il est décidé que « le brahmane qui pour prix d'un sacrifice ou de l'enseignement des dogmes sacrés reçoit avec connaissance de cause de la main d'un homme une chose qu'il a prise et qu'on ne lui a point donnée est punissable comme un voleur, (L. 9, vers. 341).

(3) Platon, *Lois*, dial. 12 ; Lysias c. Théomneste I, 17 ; c. *Philocrate* II ; Schol. d'Aristophane, *Nuées*, v. 499 : Aulu-Gelle, *Noct.* AH., L XI, ch. 18 ; D. XLVIII, 9, L. 15 § 1. — A Athènes, comme le fait supposer le discours de Lysias contre Philocrate, le recel tout au moins lorsqu'il n'était pas le résultat d'un concert antérieur au délit, ne paraît pas avoir été puni comme fait de complicité. — Nous devons dire aussi que dans un discours de Démosthène contre Néera, nous voyons un recéleur condamné seulement à la restitution des objets volés. — (V. enfin Meier et Schomann, *der attische Prozess*, 1824, p. 250, et s.)

(4) Gragas, *Pars. II*. p. 190. « *Eodem ac fur ipse reatu tenetur et ille qui rem furtivam accipit scienter vel emit.* »

Les règles du Droit romain sur le recel sont assez obscures mais suffisantes néanmoins pour suivre la marche générale des idées.

Comme nous le disions plus haut le recel constituait à l'origine un fait de participation, et c'est sous cette forme que nous le trouvons visé dans la loi des XII Tables en des dispositions que nous ne ferons que mentionner puisqu'elles rentrent dans la matière même du vol.

L'action *furti concepti*, qui aboutissait au triple, était donnée contre *tout individu* chez qui la chose volée était trouvée à la suite d'une perquisition opérée devant témoins, sauf à lui, tout au moins dans l'hypothèse de sa bonne foi, à se retourner par l'action *furti oblati*, également donnée au triple, contre celui qui lui avait remis la chose (1).

Si l'objet volé était découvert par ce mode bizarre de perquisition qui se faisait *lance licioque*, le détenteur était considéré comme un voleur manifeste et puni comme tel, c'est-à-dire, à cette époque, de peines afflictives (2).

Diverses dispositions, dues à l'initiative du prêteur, mais dont il n'est guère facile de fixer la date d'apparition, complétèrent cette législation. Une action *furti prohibiti* fut donnée au quadruple contre toute personne qui refusait

(1) Gaius III, § 186, 187, 191. — Paul II, 31 § 3 et 5. — Théophile sur le § 4 de *obl. ex del.*

(2) Gaius III. § 189, 190, 192, 193. — Aulu-Gelle XI. 18.

de laisser faire chez elle la perquisition *lance licioque* (1), et une action *furti non exhibiti*, toujours au quadruple, contre le détenteur qui n'avait pas voulu représenter la chose et chez qui elle avait été solennellement recherchée et découverte, action qui, d'ailleurs, tempérait simplement la rigueur de la loi ancienne (2).

Toutes ces actions disparurent les unes après les autres. La perquisition *lance licioque* cesse d'exister en même temps que les *legis actiones*, et les actions *furti prohibiti* et *furti non exhibiti* perdirent dès lors leur raison d'être. Quant à l'action *furti concepti*, son iniquité même la fit peut-être tomber en désuétude et, à sa suite, l'action *furti oblati* (3). Sans doute à l'époque classique les textes des jurisconsultes nous parlent encore de ces actions, mais on peut affirmer, sans crainte de se tromper, qu'elles tenaient plus de place dans leurs traités de jurisprudence que dans la pratique courante des affaires, et certainement Justinien, en les abrogeant expressément, ne fit que consacrer en droit ce qui existait en fait.

Si, nous plaçant dans le dernier état du droit, nous nous demandons ce que décidait la législation romaine à l'égard du recel, nous constaterons tout d'abord que la vieille idée, qui voyait dans le recel une manière de vol,

(1) Gaius III, § 192.

(2) Inst. 4. 1, § 4.

(3) Accarias, *Précis de Droit romain*, T. 2, n° 668.

avait depuis longtemps cessé d'avoir cours. Le recel avait son caractère propre ; en revanche il n'avait pas, ou pour ainsi dire pas, de réglementation qui lui fût propre. Il s'absorbait maintenant, non dans la théorie du vol, mais dans celle de la complicité. Dans l'impossibilité de faire du recéleur un voleur, nous dirions aujourd'hui que les Romains en firent un complice, en employant ici une expression qui n'a pas, il faut le remarquer aussitôt, son équivalent dans les textes.

En matière de complicité la loi romaine est, en effet, un véritable labyrinthe au milieu duquel on risque de s'égarer faute de ce fil conducteur que les travaux de nos vieux romanistes n'ont pu parvenir à découvrir et que la science moderne cherche sans plus de succès. Il n'entre pas dans le cadre de cette brève étude d'aborder un aussi difficile problème et nous ne voulons parler ici de la complicité que pour y marquer la place du recel et déterminer les conséquences qui en résultaient.

Or la complicité pouvait, d'une part, être matérielle ou morale, *ope aut consilio* ; d'autre part, elle pouvait être antérieure, concomitante et même, erreur juridique que nous démontrerons plus loin, postérieure à l'infraction. C'est à la complicité matérielle et postérieure au délit que l'on pourrait rattacher le recel, qu'il fût de personnes ou de choses. Les Romains l'ont-ils fait ? N'ont-ils pas, au contraire, comme on l'a avancé timide-

ment, considéré le recel comme un délit spécial ? Nous répondrons sans hésitation aucune qu'ils ont fait du recéleur un complice, et nous en trouvons la meilleure preuve dans la peine qu'on lui applique.

Des textes confus du Droit romain sur la complicité, un principe, en effet, se détache nettement ; c'est l'assimilation, sauf de rares exceptions, des auteurs principaux (*rei*) et des complices (*participes vel socii*), or les jurisconsultes assimilent le recéleur (*susceptor*) au voleur lui-même. « *Crimen non dissimile est rapere, et ei qui rapuit, raptam rem, scientem delictum servare.* » (C. IX. 12 L. 9.) « *Non tantum autem qui rapuit, verum is quoque, qui recepit, ex causis supra scriptis tenetur : quia receptores non minus delinquunt quam adgressores.* » (D. XLVII. 9. L. 3 § 3.)

En conséquence, ils appliquent au recéleur la peine infligée à l'auteur principal ; ainsi en est-il pour le vol (1), le pillage (2), le brigandage (3), l'assassinat (4), le péculation (5), etc. Et le peuple romain, chez lequel le vol et le

(1) D. XLVII. 2. L. 48 ; C. VI. 2. L. 14.

(2) D. XLVII. 9. L. 3 § 3.

(3) Paul V. 3. § 4 ; C. IX. 39, L. 1.

(4) D. XXIX. 5. L. 3 § 12.

(5) C. IX. 28. L. un. ; Const. Léon. C. V. Le *Pro Rabirio* de Cicéron roule sur une question de complicité par recel : Gabinius, condamné pour concussion, se trouvant insolvable, le tribun Memmius recourt contre Rabirius, l'accusant d'avoir profité de l'argent

brigandage avaient pris une si large extension (1), applaudit à cette assimilation qui le protégeait, dans une certaine mesure, contre des malfaiteurs qui étaient les plus précieux auxiliaires des voleurs, *pessimum genus est receptatorum* (2), et qui, outre le dommage privé qu'ils faisaient subir aux propriétaires de choses volées, causaient un réel dommage public en rendant plus difficile l'œuvre de la justice.

Ce qui, dans l'obscurité des textes, a pu laisser supposer que les Romains avaient peut-être fait du recel un délit spécial, c'est d'abord une considération générale. Pour que la criminalité d'un acte se communique à plusieurs personnes il faut, dit-on, le concours de la volonté de chaque agent, et, en effet, conformément à cette idée, nous voyons la jurisprudence romaine décider que si plusieurs individus ont agi sans délibération préalable, il existe autant de délits distincts que de faits individuels (3) ;

extorqué par Gabinius et invoquant le texte d'une loi Junia, d'après laquelle la poursuite *de repetundis* peut être dirigée non seulement contre l'auteur du délit, mais encore contre celui à qui *ea pecunia pervenerit*.

(1) Dezobry, *Rome au siècle d'Auguste*. T. I, p. 289 et s.

(2) D. XLVII. 16. L. 1. Certains auteurs ont prétendu, Birnbaum, notamment, qu'il y avait une différence entre les *receptatores* et les *receptores*, ceux-ci tout simplement recéleurs, ceux-là recéleurs d'habitude. La différence est douteuse, l'usage des derniers siècles étant d'employer des fréquentatifs sans changer le sens du mot.

(3) D. XLVIII. 8, L. 17.

or, en vertu de ce principe seul, les jurisconsultes, s'ils n'avaient pas éprouvé de scrupules juridiques à reconnaître une complicité postérieure à l'infraction, devaient classer le recel parmi les délits spéciaux, puisque sa nature même exclut toute idée d'un concours de volonté antérieur au délit.

Cette considération n'aurait certainement pas suffi à faire naître l'idée que les Romains avaient pu envisager le recel comme un délit spécial si elle n'avait trouvé un appui, d'abord dans cette remarque que le Digeste a consacré un titre spécial au recel (*De Receptatoribus*. XLVII. 16), ensuite, et surtout, dans cette constatation, que les textes, sans que rien avertisse d'une dérogation à la règle, punissent parfois les recéleurs d'une peine plus douce que les auteurs principaux, ce qui, évidemment, n'aurait pas lieu si l'on avait fait rentrer le recel dans la théorie de la complicité. C'est ainsi, en faisant abstraction des exemples que fournirait le recel de personnes, que l'on prononce contre les complices des *abigei* (1) la relégation pendant dix ans, tandis que l'on condamne les *abigei* eux-mêmes soit à mort, soit aux mines, soit aux travaux publics (2).

De ces arguments, le dernier seul aurait quelque portée n'était le nombre des textes qui proclament l'assimilation

(1) Les *abigei* sont ceux qui dérobent le bétail dans les pâturages.

(2) D. XLVII. 14. L. 3 § 5.

du recéleur au voleur. Tout ce que l'on peut conclure des dispositions contraires que l'on invoque, c'est que les Romains, en ce point comme en beaucoup d'autres, n'ont pas eu cette inflexibilité de logique qu'on leur a quelquefois prêtée, et que, poussés peut-être par la force même des choses, ils ont dû déroger à la rigueur de leur principe, si tant est qu'ils aient eu sur notre question un principe bien arrêté.

Quelle que soit la solution du problème, il n'en est pas moins certain que le recel de choses avait une physionomie particulière, mais il ne faut pas pour cela exagérer comme on l'a fait quelquefois, et multiplier ses conditions d'existence qui, d'ailleurs, étaient les mêmes pour les deux espèces de recel, ce qui nous permettra, soit dit en passant, d'invoquer les textes qui ont trait aussi bien à l'un qu'à l'autre.

Outre la détention, la condition essentielle pour qu'il y ait recel, c'est le *dolus malus*, ou plutôt ce que les jurisconsultes appellent la *scientia*, autrement dit la connaissance de l'origine délictueuse de la chose détenue. Sans *scientia* pas de culpabilité et, en conséquence, un acte où l'intention frauduleuse fait défaut, ne saurait être incriminé (1).

L'ignorance est présumée, à moins cependant que le dé-

(1) D. XXIX. 5 L. 5 § 12 ; D. XLVII. 9 L. 5 § 3.

lit ne soit notoire et public et dans ce cas aucune excuse d'ignorance ne peut être alléguée (1).

D'ailleurs, si l'on n'a consenti à garder la chose que sous l'empire de menaces ou de violences, on est à l'abri de toutes poursuites.

Enfin, si l'auteur du délit est un proche parent du détenteur de l'objet volé, il y a lieu à une atténuation de peine (2).

L'existence d'un délit antérieur, la détention et la *scientia* sont les trois conditions indispensables pour qu'il y ait recel. Sont-elles suffisantes ? Certains auteurs ne l'ont pas pensé et ont cru devoir y ajouter l'habitude qui, par le degré de perversité qu'elle implique, légitimerait la sévérité du législateur à l'égard des recéleurs. L'argument que l'on invoque en faveur de cette idée est tiré de la L. I au Code IX. 39, où il est dit : « *Eos, qui secum alieni criminis reos occultando eum eamve sociarunt ; par ipsos et reos pœna expectet : et latrones quisque sciens susceperit, et eos offerre iudicibus superdederit, supplicio corporali, aut dispendio facultatum, pro qualitate personæ et iudicis æstimatione plectetur.* »

Nous ne croyons pas que l'on puisse bien sérieusement soutenir une opinion qui s'appuie, pour exiger une condition aussi importante que celle de l'habitude, sur un texte

(1) J. Clarus : *Comment*, L. V, quest. 90.

(2) D. XLVII. 16 L. 2.

unique, alors surtout qu'on trouve au Digeste nombre d'espèces où un fait isolé de recel suffit pour qu'il y ait délit (1). Au reste le texte lui-même ne dit pas ce qu'on lui fait dire, car le mot *sociare*, sur lequel se fondent nos contradicteurs, n'a certainement pas le sens de « commettre habituellement » ainsi qu'ils le pensent, mais celui de « participer à », ce qui donne une toute autre portée à la disposition invoquée et ébranle la conclusion qu'on en voudrait tirer.

Une opinion, plus sérieuse, et qui se réclame d'arguments de raison et de texte, prétend que le délit de recel exige l'existence d'une sorte d'association antérieure à l'infraction, une entente entre le voleur et le recéleur d'après laquelle celui-ci promettrait à celui-là de mettre chez lui en sûreté les objets provenant de la soustraction. Cette condition expliquerait, dit-on, la théorie romaine et excuserait en partie l'erreur des jurisconsultes qui, contre toute logique, avaient reconnu une complicité postérieure à l'acte délictueux. La promesse du recel faite avant le crime constitue en effet un encouragement, et cela rapproche le recéleur du complice ; sa complicité consiste, moins dans sa détention d'un objet volé, que dans son engagement pris envers le voleur. — Quant aux textes, c'est d'abord la loi I au Code IX. 39 que nous avons citée tout à l'heure,

(1) D. XLVII. 9 L. 5 § 5 ; D. XLVII. 16 L. 1 ; Paul *Sent.* V. 5 § 4.

et où l'on croit trouver la nécessité d'une association antérieure au délit dans l'expression *sociare* qu'elle emploie. Ce sont ensuite les textes qui édictent des peines spéciales contre les recéleurs, preuve manifeste, dit-on, que ces recéleurs sont faussement qualifiés tels, (ou du moins sont des recéleurs d'une espèce particulière) puisqu'ils seraient, sans cela, assimilés aux auteurs principaux, ce qui, d'ailleurs, est confirmé par cette remarque que les hypothèses où ils se placent ne supposent pas cette *societas sceleris* qui est essentielle pour qu'il y ait complicité par recel.

Quelque séduisante que soit cette théorie nous pensons qu'il faut l'écarter.

Les Romains n'ont pas eu de scrupules à reconnaître l'existence d'une complicité postérieure au délit que certains criminalistes acceptent encore de nos jours.

Pour ce qui est de la loi I au Code IX, 39, nous répèterons ici ce que nous disions plus haut sur le sens à donner au mot *sociare* ; en réalité il rappelle la nécessité de la connaissance du crime, et non celle d'une association antérieure. Enfin, l'argument que l'on tire des textes qui frappent de peines spéciales les recéleurs, ne vaut absolument rien, car, d'une part, il existe des lois qui établissent l'identité de peine et où cependant il n'est pas parlé d'association (1), et, d'autre part, des lois où il s'agit certai-

(1) D. XXIX. 5 L. 3 § 12 ; Paul *Sent.* v. 354 ; C. IX. 12 L. 9 ; C. IX 28 L. 1.

nement d'une association et dans lesquelles les peines sont néanmoins différentes pour les auteurs et les complices (1) : ainsi s'évanouit la relation que l'on croyait exister entre l'association et l'assimilation dans la peine.

La théorie de la complicité par recel, telle que nous venons de l'exposer, passa, avec ses hésitations, dans le droit barbare où, dans les rares dispositions qui y ont trait, nous voyons la complicité en général réprimée par des peines, tantôt identiques à celles qui atteignent l'auteur principal, tantôt différentes.

La législation des Wisigoths présente quelque incertitude en notre matière, mais cependant on peut dire qu'elle assimilait le complice à l'auteur principal, le recéleur au voleur. « *Non solum ille qui furtum fecerit, sed etiam quicumque conscius fuerit, vel furtim ablata sciens suscepit, in numero furantium habeatur, et simili vindictæ subjaceat* » (2). Toutefois l'individu qui détenait un objet volé n'encourait la même peine que l'auteur du délit que s'il ne le dénonçait point : dans le cas contraire il était encore susceptible d'une peine, mais pas de celle du voleur. « *Si quis rem furtivam sciens a fure comparaverit, ille qui emit suum præsentet auctorem. et postea tanquam fur non moretur componere. Si vero*

(1) D. XLVII. 14 L. 3 § 5.

(2) *Lex Wisig.* Liv. 7. T II, L. 7.

furem non invenerit, duplam compositionem quæ a furibus debeatur, exsolvat; quia apparet et illum furi esse similem, qui rem furtivam sciens comparasse agnoscitur » (1). « *Apud quem scelus aut pars rapinæ fuerit inventa, statim socios suos cogatur nominare; quod si nominare noluerit, teneatur ad vindictam* » (2). Ces textes prouvent en même temps que la *scientia* constituait, comme à Rome, une condition essentielle du délit de recel.

D'après la loi des Bavares, l'assimilation complète au point de vue pénal entre l'auteur du délit et celui qui détient l'objet n'existe que si celui-ci nie avoir la chose en sa possession. Sinon, et qu'il parvienne à démontrer qu'il n'a pas connu l'origine délictueuse de l'objet, il échappe à toute pénalité, mais, dans le cas contraire, il encourt une composition représentant la valeur de la chose volée et, en outre, douze sous d'or (3).

Les capitulaires de Charlemagne mettent sur la même ligne le voleur et le recéleur : *non solum ille furtum fecerit, sed etiam et quicumque conscius erit, vel furta ablata sciens suscepit, in numero furantium habeatur*

(1) *Lex Wisig.* Liv. 7. T. II, L. 9.

(2) *Lex Wisig.* Liv. 8. T. II L. 100.

(3) L. des Bav. T. 8 ch. 15 p. 5. Pour l'époque mérovingienne v. aussi Childeb. II et Clothar. II R. *Pactum* c. 5 (Pertz. Leg. T. I) « *qui furtum vult celare et occulte sine iudice compositionem acceperit, latroni similis est.* »

et simili pœnæ subjaceat (1), en exigeant toujours la condition de la *scientia* : *si quis de latrone furtivam rem scienter ad custodiendum acceperit quasi fur componat* (2).

Notre vieux droit coutumier ne fit à son tour que maintenir les principes romains et Beaumanoir s'exprime ainsi dans sa coutume de Beauvoisis (3) : « Cil qui tient le coze emblée à essient et set qu'elle fut emblée, et cil qui le porçace à embler, et cil par qui conseil ele est emblée et par quel consentement et cil qui partiz à le coze emblée, tout ne fut-il pas au larrecin fere, *tous cil sunt coupable du larrecin aussi bien comme s'ils y eussent esté*, et doivent être justicié por le fet, quand il en sunt ataint. » — Toutefois le détenteur de l'objet volé peut échapper à la peine : « Si cil qui est pris a tout le larrecin pot trouver son garant qui li bailla, il est délivré..... si comme se il dit le lieu là où il estait quand li larrecin fut fet et le prueve, et l'on voit que che fu en tel lieu qu'il ne peust pas fere le larrecin. »

Les Établissements de Saint-Louis sont dans le même sens, et ne punissent toujours le recéleur de la peine de l'auteur principal qu'à la condition qu'il connaisse la provenance de l'objet volé : « Et se le murtrier qui tuent les

(1) Liv. 6 ch. 160.

(2) Liv. 5 ch. 195, 196.

(3) Cout. de Beauvoisis, Edit. Beugnot p. 460 et suiv.

genz aportant aucune chose qui soient à ceux que il avront tué et il la portent chiés aucun hom, et li hom sache bien que il sunt larron et tiex menestrel, et il les recèle, il est ausinc bien pandable comme li meutrier » (1).

J. Bouteiller, Balde, Barthole, P. de Castro (2) enseignent purement et simplement les doctrines romaines.

A l'adhésion unanime aux maximes du Droit romain, il est curieux d'opposer le dissentiment partiel du droit canonique qui eut l'intuition de la difficulté des questions de complicité, *graves et difficiles quæstiones*, et qui, reconnaissant la criminalité inférieure de l'acte du complice, lui appliqua, dans bien des hypothèses, une peine moins sévère qu'à celui de l'auteur principal. Toutefois, spécialement en notre matière, il décidait que ceux qui

(1) Bien que les Etablissements ne soient pas de Saint-Louis, mais d'un compilateur du XIII^e siècle, en tout cas ils reflètent le droit de son époque, car nous trouvons ceci dans une ordonnance de Saint-Louis. (*Ord. des rois de France* T. I p. 132, ch. 52) « ... et si li murtriers qui tuent les gens, apportent aucune chose que soit a ceus que il auront tués, et il l'apportent chiés aucun âme, soit ils les reçoivent, ils sont pendables, ainsi come li murtriers sont, selon droit escrit en Code *De sacros. ecclesiis* en la loi qui commence *Jubemus et æconomus*, et en Decretales, *de officio Delegati*, *C. qui quæsitum*, car li consenteur, si sont aussi bien pugniz, comme li maufeteur » ; et ailleurs : « tant vaut cil qui tient comme cil qui escorche, que espoir celui qui fit le murtre ne l'eust mie fait se ne ce fust par l'aide ou par la force de céans qui o lui furent. »

(2) *In l. fortum. Dig. de furtis.*

recélaient des objets provenant d'un crime, alors même qu'ils en ignoraient la provenance, mais à condition qu'ils connussent la conduite habituelle des coupables, étaient punis comme eux : « *Hi quoque non sunt a culpa liberi nec a pœna debent esse immunes, qui licet fuerint illius machinationis ignari, tamen eis, quos sicarios esse sciebant, in sarcinis custodiendis ministerium præbuerunt* » (1).

Les nombreuses ordonnances royales qui prévoient la complicité se rallient au principe de l'assimilation. Elles ne visent, la plupart, que le recel des personnes (2) ; pour le recel de choses, il convient de signaler particulièrement l'ordonnance de François I^{er} sur la chasse (Mars 1515) qui, dans son article 14, punit ceux qui chassent sans en avoir le droit et frappe de la même peine ceux qui recèlent le gibier ainsi tué : « Nous voulons et ordonnons qu'iceux réceptateurs soient punis de telles et semblables peines, qu'a esté cy dessus dit desdits pre-neurs et chasseurs desdites bestes et gibier. »

(1) *Decret. V. 12, De homicid. volunt. vel cas. § 4.*

(2) Une ordonnance de Louis XI, rendue à Tours, le 14 déc. 1461 (*Ord. des rois de France*, T. XV, p. 250), met à l'abri des poursuites, dans certaines circonstances, les détenteurs d'objets volés : « Que se en leurs hostelz et domicilles estoient trouvez aucuns biens qui leur fussent baillez en gage sans fraude, lesquelz biens aucuns voulsissent poursuir pour emblez, qu'ils ne puissent être poursuiuz aucunement ne pugniz de furt ou larrecin civillement ou criminellement. » (A. 10.)

Julius Clarus (1), Damhouder, Gomez (2), au seizième siècle, défendent toujours l'assimilation du complice à l'auteur principal, mais, soit influence du droit canonique, soit sentiment de la rigueur excessive de la règle romaine, l'idée ancienne perd du terrain, et Farinacius en sa quest. 133, n° 75 et s., discutant la question, précisément dans l'hypothèse du recel, cite un grand nombre d'autorités dans le sens de chaque opinion, et, pour les concilier, s'arrête en se réclamant, lui aussi, de l'opinion des divers jurisconsultes, à cette solution que celui qui reçoit tout ensemble voleurs et choses volées, doit être puni de la même peine que les voleurs.

Chassanée sur la Coutume de Bourgogne va plus loin (3), et il pense que les recéleurs de choses volées ne doivent pas être punis de la même peine que les voleurs, mais d'une peine moindre; il soutient que quoiqu'on trouve plusieurs lois qui portent que voleurs et recéleurs sont tenus de la même peine du vol, il ne s'ensuit pas qu'ils doivent être punis de la même peine que les voleurs, et que le mot *pariter*, qui se trouve dans ces lois, ne signifie pas que les recéleurs doivent être punis de la même peine que les voleurs, mais qu'ils doivent les uns et les autres être punis.

(1) *Quæst.* 90, n. 9.

(2) *De delictis*, c. 3, n. 16.

(3) Si aucun commet larcin, rubr. I, § 5, n. 10.

Si Grotius et Pufendorf se font, au dix-septième siècle, les échos des principes romains, Lange, (1) dans sa *Nouvelle Pratique civile, criminelle et bénéficiale*, pense que ceux qui recèlent les choses volées sont moins coupables que les voleurs (2).

Le dix-huitième siècle, qui agita tant de questions, devait nécessairement s'en prendre au droit criminel et, sur le point qui nous occupe; nous voyons en effet Montesquieu en France (3), Filangieri et Beccaria (4) en Italie,

(1) Lange (*La nouvelle pratique civile, criminelle et bénéficiale*, 2^e partie, p. 28), ou son continuateur, rapporte en ces termes, ce qui se pratiquait au dix-septième siècle : « Pour ce qui est de ceux qui recèlent les choses volées, il semble qu'ils soient moins coupables que les voleurs, d'autant que tel achète chez lui qui n'aurait jamais la hardiesse de voler; et plusieurs par un esprit de cupidité, croient pouvoir impunément profiter du bon marché; néanmoins l'on égale souvent l'un et l'autre pour la peine lorsqu'on reconnaît que le recéleur a induit l'autre à voler ou à receler sciemment une chose furtive ou qu'il a fait profession d'acheter des choses volées. — Un jurisconsulte saxon, Carpzow, disait de son côté : « *Neque enim opem præstans post commissum delictum proprie auxilium præbere aut furtum promovere dicitur. Ac iniquissimum est, eadem pæna auxilium in ipso furti actu et post delictum perfectum præstitum coerceri. Hinc talis regula formanda est : Licet quis furi auxilium et opem præbeat, attamen si delicto jam commissio ac perfecto hoc fiat, neutiquam is suspendio, sed pæna extraordinaria pro judicis arbitrio puniendus est.* » (*Practica nova Imper. Sax. Pars. II, Qu. 87, L. c. nr. 27*, Wittemberg, 1635).

(2) « Assez escorche qui le pied tient » nous dit aussi Loysel. (*Inst. cont.*, n° 794. Ed. Laboulaye.)

(3) *Esprit des Lois*, XXIX, 12.

(4) *Des délits et des peines*, ch. 14.

Blackstone en Angleterre, s'attaquer à l'antique principe de l'assimilation du complice à l'auteur principal.

Néanmoins la doctrine resta, en général, réfractaire aux idées nouvelles. Domat, Jousse, Muyart de Vouglans se firent notamment les défenseurs du Droit romain, et ce dernier, en réfutant Baccaria (1), allait jusqu'à se demander quel bien l'on pouvait penser d'un homme qui, élevant son système sur les débris de toutes les notions reçues jusqu'alors, proposait de punir le crime tenté moins sévèrement que le crime consommé, les complices moins sévèrement que les auteurs principaux.

Le recéleur fut donc toujours assimilé au voleur. Mais si celui qui détenait la chose n'avait pas connaissance de son origine délictueuse il n'était tenu qu'à restitution et, même s'il y avait bonne foi, il pouvait se faire restituer le prix de vente (2). Jousse admettait que lorsque celui qui recélait chez lui des choses volées le faisait sans aucun lucre, ni profit, il devait être puni d'une peine moindre que l'auteur du vol. — Comme en Droit romain, on admettait d'ailleurs les excuses tirées de la violence ou de la parenté.

Où nos anciens jurisconsultes montraient, mais avec raison, le plus de rigueur, c'était à l'égard de ces recé-

(1) Réfutation du traité *Des délits et des peines*.

(2) Muyart de Vouglans, *Inst. au dr. crim.*, p. 610.

leurs d'habitude qui spéculent sur le crime en achetant les produits; sans hésitation aucune ils pouvaient les assimiler aux voleurs. D'ailleurs, pour mettre obstacle à cette honteuse industrie, on avait édicté divers règlements de police qui, en particulier, obligeaient les orfèvres, merciers et fripiers à tenir des registres fidèles et exacts de tous les objets qui leur étaient vendus ou échangés; les teinturiers devaient également tenir un registre des hardes et étoffes qui leur étaient données à teindre; même précaution était prise pour prévenir les vols de plomb, d'étain, d'argent, etc., etc. (1).

La jurisprudence de nos Parlements ne fut que l'écho de la doctrine courante. Balde, sur la loi II, *data opera Cod. de his qui accusare non possunt*, cite un arrêt de l'an 1330 qui condamna à mort une femme pour avoir recélé des effets qu'elle savait avoir été volés, quoiqu'elle n'eût fait que ce seul recel. Jousse nous cite également des arrêts du 31 mars 1732, 4 juillet 1765, qui condamnèrent à mort des individus convaincus d'avoir recélé sciemment des objets volés (2).

(1) Dalloz, *Répertoire*, v^o *Complicité*, n^o 212. Quelques-unes des prescriptions de notre ancien droit ont passé dans notre législation actuelle. V. un important arrêt de Cass. 1^{er} fév. 1878. S. 78. 1. 137.

(2) *Tr. de la just. crim.*, t. IV, p. 243. Denisart cite plusieurs arrêts rendus au XVIII^e siècle qui condamnèrent à mort des hommes et des femmes pour avoir recélé des objets volés. (*Collection de décisions nouvelles*, Paris, 1773, v^o *Recélé*, t. IV, p. 119.)

Le recélé pouvait présenter les caractères graves du crime de lèse-majesté divine ou du sacrilège lorsqu'il offrait une profanation des choses sacrées ou des objets servant au culte que le recéleur avait regus. La peine était alors laissée à l'arbitraire des juges, qui punissaient toujours des faits semblables par les supplices les plus rigoureux. Ils condamnaient habituellement les coupables à faire solennellement l'amende honorable, à avoir le poing coupé et à être brûlés vivants après avoir été étranglés (1).

Quelques atténuations furent cependant apportées à la rigueur de la jurisprudence ; c'est ainsi, par exemple, que lorsqu'il s'agissait de vols faits sur les grands chemins, tandis que l'on condamnait communément les voleurs à être rompus vifs, on condamnait les recéleurs à la potence, et quelquefois même à une simple peine corporelle (2).

(1) Molinier « *Mémoire sur la répression du vol d'après les lois anciennes et la jurisprudence du Parlement de Toulouse* » (Rec. de l'Acad. de législ. de Toulouse, 1868, p. 106.) Si l'on veut se faire une idée de la cruauté dont on usait parfois envers les recéleurs, il faut lire ce très intéressant mémoire où l'on trouve des détails aussi complets et aussi atroces que possible (p. 111 et s.).

(2) Guyot, *Rép. universel et raisonné de jurisprudence*, 1785, v^o *Recéleur*. Le Parlement de Paris ne condamna par ses arrêts des 5 et 7 septembre 1722 des recéleurs d'effets volés par le fameux Cartouche, les uns qu'au fouet avec la corde au col, à la marque et au bannissement perpétuel, les autres au fouet et aux galères perpétuelles. (Denisart, *op. cit.*, t. IV, p. 119.)

Le principe des peines arbitraires permettait enfin de tenir compte de ces nuances dans la criminalité que le Droit ne reconnaissait pas, mais il est inutile de dire qu'il ne remédiait que dans une très faible mesure à la défectuosité de la règle.

Le droit intermédiaire maintint pourtant l'ancien système dans ses articles 1 et 2 du Code Pénal des 25 septembre, 6 octobre 1791 (Tit. III, 2^e part.). L'article 3, qui vise spécialement le recel des choses, décidait que « lorsqu'un vol aura été commis avec l'une des circonstances spécifiées au présent article (1), quiconque sera convaincu d'avoir reçu gratuitement, ou acheté ou recélé tout ou partie des objets volés, sachant que lesdits effets provenaient d'un vol, sera réputé complice, et puni de la peine prononcée par la loi contre les auteurs dudit crime. »

La loi de 1791 donnait elle-même le moyen d'adoucir la sévérité de ses dispositions en obligeant les jurés à délibérer sur ce qu'elle appelait la moralité du fait, car ceux-ci, par leur réponse, pouvaient écarter une pénalité qui leur aurait semblé excessive.

Mentionnons enfin la loi du 29 nivôse an VI sur la

(1) Merlin, dans son *Répertoire* v^o *Complice*, dit « précédent titre » au lieu de « présent article », ce qui constitue une notable différence, car au titre précédent on parle de vol qualifié, et il en résulterait par conséquent que le recéleur ne pourrait être puni que dans ce cas et non pour vol simple. L'intérêt purement historique de la question nous dispense de la discuter.

répression des vols et attentats sur les grandes routes d'après laquelle le recéleur d'objets volés n'était réputé complice qu'autant que le recélé avait eu lieu dans l'intention d'aider ou de favoriser le crime (1). « Sont réputés complices, auteurs ou instigateurs ceux-là seulement qui seront accusés ou convaincus d'avoir enrôlé pour ces rassemblements ou de les avoir commandés ou de leur avoir fourni soit de l'argent, soit des armes, soit des munitions, dans l'intention de préparer, d'aider ou de favoriser le crime, ou de leur avoir sciemment, et dans le même dessein, prêté asile ou recélé soit les coupables, soit les effets par eux volés. » (Art. 6.)

(1) Le jury devait, à peine de nullité, être interrogé sur cette circonstance constitutive de la moralité des faits. Cass., 12 brumaire au VII, S. chr.

CHAPITRE II

DROIT RATIONNEL

Suivant l'antique tradition, le Code Pénal de 1810 a fait du recéleur un complice et, en conséquence, l'a puni des peines infligées à l'auteur principal. S'il faut se méfier en législation des innovations précipitées, il faut aussi se garder d'un attachement aveugle aux principes du passé ; tels d'entre eux qui correspondaient autrefois à une réalité, n'ont plus présenté dans la suite qu'une vaine apparence et, soumis au creuset d'une minutieuse critique, n'en ont pu subir victorieusement l'épreuve. Le nôtre ne serait-il point de ceux-là ?

Puisque le recéleur est un complice, il faut tout d'abord se poser la question de savoir ce qu'est la complicité, pour se demander ensuite comment on la doit traiter. Nous n'avons pas l'intention, ce qui serait dépasser les limites que nous nous sommes fixées, d'étudier ici en ses

détails cette difficile matière, et nous n'en voulons dire que ce qui nous paraîtra strictement nécessaire pour la compréhension de notre sujet.

Une infraction se commet ; plusieurs agents y ont concouru : au sens étymologique du mot (*plectere*, lier) tous ces individus qui ont participé au crime sont des complices. La justice sociale exige qu'ils soient tous châtiés et, chose curieuse, le terme de complice, par une de ces mystérieuses rencontres dont la formation des langues nous offre plus d'un exemple, rappelle, lui aussi, l'idée de punition (*plectere*, frapper, punir). Liés dans le délit, ces agents seront liés dans le châtiment (1).

Mais si les délinquants se sont réunis et concertés dans un but commun, leurs rôles dans l'infraction ont pu être très différents et marquer une perversité très inégale. Le sens large que nous venons de reconnaître à l'expression complice, néglige ces nuances, et c'est au contraire en en tenant compte, que ce même mot a pu prendre une signification restreinte et déterminée.

On peut prendre part à un délit de deux manières, comme auteur principal ou comme complice, nous disent les criminalistes modernes. L'auteur est celui qui est la cause directe et efficiente de l'infraction ; le complice n'y apporte qu'un concours, sans doute utile à sa réalisation,

(1) Ortolan, *Eléments de Droit pénal*, T. I, p. 587.

mais qui, à lui seul, n'aurait pu suffire à la perpétrer (1). Nous reconnaissons que le criterium de la distinction est controversé ; nous ne nous arrêterons cependant point à le discuter puisque le recéleur ne peut évidemment être rangé parmi les auteurs, à moins qu'avec une école allemande, qui a fait peu de disciples (2), on ne regarde la puissance active de tous ceux qui participent à un crime comme substantiellement égale, ce qui aurait pour conséquence immédiate de reléguer la complicité dans les créations du pur droit positif.

Quelles que soient les limites précises de la complicité, on s'accorde à la subdiviser en complicité antérieure, concomitante et postérieure au délit. Les complices de cette dernière classe, quelquefois désignés sous le nom de *fauteurs*, sont tous ceux qui, par des faits postérieurs à l'infraction, en favorisent les auteurs (3). Dans notre

(1) On ne peut être en même temps auteur et complice comme on l'a prétendu quelquefois en disant que les coauteurs sont toujours complices les uns des autres puisqu'ils se prêtent un mutuel secours dans l'accomplissement d'un fait punissable (Rauter, t. I, n° 110 ; Bertauld, p. 513 ; Blanche, t. II, n° 21). Il y a là un abus de langage qui ne justifie aucunement l'assimilation de la participation principale à la participation accessoire (Garraud, t. II, n° 246). Conformément à notre opinion il a été jugé qu'est contradictoire et nulle la déclaration du jury qui reconnaît l'accusé coupable tout à la fois d'être auteur d'un vol à lui imputé et d'avoir recélé les choses volées. Cass. 29 juin 1848, S. 48, 1. 736 ; 16 mai 1850, S. 50, 1, 801.

(2) Von Buri, *Zur Lehre von der Theilnahme an dem Verbrechen*, 1860.

(3) En Allemagne on emploie le mot *Begünstiger* (protecteur du

législation, le recéleur est, par excellence, le type du fauteur. Le recéleur est considéré comme ayant décidé ou facilité le délit en incitant le délinquant à l'accomplir par la certitude de s'assurer les profits qui en peuvent résulter (1). Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que chez nous, le recel n'a pas d'existence propre mais qu'il s'impersonnalise dans le fait principal auquel il se rattache, que le recel n'est pas un délit spécial mais une modalité de la complicité, qu'il n'y a pas en un mot de « recel » mais une « complicité par recel » (2).

Telle est la théorie de notre Code Pénal; hâtons-nous de dire qu'elle est radicalement erronée. La complicité suppose des actes qui concourent à la réalisation d'un délit, par conséquent des actes antérieurs ou concomi-

délit) pour désigner ces complices; l'expression, dans l'idée des criminalistes allemands, marque nettement qu'il y a dans l'intervention de ces agents postérieurs un fait nouveau relié au premier, et non pas un cas de complicité.

(1) Loqué, *Exposé des motifs*, t. 29, p. 263.

(2) Il est curieux de remarquer que l'art. 60 C. Pén. consacré à la détermination des complices ne parle pas de la complicité *a posteriori*, aussi a-t-on pu soutenir que, dans cette hypothèse, il n'y avait pas véritablement complicité; mais la Cour de Cassation, par arrêt du 14 mai 1812 (Daloz, *Rép. v^o Complicité*, n^o 203) a rejeté cette théorie en disant expressément que « si le Code Pénal ne comprend pas dans son art. 60, parmi les caractères qu'il y détermine pour constituer la complicité, la participation à des faits qui ont suivi le crime ou le délit, néanmoins, ce caractère se trouve déterminé dans l'art. 62 du même Code qui assimile aux complices ceux qui auraient recélé les choses obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit ».

tants, car la raison ne saurait concevoir que l'on puisse prendre part à un délit déjà consommé. Cela est naïf à force d'être évident. Il y a dans l'acte du receleur un fait nouveau qui se rattache au fait principal comme l'effet à la cause, mais le lien qui les unit est celui de la connexité et non de la complicité (1).

Un savant professeur italien, Carrara, a néanmoins essayé de défendre la doctrine ancienne. Tant qu'un voleur est en possession des choses volées, nous dit-il, tant qu'il ne peut jouir en paix du fruit de son crime, le but final qu'il s'était proposé n'est pas atteint, le vol n'est pas achevé. Le droit de propriété de la victime subsiste et tous les actes qui, depuis la *contractatio* primitive, ont tendu à réaliser l'objet du vol, doivent par suite être considérés comme de nouvelles *contractationes*; il n'y a donc aucune anomalie à considérer comme fait de parti-

(1) La complicité *a posteriori* a été combattue par tous les criminalistes depuis Nani jusqu'à Mittermaier. M. Ortolan en fait ressortir l'illogisme dans une comparaison frappante : « Dans les représentations théâtrales, lorsque le drame est terminé, que le dénouement s'est accompli et que l'action des personnages qui y ont figuré a pris fin, la toile, une dernière fois, se lève et, dans un épilogue, lié à cette action, comme un tableau postérieur qui nous en présente quelque suite ou quelque souvenir, de nouveaux personnages apparaissent. Le délit aussi, après qu'il a été accompli et que l'action en a pris fin, peut avoir un épilogue; de nouveaux acteurs peuvent surgir comme agents de quelques nouveaux faits qui se relieront aux délits par un lien plus ou moins étroit de connexité. » (T. I, n° 1273)

cipation l'acte du recéleur, puisque celui-ci a conduit le méfait à ses conséquences dernières (1).

L'ingéniosité du raisonnement n'en saurait cacher la faiblesse. Le vol n'est pas un délit successif comme le suppose la théorie que nous venons d'exposer ; il n'est que la soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui (379 C. Pén.). Cette définition exclut l'idée de continuité, et aussi la nécessité de l'enrichissement dont on paraît faire en outre une condition essentielle de l'existence du vol.

Il n'y aura véritablement complicité que si le recéleur, par une convention conclue avant l'infraction, a promis son concours à l'auteur principal, cas où il n'est point alors tout à fait étranger à la perpétration du délit, puisque le voleur a pu être déterminé ou affermi dans son projet par la promesse du recel. Ce qui, dans cette hypothèse, rend complice le recéleur, ce n'est pas la détention des choses volées, c'est l'engagement pris. Voilà pourquoi la complicité par recel de personnes, prévue dans l'article 61 du Code Pénal, en supposant un acte de participation indirecte par une association générale et tacite antérieure au délit, peut à la rigueur s'expliquer, tandis que la complicité par recel de choses reste absolument inexplicable. La

(1) Carrara, *Du Recel frauduleux des choses volées* (Rev. critique, 1865, t. XXVIII, p. 405).

promesse de recel justifie seule la complicité, et, tout ce que l'on peut dire, c'est que certaines circonstances, notamment l'habitude, pourront quelquefois la faire présumer. L'erreur du Code, dirons-nous encore, pour mieux exprimer notre pensée, consiste avant tout à n'avoir pas distingué le recel d'habitude du recel accidentel et, en conséquence, à traiter celui-ci avec une rigueur qu'il ne mérite certainement pas.

En soustrayant le recel à la théorie de la complicité nous ne voulons certes point en proclamer l'impunité. Nous en ferons donc une infraction *sui generis* (1), unie par un simple lien de connexité à l'infraction antérieure déjà consommée, et cette voie nous est indiquée par les Codes de nations voisines qui, après avoir, pour la plupart, emprunté le nôtre, ne se sont pas contentées de vivre sur le passé, mais ont perfectionné ce qu'on leur avait légué. Ainsi en est-il en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, dans les Pays-Bas, en Suède, en Belgique, en Italie, en Portugal, en Espagne, dans les cantons de Genève, Berne, Neuchâtel, Saint-Gall, Zurich, etc. Nous retrouverons

(1) Le législateur de 1810 ne s'était-il pas montré peu conséquent avec lui-même en considérant dans les articles 248 et 359 C. Pén. comme coupable d'un délit *sui generis*, et non comme complices, les recéleurs non habituels de personnes qu'ils savaient avoir commis des crimes emportant peine afflictive, et les recéleurs de cadavres de personnes homicides ou mortes des suites de coups et blessures ? (Le Sellyer, t. 2, n° 705).

d'ailleurs l'exposé de ces diverses législations en étudiant les pénalités qui, aujourd'hui, frappent ou devraient frapper le recéleur. Entraînés par la logique d'un raisonnement indiscutable, plus que par l'exemple de l'étranger, les auteurs de notre projet de Code Pénal ont enfin reconnu au recel le caractère spécial auquel il avait droit depuis longtemps (1).

Il importe d'autant plus que l'erreur juridique que nous constatons soit enfin corrigée, que cette erreur aboutit à une injustice manifeste par suite d'une autre théorie de notre Droit criminel, nous voulons parler de celle qui assimile dans le châtiment le complice à l'auteur principal.

S'il est vrai que la peine doit être proportionnée à la

(1) C'est du moins ce qu'on peut induire de l'art. 81 du projet qui ne punit comme complices que :

« 1° Ceux qui par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables auront provoqué directement à cette action ou donné des instructions pour la commettre ; 2° Ceux qui auront, sachant qu'ils devaient y servir, procuré des armes, des instruments ou tous autres moyens qui auront servi à l'action ; 3° Ceux qui auront avec connaissance aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs de l'action dans les faits qui l'auront préparée ou facilitée ; 4° Ceux qui par des discours, cris ou menaces proférés dans les lieux ou réunions publics, soit par des écrits, des imprimés vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publiques, soit par des placards ou affiches exposés au regard du public, auront directement provoqué l'auteur ou les auteurs à commettre ladite action. »

faute commise, il faut rejeter sans hésitation la doctrine de notre Code Pénal (1), et qui ne sait que les actes de plusieurs agents qui ont concouru à une même infraction peuvent marquer des degrés de perversité bien différents ? La responsabilité individuelle est la mesure de la peine. Une bonne loi, sans s'égarer dans l'infinie variété des nuances morales ne doit pas au moins la méconnaître et se refuser d'en tenir compte. Le principe admis par notre législation et repoussé par la plupart des pays qui nous environnent, est donc manifestement insoutenable. C'est d'ailleurs aux époques de troubles et de violences, alors que l'on sent le plus vivement le besoin de se protéger, qu'il a été le plus énergiquement proclamé, et c'est ainsi revivifié, qu'il nous a été transmis, démontrant une fois de plus cette vérité historique que « toute révolution politique a son contre-coup dans les institutions pénales et y laisse toujours quelque chose du sien » (2).

Pour nous restreindre à la matière d'un recel, il est d'une lumineuse évidence qu'il y a moins de perversité à concourir à un délit consommé qu'à l'exécuter, car plus d'un

(1) Il est d'autant plus curieux de voir violer ce principe par ceux qui, cependant, l'invoquent : « Tout fait duquel il suit un préjudice envers la société ou les membres qui en font partie, dit le rapporteur de la Commission législative, entraîne une réparation proportionnelle à ce préjudice. » (Rap. de M. Riboud, au nom de la Commission législative, séance du 13 février 1810 ; Locré, t. XXIX, p. 271.)

(2) Ortolan, t. I, p. 75.

qui n'hésite pas à profiter d'un méfait se refuserait à le commettre.

Notre loi a tellement senti l'iniquité de son principe qu'elle a renoncé à l'appliquer lorsque l'auteur du fait principal a commis un assassinat (art. 63 C. Pén.). La stricte application de la règle aurait fait du recéleur un assassin et l'eût exposé à la peine de mort ou à une peine perpétuelle; le législateur s'est vu obligé de reculer « comme si la nature de la peine pouvait modifier l'injustice de la règle; comme si la même raison qui repousse l'égalité de la peine entre les auteurs et les recéleurs, quand cette peine est capitale ou perpétuelle, ne la repoussait pas également quand cette peine n'est que temporaire » ! (1)

Nous savons que l'on croit pouvoir justifier la sévérité de notre Code par des raisons de défense sociale et que la vieille maxime « sans recéleurs, pas de voleurs » a encore ses fervents, mais faut-il s'arrêter à prouver la puérilité d'un pareil raisonnement? comme si le voleur ne pouvait pas être son propre recéleur, et comme s'il n'y avait pas quantité de choses, comme l'argent monnayé, qui ne supposent ni la nécessité, ni l'utilité du recel! Nous n'insisterons pas davantage sur un argument, dont le vague nuit à la portée, à savoir que le recéleur adhère à toutes les circons-

(1) Chauveau, F. Hélie et Villey, t. I. p. 490.

tances de l'infraction en s'en appliquant le bénéfice ; comme si une telle supposition n'était pas contraire à la plus élémentaire psychologie ! Nous n'excuserons pas enfin le législateur en alléguant les difficultés que le recel crée à la justice dans la recherche des coupables ; comme si cela pouvait légitimer une assimilation antijuridique et injuste, et comme s'il n'était pas possible de prendre des mesures spéciales et suffisamment énergiques contre le recel sans consacrer une iniquité !

Il est vrai que le système des circonstances atténuantes, ce grand régulateur de notre Code Pénal, pourra adoucir les effets trop rigoureux d'une règle impitoyable, mais il n'en reste pas moins sans conteste qu'il n'est point d'une bonne législation criminelle d'abandonner aux juges des délits le soin de corriger ses erreurs, sans compter qu'il est assez singulier de voir dans notre Droit actuel la théorie des circonstances atténuantes jouer, à l'égard du recéleur, le rôle du principe des peines arbitraires de notre ancienne France. Le jury d'ailleurs a probablement trouvé que la loi ne lui avait pas encore assez donné de latitude, puisqu'il est arrivé quelquefois que, pour éviter l'application d'une pénalité estimée trop sévère, il s'est laissé aller à acquitter le recéleur, consacrant ainsi une injustice en sens inverse. Nous dirons enfin qu'il nous paraît quelque peu maladroit d'inciter les recéleurs, par une assimilation

déraisonnable, à ne point se contenter d'une participation accessoire (1).

Tout serait dit sur les inconvénients de notre règle si nous avions vu, comme nous le ferons dans la suite de cette étude, les conséquences juridiques particulièrement regrettables qu'elle entraîne, en nous occupant du vol commis à l'étranger avec recel en France, de la prescription et de l'amnistie.

La solution s'impose. Il faut, à l'exemple des pays voisins, organiser une pénalité spéciale qui frappe le recéleur, et c'est du reste la voie dans laquelle est entré notre projet de Code Pénal. Sans doute cela suffira pour corriger l'injustice que nous signalions sur le point qui fait l'objet du présent travail, mais nous faisons des vœux pour que les réformateurs, allant plus loin, modifient aussi, ce qu'ils se sont refusés de faire jusqu'ici (2), cet autre principe de

(1) « On dirait une loi faite par les malfaiteurs. En effet, plus le danger auquel s'exposent des hommes associés pour un crime est grand, plus ils tâchent que ce danger soit le même pour tous. Est-il dans l'intérêt du législateur de seconder ces vues ? Faites au contraire qu'il y ait aux yeux de la justice des rôles principaux et des rôles secondaires dans la tragédie du crime. La distribution des rôles sera moins facile ; souvent la pièce ne sera pas jouée grâce aux dissensions des acteurs. » Rossi, *Dr. pénal* T. III p. 19.

(2) Art. 82 du Projet : « Les complices d'un crime ou d'un délit seront punis des mêmes peines que les auteurs de ce crime ou de ce délit, sauf dans les cas où la loi en aura disposé autrement. »

notre Droit criminel, l'assimilation du complice à l'auteur principal (1).

(1) V. M. Le Poittevin, *Le Projet de Réforme du Code Pénal* (Rev. pénitentiaire, Fév. 1895). — M. Ortolan, n° 1279, indique ainsi la voie où il faut entrer : « Contre les auteurs tant intellectuels que matériels puisqu'ils sont la cause génératrice, la cause efficiente du délit, la peine de ce délit. Contre les complices n'ayant figuré dans le délit que comme cause auxiliaire, par conséquent avec une moindre part de responsabilité, la peine du délit abaissée de certains degrés ; et puisqu'il y a entre ces rôles d'auxiliaires de nombreuses inégalités que la loi est impuissante à prévoir à l'avance et dont elle est obligée de laisser l'appréciation au juge, cet abaissement doit être marqué avec une latitude suffisante pour qu'il soit possible au juge de tenir compte de ces inégalités. Enfin entre les faits postérieurs qui constituent des délits nouveaux, connexes au premier, une peine particulière telle que ces délits nouveaux paraîtront la mériter. »

CHAPITRE III

DROIT POSITIF

Le recel de choses, dont nous avons fait l'unique but de nos recherches, n'est point la seule application du recélé dans notre Droit. Le terme de recel est employé dans des acceptions diverses, le langage juridique usant quelquefois du même mot sans désigner absolument le même objet, laisse ainsi à l'interprète le soin d'en démêler le sens rigoureusement exact.

En Droit civil, nous trouvons prévu un recélé d'abord, dans les articles 792 et 801, ensuite dans les articles 1460 et 1477 C. Civ.; il s'agit là du divertissement ou recel des effets d'une succession ou d'une communauté de la part d'un héritier ou d'un conjoint qui n'a point encore exercé son droit d'acceptation ou de renonciation. Nous sommes ici en présence d'une hypothèse spéciale car il n'y a pas en effet le caractère constitutif du recel pénal, à savoir

l'existence d'un crime ou d'un délit antérieur au recel, l'héritier et le conjoint étant copropriétaires des objets de la succession et de la communauté. D'un fait simplement dommageable, d'un délit civil, la loi n'a tiré que des conséquences purement civiles dans l'examen desquelles nous n'avons pas à entrer. Les tiers qui ont participé frauduleusement aux actes de recel ou de divertissement sont d'ailleurs solidairement responsables du dommage auquel ils ont concouru.

Au Code de Commerce l'article 593 fait rentrer dans la complicité de banqueroute frauduleuse tous les cas prévus et définis par l'article 60 du Code Pénal. Mais en outre, il punit des peines de la banqueroute frauduleuse (1) ceux qui sont convaincus d'avoir, dans l'intérêt du failli, soustrait, recélé ou dissimulé tout ou partie de ses biens, meubles ou immeubles (2). Les conditions du recel pénal, que nous allons étudier, se trouvent ici réunies, mais cependant le recel n'en a pas moins un caractère spécial, puisqu'il faut, pour son existence, qu'il ait été effectué dans

(1) Toutefois d'après l'art. 594 C. com., le conjoint, les descendants ou les ascendants du failli, ou ses alliés aux mêmes degrés, qui auraient détourné, diverti ou recélé des effets appartenant à la faillite, sans avoir agi de complicité avec le failli, ne sont punis que des peines du vol. Cass. 19 avr. 1849, P. 50. 1.398; Cass. 2 avril 1853, S. 53. 1.231.

(2) Peu importe que la soustraction ou le recelaient été faits avant ou après la déclaration de faillite. Cass. 26 mai 1838, S. 38. 1.562.

l'intérêt du failli (1); celui qui n'a agi que dans son propre intérêt n'est passible que des peines du vol (2).

Les articles 247 du Code de Justice militaire pour l'armée de terre et 329 du Code pour l'armée de mer punissent le recéleur des armes, munitions et effets d'habillement du soldat ou marin des mêmes peines que l'auteur du détournement. Malgré cette assimilation entre l'auteur et le recéleur, nous ne sommes pas en présence d'une complicité par recel ; l'historique de la loi permet de l'affirmer. Avant 1857 des peines différentes étaient édictées contre l'auteur du détournement et le recéleur, aussi la Cour de Cassation en avait-elle conclu, à maintes reprises (3), à l'existence de deux délits distincts. Les travaux préparatoires des Codes militaires montrent surabondamment que l'on a voulu sanctionner cette jurisprudence et conserver au recel d'effets militaires son caractère de délit *sui generis*, en aggravant seulement la peine dont il était frappé (4).

Le Code Pénal, en dehors du recel de choses, vise le recel de personnes dont il fait, dans une hypothèse déterminée, un cas de complicité *a posteriori* (art. 61) (5), en

(1) D'après l'ancien article 597 C. com. remplacé, depuis 1858, par l'article 593 actuel, il n'y avait complicité par recel qu'en cas de concert frauduleux entre le commerçant et le recéleur.

(2) Garraud, t. V, n° 356 ; Chauveau, F. Helie et Villey, t. I, n° 311 ; Blanche, t. II, n° 142.

(3) Cass. 25 juillet 1825 P. chr., 2 Sept. 1836 P. chr., 10 Déc. 1841 P. chr.

(4) Foucher, *Comment. du C. de just. milit.* p. 789.

(5) Comb. art. 267, C. Pén. modifié par la loi du 18 Déc. 1893.

second lieu le recel de cadavre qu'il érige en un délit spécial et non en acte de complicité (art. 359), enfin, le recel d'objets détournés après saisie ou mise en gage, punissant, depuis les lois de 1832 et 1863, tous ceux qui, dans les conditions des articles 60 et 62 C. Pén., ont participé au délit de détournement des objets saisis ou engagés, comme complices, conformément aux règles ordinaires du recel (art. 400).

Les dispositions du Code Pénal relatives à la complicité et spécialement au recel sont d'ailleurs applicables à tous les crimes ou délits prévus, non seulement par le Code Pénal, mais encore par des lois pénales particulières, soit antérieures, soit postérieures au Code (1). Nous le verrons plus amplement en étudiant les éléments du recel.

Certaines lois prévoient du reste formellement le recel ; il en est ainsi par exemple de la loi du 18 Avril 1886 sur l'espionnage (2).

Les nombreuses lois rendues sur les contributions indirectes ont réglementé divers cas de recel qui peuvent se présenter notamment en matière de boissons, de sucres, de tabacs, de cartes à jouer et, d'une façon générale, de contrebande.

(1) Chauveau, F. Helie et Villey, T. I, n° 316 ; Molinier et Vidal, T. II, p. 250.

(2) Est complice du délit d'espionnage celui qui, en connaissance de cause, recèle l'arme dont la soustraction constitue le délit d'espionnage. Trib. St Etienne, 26 Déc. 1891. D. 92, 2. 467.

Mentionnons enfin, aux termes de l'art. 19, Tit. 9, Liv. 4 de l'ordonnance de 1681, que tous ceux qui ont tiré du fond de la mer ou trouvé sur les flots des effets provenant de jet, bris ou naufrage, sont tenus de les mettre en sûreté et vingt-quatre heures après avoir débarqué au plus tard, d'en faire la déclaration aux officiers de l'amirauté sous peine d'être punis comme recéleurs (1). Le délit consiste non dans le fait d'avoir recueilli les objets et de les avoir rapportés, mais dans le défaut de déclaration (2).

SECTION I

Des conditions de la complicité par recel de choses.

Le législateur n'a pas donné une définition du recel de choses, mais l'article 62 C. Pén. en fournit les éléments, et l'on peut dire qu'il consiste dans le fait d'avoir eu en sa possession des objets enlevés, détournés, ou obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit, et d'en avoir connu la provenance.

Le recel de choses, soumis aux règles générales de la

(1) La disposition s'applique dans le cas où les épaves ont été trouvées, soit dans les eaux territoriales françaises, soit dans les eaux territoriales étrangères, soit en pleine mer.

(2) Douai 18 Déc. 1882, D. 84. 2. 49.

complicité, exige pour son existence, la réunion d'un certain nombre de conditions que nous allons successivement passer en revue en les réunissant sous quatre chefs : nécessité d'un crime ou d'un délit antérieur au recel, détention, connaissance de l'origine délictueuse, intention frauduleuse.

§ I. — *Du Crime ou du Délit antérieur au Recel.*

Pour le recel, comme pour les autres modes de complicité, il ne saurait y avoir de culpabilité de la part du recéleur s'il n'a coopéré à un fait principal punissable (1). La pratique a donné naissance à des applications très diverses de cette condition essentielle, et nous allons les grouper ici pour mettre en lumière l'importance de notre principe.

A été frappée de nullité, quant au complice, la partie de la déclaration du jury portant qu'un accusé avait soustrait des effets sans intention de vol et que son coaccusé les avait recelés sachant qu'ils étaient volés (2).

(1) Le vol commis par un époux au préjudice de son conjoint et par un enfant au préjudice d'un de ses ascendants ou réciproquement, quoiqu'en étant pas punissable, donne lieu néanmoins à un recel, mais il a fallu une disposition spéciale du législateur pour le décider ainsi (380 C. Pén.) Cass. 31 janvier 1850. *Bull. crim.* n° 40.

(2) Cass. 7 vend. an VII. S. chr.

Il a été jugé que la simple détention de clichés photographiques obscènes appartenant à une autre personne, ne rendait pas le détenteur complice par recel, le délit consistant seulement dans la vente et la distribution desdits dessins et images. « Attendu dit la Cour de Cassation que P... a soutenu que s'il avait été détenteur des clichés saisis chez lui il n'avait pris aucune part à la vente, distribution, ou mise en vente des photographies poursuivies ; attendu que l'arrêt attaqué reconnaissant que P... n'étant pas auteur du délit l'a néanmoins déclaré coupable de s'en être rendu complice et a maintenu la peine de 15 jours d'emprisonnement prononcée contre lui ; attendu qu'il est impossible de considérer les clichés dont P... était détenteur comme des choses obtenues à l'aide d'un délit, lequel consistait exclusivement dans la vente, distribution ou mise en vente des photographies obscènes dont il s'agit dans la cause ; qu'à ce point de vue l'application de l'art. 62. C. P., seul visé dans l'arrêt attaqué, n'est pas justifiée... Casse... » (1).

De notre principe il a été fait une importante application en matière forestière dans une espèce où il s'agissait de bois vendu par un usager contrairement à la défense de l'article 83. C. For. La Cour de Cassation a décidé que les bois vendus ne provenant pas d'un délit, puisqu'ils avaient été régulièrement délivrés à l'usager en vertu de son titre,

(1) Cass. 1^{er} mai 1874. S. 75, 1.287.

* l'acheteur ne devait pas être considéré comme complice, bien que l'usager eût encouru la pénalité de l'article 83, C. For., pour avoir vendu du bois qui devait être uniquement employé à ses besoins. « Attendu, dit l'arrêt, que l'art. 83, C. For. n'établit aucune complicité entre le vendeur du bois d'affouage et l'acheteur de ce bois et que ce serait donner à cet article une extension qu'il ne comporte pas que d'y trouver cette complicité, — que l'usager, par la délivrance qu'il lui est faite de son bois d'affouage, devient réellement propriétaire de ce bois, bien que ce droit de propriété soit soumis par lui à certaines prescriptions, — qu'il suit de là que D... a acheté le bois dont il s'agit du véritable propriétaire et que la prohibition établie contre le vendeur et relative seulement à sa qualité d'usager n'a pu imprimer le caractère de complice à l'acheteur à l'égard duquel cette même qualité n'existe pas ; — attendu d'ailleurs que la complicité prévue et punie par le droit commun pour les crimes et délits ne peut s'appliquer à la matière dont il s'agit... Rejette... » (1).

(1) Cass. 6 mai 1857. S. 38, 1.286. La Cour de Bourges, par arrêt du 14 fév. 1856 s'est ralliée à cette opinion mais en ajoutant un motif que nous croyons erroné à savoir, que l'usager en vendant le bois a commis une contravention et non un délit. Il n'y a pas contravention puisque la peine est une amende supérieure au taux des amendes de police ; il s'agit d'un délit, mais d'un délit d'une nature particulière qui ne comporte pas la complicité par recélé telle qu'elle est définie par l'art. 62, C. Pén. (D. 56, 2, 160). Meaume, *Comment. du Code forest.*, n° 685.

Le recel d'objets trouvés est-il punissable? La question est subordonnée à celle de savoir si le fait par un individu de garder des objets qu'il a trouvés constitue un vol, question qui a donné lieu à d'ardentes controverses que nous ne pouvons exposer ici. A notre avis, un cas ne présente point de difficulté; c'est celui où la chose trouvée ayant été abandonnée par le propriétaire est devenue *res nullius*; il n'y a pas alors de délit possible; celui qui la trouve en devient propriétaire et le recel ne peut en conséquence exister. Mais si la chose a été perdue, nous pensons que celui qui s'en empare avec l'intention de se l'approprier est un voleur et que, par suite, le recéleur devra encourir la même peine que lui. Si au contraire l'idée d'appropriation a seulement succédé à une intention de restitution, il y a, selon nous, une fraude *sui generis* non prévue par le Code Pénal, ce qui écarte la possibilité d'un recel (1).

Il ne suffit pas que le recel se rattache à un fait punissable, il faut de plus que ce fait soit un crime ou un délit. Conformément au droit commun en matière de complicité, la contravention ne saurait donner naissance au recel.

Par application de cette règle, il a été décidé que celui qui aurait recélé, même sciemment, des fruits volés sans

(1) Garraud, T. V, n° 79.

circonstances aggravantes, ne pourrait être puni comme complice de ce maraudage (1).

Tout serait dit sur cette question si les trois catégories de crimes, délits et contraventions étaient nettement tranchées et si l'on n'hésitait pas, pour placer dans l'une ou dans l'autre, telle ou telle infraction déterminée. Mais il n'en est pas ainsi. Entre les délits et les contraventions flottent un certain nombre d'infractions que les auteurs, tantôt font rentrer dans les divisions établies, tantôt classent dans une catégorie à part qu'ils désignent du nom de délits-contraventions. Ainsi en est-il par exemple en matière de chasse où les contraventions à la loi du 3 mai 1844 sont punies de peines correctionnelles.

Pendant la fermeture de la chasse, la question ne se posera pas, la loi ayant érigé en délit spécial l'achat, la vente, le transport ou le colportage du gibier en temps prohibé (L. du 3 mai 1844, art. 4, § 1, art. 12, § 4).

Mais au temps où la chasse est permise, il devient nécessaire de se décider sur la nature du délit commis. Nous croyons qu'il faut s'en tenir à la définition de l'art. 1 du Code Pénal (2) et, en conséquence, admettre qu'il y a complicité par recélé pour une contravention de chasse frappée de peines correctionnelles (3). Pour nous, les in-

(1) Cass., 21 avril, 1826, S. chr.

(2) Garraud, t. II, n° 241.

(3) D'éminents jurisconsultes critiquent avec raison cette quatrième

fractions à la loi du 3 mai 1844 ont le caractère de délits. Les peines appliquées, les tribunaux appelés à en connaître, les termes mêmes dont la loi se sert dans nombre d'articles (11, 13, 17, 18, 20) suffisent à le prouver. La jurisprudence est en ce sens, et on ne saurait que l'applaudir, car la protection du gibier ne deviendrait plus possible si les nombreux intermédiaires entre le braconnier et le consommateur pouvaient être assurés de l'impunité. S'il est un cas où la disparition des recéleurs entraînerait celle des voleurs, c'est assurément en matière de chasse où la sévérité dans la répression ne peut amener que de bons résultats (1).

Nous repoussons ainsi une théorie qui prétend que les dispositions du droit commun sont incompatibles avec les

classe d'infractions qualifiées de délits-contraventions. Villey : *Fin des délits contraventionnels* (*France judiciaire*, 1886, p. 367). La Cour de Cassation paraît définitivement l'avoir rejetée. (*Cass.*, 23 février 1884, S. 86, 1, 235. Mais V. Bastia, 15 avril 1891. D. 92, 2, 535.)

(1) Amiens, 13 janv. 1855. D. 53, 2, 172; Paris, 8 fév. 1862. S. 65, 1, 197; Besançon, 17 mai 1862 (*Rec. de la Cour de Besançon*, 1862-65, p. 305); Metz, 29 déc. 1864. S. 65, 2, 344; Rouen, [9 juin 1871. S. 71, 1, 202; Cass. 20 janv. 1877. S. 77, 1, 285; Nîmes, 1^{er} mas 1877. S. 77, 1, 285, etc. Sic Camusat Busserolles, *Code de la police de la chasse*, p. 179; Chardon, *Le droit de chasse français*, p. 320 et suiv.; Dufour, *La loi sur la chasse*, n° 25; Duvergier, *Code de la chasse commenté*, p. 136; Gillon et Villepin, *Nouveau Code des chasses*, n° 244; Perrière, *Traité des délits et des peines de chasse*, n° 34; Leblond, *Code de la chasse*, n° 558; F. Grival, *Et. sur la complicité en matière de chasse* (*France judiciaire*, 1882).

délits de chasse, le gibier demeurant la propriété du premier occupant et le propriétaire pouvant dès lors en disposer à son gré en transférant une propriété exempte de vice qui, par suite, rendrait impossible la complicité par recel (1). D'une part, le droit du premier occupant sur le gibier est contesté; d'autre part, l'art. 62 ne punit pas seulement le recel des choses « volées », mais des choses « obtenues » par un délit, or nous croyons que, dans l'espèce, le recéleur doit le gibier à la perpétration d'un délit.

On a voulu écarter l'application des règles générales de la complicité en arguant de la personnalité des délits de chasse, mais la décision qui soutenait ce système a été justement cassée. Dans l'espèce jugée, il s'agissait d'un garçon traiteur qui avait été surpris dans la forêt de Fontainebleau, emportant un chevreuil qu'un garde avait tué la veille; le patron du porteur l'avait acheté, se chargeant de le faire enlever. Le traiteur et son garçon avaient été poursuivis sous prévention de complicité de délit de chasse. Pour les acquitter, le jugement posait en principe que le délit de chasse est personnel et direct et en déduisait cette conséquence que l'ache-

(1) Grenoble, 26 déc. 1844. S. 45. 2. 105; Bourges, 15 fév. 1868. S. 68. 2. 99; Bastia, 2 déc. 1875. D. 76. 1. 413. Sic Petit, *Traité complet du droit de chasse*, t. II, p. 261; Rogron, *Code de la chasse*, p. 186; Giraudeau Lelièvre et Soudié, *la Chasse*, nos 163, 440 et 441; Berriat-St-Prix, *Législation de la chasse*, p. 237.

teur du gibier ne pouvait être poursuivi comme complice de celui qui s'était indûment procuré par un fait de chasse le gibier qu'il avait vendu. La Cour de Cassation a cassé ce jugement par arrêt du 6 décembre 1839. « Attendu, dit-elle, que la prévention avait pour objet une complicité par recélé d'un délit de chasse ; que le Tribunal de Melun, au lieu d'examiner si le délit était constant et si la preuve de la complicité était acquise, a relaxé les prévenus par le seul motif de droit que le délit de chasse ne pouvant jamais résulter que d'un fait personnel et direct, aucun fait de complicité ne saurait fonder une action correctionnelle ; mais, attendu que la disposition des art. 59, 60, 62 C. Pén., est générale et s'applique à tous les crimes et délits, à moins que la loi n'en ait autrement ordonné, et qu'aucune loi spéciale sur la chasse, et notamment celle du 30 avril 1790, n'a dérogé aux règles générales sur la complicité ; et qu'ainsi le jugement précité a formellement violé les articles du Code Pénal, Casse... » (1)

Il va sans dire qu'en matière de chasse comme en toute autre matière, une condamnation ne peut intervenir pour complicité par recel qu'autant qu'il est établi que le gibier qui a donné lieu à la poursuite a été tué ou pris en délit (2).

(1) Cass. 6 déc. 1839. S. 40. 1. 77.

(2) Le colportage, la mise en vente, la vente, l'achat ou le transport du gibier capturé avec des engins prohibés, ne font pas l'objet de pénalités spéciales dans la loi de 1844, mais il faut logiquement déci-

En conséquence, dans un département où le préfet a décidé que les oiseaux de passage ne pourraient être chassés au lacet que du 15 décembre au 1^{er} mars, on ne saurait considérer comme punissables les faits de colportage de gibier, accomplis après que l'usage du lacet n'est plus permis, mais pendant l'ouverture de la chasse, si rien n'établait que le gibier ainsi colporté ait été pris au lacet (1).

Le fait punissable auquel se rattache le recel doit-être un crime ou un délit, mais peu importe sa nature s'il présente ce caractère. Le Code Pénal de 1791, au contraire, ne punissait que le recel d'objets provenant d'un vol (2). Notre art. 62 a un caractère plus compréhensif et prévoit d'une façon générale trois catégories d'origine délictueuse.

Les deux premières classes « choses *enlevées et détournées* » se rattachent à des infractions déterminées, le vol (379 C. Pén.), et l'abus de confiance (408 C. Pén.) (3).

La troisième « choses *obtenues* » s'étend à toutes les

der que les règles générales sur la complicité leur sont applicables. Cass. 5 déc. 1859. D. 40. 1. 588; Cass. 8 fév. 1862, D. 63. 2. 17; Riom, 21 déc. 1864. D. 65. 2. 24; Trib. corr. de Blois, D. 78. 5. 85; *Rev. des eaux et forêts*, 1870-73, p. 175.

(1) Cass. 15 janv. 1876. D. 76. 1. 415.

(2) V. *supra*, p. 32.

(3) On peut y joindre ce recélé spécial qui consiste dans le détournement frauduleux commis par un banqueroutier (591, C. Com.; 402, 403 C. Pén.).

infractions prévues par nos lois pénales, et, en considérant comme complices les individus coupables d'avoir recélé les choses obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, le législateur a voulu, sans aucun doute, laisser un pouvoir souverain d'appréciation au juge pour la répression de toute participation par recel.

Il y a notamment recel pour choses obtenues au moyen d'une escroquerie (405 C. Pén.), d'un faux (132 et s. C. Pén.) (1), d'une contrefaçon (L. 5 juill. 1844, art. 41) (2), par l'abus des besoins, faiblesses ou passions d'un mineur (406 C. Pén.).

Est coupable du délit de recélé celui qui recèle sciemment des meubles obtenus à l'aide du délit d'entraves à la liberté des enchères : « La Cour, sur l'unique moyen tiré d'une fausse application de l'article 62, C. Pén. — Attendu en droit que la disposition de cet article est générale et absolue et qu'elle comprend le recélé de toutes les choses enlevées, détournées ou obtenues à

(1) Cass., 16 mai 1828. S. chr.

(2) La loi de 1844 ne définit pas le recel qu'elle prévoit et elle doit être complétée par l'article 62 C. Pén. Toutefois, elle établit d'autre part (art. 49) un recel spécial qui n'exige pas la connaissance et qui est réprimé d'une façon particulière. Nous ne faisons que le signaler, car il ne rentre pas dans notre plan d'étudier le recel dans toutes les acceptations du mot, mais seulement dans son sens général. (Georges Plé, *Annales de la propriété industrielle*, 1888, p. 195 et s. ; Blanc, n° 615).

l'aide d'un crime ou d'un délit quel qu'il soit. — Attendu en fait qu'il résulte de l'arrêt attaqué que B... avait chargé deux mandataires d'acheter pour son compte divers objets à une vente publique de meubles, que ces mandataires, pour devenir adjudicataires à vil prix, avaient écarté, par des dons d'argent, les enchérisseurs dont ils redoutaient l'intervention, et qu'en recevant les objets ainsi adjugés, B... avait su par quelles coupables manœuvres ils étaient arrivés entre ses mains ; — attendu que dans ces circonstances, en déclarant que B... avait sciemment recélé des meubles obtenus à l'aide d'un délit d'entraves aux enchères, l'arrêt attaqué fait une juste et saine application des articles 62 et 412 C. Pén. ; — attendu qu'il n'importe que B... ait été mis en possession par une adjudication, que cette adjudication avait été viciée par le délit dont elle était la conséquence, etc... Rejette... » (1).

Il y a complicité de vol par recélé de la part de celui qui, ayant connaissance qu'une somme a été détournée par un mari au préjudice de la communauté, s'en fait attribuer une partie pour effectuer une transaction entre lui et les enfants héritiers de la femme. La transaction ne peut, en effet, être considérée comme ayant enlevé aux valeurs soustraites le caractère d'objets volés (2).

(1) Cass., 30 déc. 1875. S. 76. I. 40.

(2) Cass., 23 juin 1857. S. 38. I. 158.

Doit être considéré comme complice par recélé celui qui aurait acheté des objets, sachant que ces objets sont de contrebande et celui qui les aurait acceptés en paiement (1).

Conformément au droit commun qui ne considère point comme acte de complicité le simple conseil de commettre un délit, nous dirons que le fait de la part d'un recéleur d'engager l'auteur du vol à lui apporter de nouveaux objets semblables à ceux déjà dérobés, ne le rend pas coupable de complicité par recel (2).

Tandis que le complice d'une tentative de crime ou délit est punissable, quand bien même il n'aurait pas participé au commencement d'exécution de la tentative, il ne peut être question de complicité par recel lorsque le fait principal ne constitue qu'une simple tentative (3).

Si une détention d'objets présente tous les caractères que nous venons d'énumérer, il y a recel, pourvu, bien entendu, que les autres conditions que nous étudierons tout à l'heure soient remplies. Mais peu importe, quand il y a crime ou délit constaté, le sort de l'auteur princi-

(1) Mais il faudrait, bien entendu, que le fait de recel ait eu lieu dans le rayon soumis à l'autorité des lois de douanes, sans quoi le recéleur, pas plus d'ailleurs que l'auteur principal de l'infraction, ne pourrait être inquiété. (Pabon, *Traité des infractions, du contentieux et des tarifs des douanes*, n° 91.)

(2) Poitiers, 51 mai 1855, S. 56. 2. 358.

(3) Cass., 6 fév. 1885, *Bull. crim.* n° 52.

pal ; son absence ou son décès, par exemple, ne mettront pas obstacle à la poursuite du recel (1).

De même le fait que l'auteur principal est inconnu sera indifférent. Ainsi il a été jugé que celui qui s'est rendu complice par recel du délit d'abus de confiance connu dans l'industrie sous la dénomination de « piquage d'onces » en achetant des matières premières détournées par des ouvriers, peut être poursuivi, bien que les auteurs des détournements et les propriétaires des marchandises n'aient pu être découverts (2).

L'acquiescement de l'auteur principal exonérera ou non, conformément aux principes du droit commun, le complice par recel, selon qu'il sera basé sur la non existence du délit (3) ou sur la non démonstration de la culpabilité de l'accusé principal (4), le délit restant avéré (5).

(1) Chauveau, F. Hélie et Villey T. I n° 300 ; Blanche T. II, n° 47 et s. ; Garraud T. II, nos 240, 274 ; Le Sellyer *Tr. de la crim.* T. II, n° 554, 456 et s. ; Mangin, *Traité de l'act. publ.* n° 400 ; Trebutien t. I n° 707 ; Legraverend T. I p. 157, 158 ; Bourguignon sur l'art 59 ; Carnot, *Comment. sur l'art. 59* ; Rauter, t. I, n° 116 ; Ortolan, t. I, nos 1293, 1307 ; Massabiau, *Man. du minist. publ.* t. I, nos 1928, 1929 ; Dutruc, *Mem. du minist. publ.* v°, *Complicité*.

(2) Cass. 12 déc. 1863 ; S. 67. 1. 463. — V. une décision semblable en matière de chasse, *Trib. corr. de Blois*, 10 nov. 1876. D. 78, 5, 85.

(3) Cass. 29 janv. 1876, *Bull. crim.* n° 35.

(4) Cass. 12 déc. 1863, S. 67, 1, 463 ; 23 janv. 1873, D. 74. 5. 128 ; 14 oct. 1880, D. 81, 1, 137.

(5) Blanche, t. II, n° 60 ; Chauveau, F. Hélie et Villey, t. I, n° 501 ; Garraud, t. II, n° 274.

En matière de contrefaçon, il a été décidé que le fabricant qui a sciemment recélé ou réparé des objets contrefaits peut être poursuivi directement par le breveté devant la juridiction correctionnelle, même si le contrefacteur originaire n'est pas ou ne peut plus être poursuivi (1).

Les faits que nous venons d'énumérer ne détruisaient pas l'existence de l'infraction principale, mais celle-ci peut elle-même se trouver atteinte par suite d'événements qui la feront disparaître, comme cela a lieu pour l'amnistie et la prescription.

Les faits accessoires sont ou non couverts par l'amnistie selon qu'ils tirent des faits amnistiés leur caractère délictueux ou qu'ils constituent un délit indépendant (2). Le recel rentre évidemment dans la première catégorie et, en conséquence, ce qu'on ne saurait trop regretter, le recéleur d'objets pillés dans un mouvement insurrectionnel ne peut être poursuivi après qu'une amnistie a effacé les crimes et délits commis pendant l'insurrection, et cela, alors même qu'il détiendrait encore les choses dérobées (3).

En second lieu le recéleur ne pourra pas être poursuivi

(1) Paris, 11 juil. 1861 (*Ann. prop. ind.* 1861, p. 230).

(2) *Comp. en matière de recel de personnes*. Cass. 25 fruct. an VII S. chr.

(3) Garraud, T. II n° 262; Morin. *Journ. de dr. crim.* 1873 p. 104. Mais le recéleur, qui détient la chose d'autrui, est soumis à l'action en revendication et à une action en dommages-intérêts, qui ne peuvent, il est vrai, s'exercer que par des moyens limités.

lorsque le délit principal dont il est devenu complice sera prescrit ; cette prescription empêche désormais le recel d'être punissable bien qu'il ne se soit pas écoulé dix ans ou trois ans depuis le fait qui lui a donné naissance.

Ainsi le recéleur d'objets provenant d'un vol simple devra être relaxé lorsqu'il ne sera pas établi que ce vol remonte à moins de trois années (1).

On a trouvé, et nous l'accordons volontiers, que cette conséquence était tout à fait regrettable, mais on a cru en même temps qu'il était possible d'y échapper (2). Admettre la prescription de trois ans à dater du vol c'est, dit-on, par une fiction arbitraire, supposer concomitante une action pourtant postérieure, ce qui est manifestement contraire à la vérité. On arrive ainsi à sacrifier d'abord l'intérêt social, qui exigerait la répression d'un acte délictueux tant que les preuves en peuvent être fournies, et l'intérêt public, en enlevant à la victime le moyen d'exercer utilement son droit de revendication ou de dédommagement parfait.

Mieux vaut rentrer dans la réalité des faits, ce qui con-

(1) Garraud, T. II n° 262 ; Bertauld, p. 607 ; Brun de Villaret, *Traité de la prescription en matière criminelle* n° 142 ; Morin, *Journ. de droit criminel* 1895 p. 105 et s. ; Cousturier, *De la prescription en matière criminelle* n° 105 et 112. Ed. Remy, *De la prescription de l'action publique naissant du recel* (Belg. judic. 1880 t. 38 n° 30).

(2) Le seul moyen serait, à notre avis, d'ériger le recel en délit distinct.

duit à ne faire courir la prescription que du jour où le recéleur s'est dessaisi du produit du vol (1).

La question soulevée revient à se demander si le recel d'objets volés constitue ou non un délit permanent et successif qui prendrait naissance avec le recélé et durerait autant que la détention. Nous croyons que telle n'est point la théorie de notre Code Pénal, puisqu'il ne connaît pas le délit de recel mais celui de complicité par recel, ce qui est bien différent. Sans doute il y a permanence, continuité, mais d'un fait, non d'une infraction. Est-ce que la permanence que l'on invoque n'existe pas aussi dans le fait du voleur qui conserve par devers lui la chose volée, et cela empêche-t-il le cours de la prescription ? Le recel, dans notre législation, est un acte de complicité, non un délit distinct, et, s'il ne l'est pas, la continuité d'un simple fait ne saurait suffire pour créer un délit successif. Ce n'est pas tout. On reconnaît que le complice par recel encourt, en général, les aggravations qui résultent de l'infraction principale, mais on déclare en revanche qu'il profite des exceptions péremptoires, telles que celle d'amnistie que nous avons vue et celle d'incompétence territoriale que nous allons voir ; pourquoi en serait-il autrement de celle

(1) Trébutien t. II p. 150 ; F. Helie, *Tr. de l'inst. crim.* T. II n° 1068 ; le Sellyer, *Tr. de l'exercice et de l'extinction de l'action publique.* T. II n° 462 ; Dutruc. *Mémorial du ministère public*, v° Recel n° 2.

de prescription ? Ajoutons enfin que le recéleur ne peut être condamné que si le ministère public prouve l'existence antérieure d'un crime ou d'un délit auquel il se rattache et que la prescription, dans l'esprit de la loi, faisant dépêrir les preuves justificatives, le prévenu ne peut être tenu de débattre l'articulation dirigée contre lui, ce qui fait alors disparaître une des bases essentielles de la poursuite et de la condamnation.

La Cour de Cassation a consacré cette doctrine dans un très remarquable arrêt en date du 26 juin 1873 :

« LA COUR ; — Sur l'unique moyen du pourvoi, pris d'une prétendue violation de l'art. 638, C. Instr. crim., en ce que l'arrêt attaqué aurait à tort considéré l'action publique comme éteinte, à l'égard du prévenu d'un délit de recel remontant à moins de trois années ; — Attendu que s'il est constant, d'après l'arrêt attaqué, que G..... a sciemment recélé, en 1870, 46 actions du chemin de fer du Nord, frauduleusement soustraites au préjudice de la veuve B....., l'arrêt déclare d'un autre côté qu'en l'absence de toute détermination, même approximative de l'époque à laquelle le vol aurait été commis, rien ne permet d'affirmer que ce vol ne soit pas antérieur de plus de trois ans aux poursuites, contre lesquelles l'auteur principal se trouverait ainsi abrité par la prescription ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 59, C. pén., les complices d'un crime ou d'un délit sont, à moins d'exceptions qui ne se rencon-

trent pas dans l'espèce, punis de la même peine que les auteurs de ce crime ou délit; — Attendu que *le recélé n'est, malgré certains caractères qui l'en distinguent, qu'un mode de complicité du vol, auquel il se rattache comme une conséquence à son principe*; que, passible de la même peine, la loi doit lui assurer le bénéfice des mêmes exceptions; qu'il impliquerait contradiction que l'action publique, une fois éteinte à l'égard de l'auteur principal, pût renaître et se perpétuer sans limitation d'aucun terme contre le recéleur, et légitimer contre le second l'application d'une peine qui n'a plus de base légale contre le premier; — Attendu, dès lors, qu'en prononçant le relaxe du prévenu des poursuites dirigées contre lui pour recel de valeurs provenant d'un vol simple, remontant à plus de trois années, l'arrêt attaqué (rendu par la Cour de Paris, le 22 mars 1873), loin de violer les prescriptions de l'art. 638, C. Instr. crim.; n'en a fait qu'une saine application; — Rejette.... etc. » (1).

Nous faisons tout à l'heure allusion à l'exception d'incompétence territoriale qui, en effet, se rattache intimement à l'ordre d'idées que nous poursuivons, et qui mérite d'autant plus de nous arrêter quelques instants qu'elle met en présence deux conceptions différentes de la nature du recel, lesquelles se sont d'ailleurs affirmées dans

(1) Cass. 26 juin 1873 (S. 73. 1. 545.).

un conflit récent qui s'est élevé entre la Cour de Paris et la Cour de Cassation.

Dans une première espèce, il s'agissait d'un recel en France commis par un étranger d'objets volés à l'étranger. Par arrêt du 2 mars 1888, la Chambre des mises en accusation de la Cour d'Appel de Paris renvoya le recéleur devant la Cour d'assises de la Seine comme complice par recel des valeurs soustraites.

Dans une seconde espèce, il s'agissait d'un vol commis en France et d'un recel à l'étranger par un étranger. La Chambre des mises en accusation confirma l'ordonnance de non-lieu rendue en faveur du recéleur par un arrêt en date du 30 janvier 1891.

Il résulte de ces deux arrêts que la Cour de Paris, suivant la tendance universelle, considère le recel comme une espèce de délit distinct. — On part d'une double idée, d'abord qu'il s'agit d'une question de Droit pénal international qu'il faut résoudre suivant les règles propres à cette matière ; ensuite que notre législation, en cas de conflit avec la loi étrangère, s'est décidée en général d'après le principe de la territorialité de la loi pénale. Qu'il s'agisse d'une question de Droit pénal international, cela ne saurait faire de doute puisque l'ordre public a été troublé dans divers États qui, pour divers motifs, peuvent se prétendre intéressés à la répression du recel : le pays où le vol a été commis, celui d'origine du recéleur, celui où le

recel a eu lieu, enfin le pays d'origine de la victime. Donc, avant d'appliquer par exemple au fait du recel à l'étranger par un étranger (espèce de 1891) les dispositions de notre Droit interne, il est nécessaire d'examiner préalablement si compétence a été attribuée par notre législation à la juridiction française. Or il est certain que les auteurs de notre Code Pénal se sont avant tout préoccupés du soin de respecter la souveraineté de chaque État et ont été dominés par cette idée que le droit de commander et par conséquent de punir, expire aux limites du territoire. Le législateur n'a dérogé à cette règle que dans certaines hypothèses et on reconnaît que l'énumération de l'art. 7 C. Ins. crim. qui détermine les cas où, pour un crime commis hors de France, un étranger peut être justiciable de nos tribunaux, est limitative; on ne saurait donc ajouter l'hypothèse de la complicité hors de France, d'un étranger pour délit commis en France, à moins que fictivement on ne suppose que l'acte de complicité s'y soit accompli. De ce que le Code fait dépendre la complicité de l'existence d'un acte principal auquel il se rattache, il ne s'en suit nullement que le complice soit réputé avoir commis un délit au lieu même où l'auteur principal a agi (1).

(1) Au contraire la juridiction française pourrait connaître du même fait de complicité si le complice était un français. — S'il s'agissait d'un fait de complicité en France se rattachant à un délit commis à l'étranger, les tribunaux français ne pourraient être saisis quelle que soit la

La Cour de Cassation a repoussé cette théorie dont la fragilité n'a d'égale que la complication, et elle s'en tient, avec raison, à l'idée que notre législation n'a pas fait du recel un délit distinct, mais simplement une dépendance de l'acte principal et qu'en conséquence, pour savoir s'il sera punissable, il suffira de se référer aux articles du Code d'Instruction criminelle qui disposent dans quels cas l'auteur principal pourra être poursuivi en France (1). Ce système plus juridique a d'ailleurs quelques avantages pratiques comme l'a signalé le rapporteur de la Cour suprême qui, s'effrayant de l'impunité dont le complice jouirait dans bien des cas avec la théorie de la Cour de Paris qui organisait un véritable conflit négatif international, disait à ce propos : « Des deux côtés de la frontière va s'installer en toute tranquillité une double armée de recéleurs étrangers offrant leurs bons services, ceux du dehors à tous les vo-

nationalité du complice lorsque l'auteur du délit principal est un étranger ; si, en effet, conformément à la règle de la territorialité de la loi pénale, la compétence peut être reconnue à la justice française, la disposition de notre droit interne qui assimile le complice à l'auteur principal rend inopérante cette attribution de compétence puisque les tribunaux français ne peuvent ni appliquer au complice une peine qu'ils ne peuvent prononcer contre l'auteur principal ni prononcer contre le complice la peine que les tribunaux étrangers infligeraient à l'auteur principal. Mais il en serait autrement si l'auteur principal, à raison de sa qualité ou à raison de son crime, devenait justiciable des tribunaux français (note sous S. 94. I. 249). V. aussi Gardeil, *Rev. crit. de légis. et de juris.* 1892 p. 10-12.

(1) M. Le Poittevin, *Rev. pénitent.* 1893 p. 184.

leurs de l'intérieur ; ceux de l'intérieur à tous les voleurs du dehors (1) ».

L'arrêt de la Cour qui cassait l'arrêt du 2 Mars 1888 était ainsi conçu :

«..... — Vu les art. 5 et 7. C. Instr. crim. ; — Attendu que le droit de punir émane du droit de souveraineté, qui ne s'étend pas au delà des limites du territoire ; qu'à l'exception des cas prévus par l'art. 7, dont la disposition est fondée sur le droit de légitime défense, les tribunaux français sont sans pouvoir pour juger les étrangers à raison

(1) Il ne faut cependant point s'exagérer les mérites pratiques du système de la Cour de Cassation car le plus souvent les recéleurs se retireront dans leur pays d'origine et resteront dès lors à l'abri de toute condamnation, puisqu'il est de règle qu'un Etat n'extrade pas ses nationaux. D'un autre côté il faut remarquer qu'un certain nombre de législations étrangères considèrent le recel comme un délit distinct: ce qui écarte le danger de voir des recéleurs étrangers offrir impunément leurs services aux délinquants français. — Quoi qu'il en soit il faut ici remarquer que le recel, constituant une complicité, les traités d'extradition qui visent la complicité comprennent par là même le recel, et il a été jugé que bien que le traité d'extradition conclu le 9 juillet 1869 entre la Suisse et la France ne mentionne pas spécialement le recel, ce délit est néanmoins un de ceux à raison desquels l'extradition peut être requise, l'art. 1^{er} du traité prévoyant l'extradition des complices (Trib. féd. 22 Oct. 1887, Clunet 1890 p. 515). Le recel est d'ailleurs prévu souvent d'une façon spéciale ; signalons notamment les conventions d'extradition avec la Belgique du 15 Août 1874 art. 2. 39° (De Clercq XI p. 218), avec le Luxembourg 12 Sept. 1875, Art. 2-57° (*Eod. loc.* p. 379) avec la principauté de Monaco du 8 juillet 1876, art. 2 39° (*Eod. loc.* 447), avec le Danemark du 28 Mars 1877 art. 2-16° (*Eod. loc.* XII. p. 2), avec l'Espagne du 14 Déc. 1877, art. 1^{er} *Eod. loc.* p. 58).

de faits commis en pays étranger ; que leur incompétence à cet égard est absolue et ne peut être couverte, ni par le consentement de la puissance sur le territoire de laquelle le crime a été commis, ni par l'extradition qu'elle a accordée ; — Attendu que, d'après l'art. 5, le vol commis en pays étranger ne peut être déféré aux tribunaux que lorsqu'il a été commis par un Français : que le recélé, malgré certains caractères qui le distinguent, n'est qu'un mode de complicité du vol auquel il se rattache comme une conséquence à son principe ; que le complice d'un vol par recélé devant être puni des mêmes peines que l'auteur du vol, et cet auteur, en pays étranger, ne pouvant être jugé que conformément aux lois de ce pays, les tribunaux français n'ont ni compétence ni pouvoir pour les appliquer ; — Attendu que le demandeur, sujet anglais, prévenu de s'être rendu complice par recélé, en France, d'un vol commis avec escalade et effraction, à Bâle, en Suisse, et dont l'auteur est demeuré inconnu, ne pouvait donc être traduit devant les tribunaux français ; — D'où il suit que l'arrêt attaqué, en le renvoyant devant la Cour d'assises de la Seine, a violé les articles ci-dessus visés ; — Casse et annule sans renvoi, etc. (1).

(1) Cass. 19 Avril 1888. S. 88. I. 345. Il en avait déjà été décidé ainsi par un arrêt de Cassation du 17 Oct. 1834 (S. 35. I. 35). Cette jurisprudence est approuvée par Blanche T. II n. 143 ; F. Hélie. *Tr. de l'ins. crim.* T. II, n. 688 ; Mangin et Sorel. *Tr. de l'act. publ.* T. I. n. 72 ; Chauveau, F. Hélie et Villey. T. I n. 514 ; Garraud. T. II n. 262.

La Cour s'était exprimée nettement. Néanmoins, à propos de la deuxième espèce que nous exposons tout à l'heure, la Cour de Paris, le 30 juin 1891, persistait dans son système, tout en prétendant ne point se mettre en contradiction avec l'arrêt qui lui était opposé.

« Considérant que l'art. 7, C. Instr. crim., est ainsi conçu : « Tout étranger qui, hors du territoire de la France, se sera rendu coupable, soit comme auteur, soit comme complice, d'un crime attentatoire à la sûreté de l'État, ou de contrefaçon du sceau de l'État, de monnaies nationales ayant cours, de papiers nationaux, de billets de banque autorisés par la loi, pourra être poursuivi et jugé d'après les dispositions des lois françaises, s'il est arrêté en France ou si le Gouvernement obtient son extradition » ; — Considérant que les termes de cet article sont clairs et formels, et que ses dispositions ne s'appliquent qu'aux crimes qui s'y trouvent expressément désignés ; que le juge d'instruction s'est conformé à ses prescriptions en rendant en faveur de L.... une ordonnance de non-lieu, fondée sur ce motif, qu'étant sujet russe, L..... ne saurait être justiciable des tribunaux français pour des faits de recel d'objets volés commis à l'étranger ; — Considérant que le ministère public a formé opposition à ladite ordonnance, et invoque dans ses réquisitions, à l'appui de son pourvoi, deux arrêts de la Cour de cassation, l'un du 17 oct. 1834, l'autre du 19 avril 1888, desquels il fait re-

sulter que l'étranger qui s'est rendu en pays étranger complice par recel d'un crime de détournement commis en France par un Français, peut et doit être jugé par les tribunaux français ; — Mais considérant que telle ne saurait être la signification desdits arrêts ; qu'il est impossible d'admettre que les magistrats qui les ont rendus aient entendu ajouter un crime nouveau à ceux restrictivement énumérés dans l'art. 7, C. Instr. crim. ; que, bien loin de là, l'arrêt de 1888 débute par cette considération, qu'à l'exception des cas prévus par l'art. 7, C. Instr. crim., les tribunaux français sont sans pouvoir pour juger les étrangers à raison de faits commis en pays étrangers ; que leur incompétence à cet égard est absolue, et ne peut être couverte ni par le consentement de la puissance sur le territoire de laquelle le crime a été commis, ni par l'extradition qu'elle aurait accordée ; — Considérant que, les principes posés par l'art. 7 étant ainsi reconnus par l'arrêt lui-même, et l'espèce soumise à la Cour ne rentrant dans aucune des prévisions dudit article, il en résulte que les tribunaux français sont incompétents pour connaître des faits imputés au prévenu L..... ; — Par ces motifs, — Déclare le procureur général mal fondé en son opposition ; — Confirme l'ordonnance, etc. » (1)

La Cour de Cassation réforma cette deuxième erreur

(1) Paris, 30 juin 1891 sous Cass. 13 mars 1891, S. 91.1.240.

par un très important arrêt en date du 13 mars 1891 (1) :

« Vu les art. 7, C. Inst. crim., 59 et 62, C. pén.; —
Attendu qu'il est de principe, et d'ailleurs expressément
déclaré par l'art. 3, C. civ., que les lois de police et de sû-
reté obligent quiconque habite le territoire; que, par
suite, tout vol commis en France est, quelle que soit la natio-
nalité de son auteur, passible des peines de la loi française
devant la justice répressive du pays; que, d'autre part,
toute complicité dans une infraction à la loi pénale est en
règle générale assimilée à l'infraction même, pour la ju-
ridiction comme pour la peine; que, par suite, tout com-
plice d'un vol commis en France est, quelle que soit sa
nationalité, puni des peines de ce vol par la juridiction à
laquelle la répression du même vol appartient; — Attendu
d'ailleurs, que le recel d'objets volés n'est, dans le système
de la loi française, qu'un mode particulier de complicité
dans le vol, que l'art. 62, C. pén., prévoit et réprime à ce
titre comme tout autre acte de complicité; que la juridis-
tion française est, dès lors, compétente pour connaître,
même à l'égard d'un étranger, quel que soit le lieu où ils
aient pu être constatés, de tous les faits de recel se ratta-
chant à un vol commis dans les limites du territoire; —
Et attendu, en fait, que L..... dont le relaxe est l'objet du
poursuit, avait été trouvé en Autriche, à Vienne, nanti de

(1) S. 91.1.240.

valeurs soustraites à Paris, au ministère des finances, par un employé de ce ministère, déféré de ce chef, avec deux complices, à la Cour d'assises de la Seine, et qu'il était poursuivi comme complice de ce même vol à raison de ce fait de recel ; — Attendu, dès lors, qu'en se refusant, sur l'opposition du procureur général à une ordonnance de non-lieu rendue en faveur dudit L..., présumé sujet russe, de le déférer à la même Cour d'assises de ce chef de complicité, par le motif que le recel n'avait pas été commis en France, et n'était point, d'autre part, compris dans les infractions commises hors du territoire dont l'art. 7, C. Instr. crim., autorise exceptionnellement la juridiction française à se saisir à l'égard d'étrangers, la Cour de Paris a faussement interprété ledit article, et en même temps formellement violé les articles du Code pénal et du Code civil sus-visés ; — Casse, etc. »

Par un arrêt du 7 septembre 1893, la Cour de Cassation a confirmé sa jurisprudence en décidant qu'au cas de crime ou délit commis en France, la compétence de la justice française pour connaître du fait principal s'étendant nécessairement à tous les faits de complicité, même s'ils se sont produits en pays étranger, la justice française est compétente pour connaître du recel en Belgique du produit d'un vol qualifié commis en France (1).

(1) Cass. 7 sept. 1895. S. 94.1.249. V. aussi Cass. 17 fév. 1893. D.

Par application du principe que les faits de complicité doivent être réputés accomplis au lieu de la perpétration du délit principal, il a été enfin jugé que l'étranger complice d'un délit commis en territoire étranger par un français n'est pas justiciable de la juridiction française, bien que l'auteur principal puisse, en sa qualité de français, être déféré aux tribunaux français (1).

L'incompétence de la justice française pour connaître du recel en France d'objets volés à l'étranger par un étranger ne mettra pas obstacle à la répression d'un délit se rattachant au recel. Ainsi il a été jugé que l'étranger prévenu d'avoir en France présenté à un banquier des coupons détachés de titres volés à l'étranger et d'avoir tenté de s'en faire remettre la valeur en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence d'un crédit imaginaire, ne peut décliner la compétence des tribunaux français sous le prétexte que le fait par lui

94.1.52. La jurisprudence autrichienne statue dans le même sens. V. un arrêt de la Cour Suprême d'Autriche du 27 avril 1894, *Clunet*, 1896.

(1) Lyon, 27 déc. 1892, *D.* 94. 2. 254. — La compétence des tribunaux français à l'égard des français auteurs d'un délit commis sur territoire étranger est en effet subordonnée à diverses conditions (art. 5 C. I. C.), et aussi longtemps que ces conditions ne sont pas réunies le complice n'est pas justiciable des tribunaux français, ceux-ci ne pouvant juger l'auteur principal. Mais si les tribunaux français venaient à être régulièrement saisis de la connaissance du délit commis par le français à l'étranger le principe de l'indivisibilité de la poursuite attribuerait compétence à la juridiction française pour juger le complice.

commis constituerait, non le délit d'escroquerie mais de recel en France d'objets volés, à l'étranger, alors d'ailleurs que l'escroquerie retenue à sa charge est absolument distincte du prétendu recel et que sa criminalité n'est point subordonnée à l'existence d'un crime antérieurement commis (1).

§ II. — *De la Détention*

La seconde condition pour l'existence de la complicité par recel consiste dans un élément matériel, la détention de l'objet volé. C'est là une circonstance essentielle que les juges doivent déclarer, mais le mot « recélé » n'est pas sacramentel et il suffit que le fait ne présente aucun doute. Ainsi la déclaration du jury portant qu'immédiatement après un assassinat l'accusé a reçu une somme d'argent, sachant qu'elle provenait du vol qui avait accompagné cet assassinat, est régulière quoique le mot « recélé » n'y soit pas employé (2).

Le terme recel, dans son acception grammaticale (*celare*), éveille une idée très précise en impliquant la dissimulation de l'objet frauduleusement détourné, mais tel n'est pas, à notre avis, le sens de l'expression dans

(1) Cass, 8 nov. 1888. S. 90. 1. 287.

(2) Cass, 7 oct. 1824 P. chr.

notre Code Pénal (1), et il a été jugé, conformément à cette opinion, qu'il n'était pas nécessaire que le recéleur ait caché les objets provenant du crime ou du délit (2).

Pour qu'il y ait recel, il n'est pas nécessaire que le recéleur détienne tout le produit du crime ou du délit. Il y a recel chaque fois que des choses ayant une origine délictueuse sont reçues en connaissance de cause, et des poursuites distinctes peuvent, en conséquence, être exercées contre le recéleur de plusieurs objets obtenus par un même acte délictueux, sans qu'il y ait atteinte à la règle « *non bis in idem* », mais à la condition, toutefois, que les objets dont l'individu est détenteur lors de la nouvelle poursuite ne soient pas les mêmes que lors de la première. Remarquons, d'ailleurs, que ce caractère de

(1) Garraud, t. II, n° 262; *Contra*, Le Sellyer, *Tr. de la crim.* t. II, n° 413. Cette circonstance de latitation se comprenait davantage sous le Code de 1791, d'après lequel le recel consistait dans le fait de recevoir le produit d'un vol, soit pour en faire disparaître les traces, soit pour profiter des objets volés; mais la définition est aujourd'hui plus large.

(2) Cass., 17 juil. 1857 (D. 57. 1. 379) : « Attendu que le recel consistant dans la détention de l'objet soustrait au préjudice du propriétaire, il importe peu que la détention soit accompagnée de l'acte de cacher l'objet soustrait, circonstance qui ne saurait être nécessaire pour caractériser la criminalité de la détention dès l'instant où celle-ci a eu lieu avec intention frauduleuse ». V. aussi Bordeaux, 6 juin 1861 (*Journal des arrêts de la Cour de Bordeaux*, 1861, p. 358) et un autre de Cassation, du 6 mars 1863. *Ann. prop. ind.* 1863, p. 126.

tivisibilité de recel relâche en partie le lien qui l'unissait au délit antérieur (1).

La Cour de Cassation a fait une application remarquable du principe que nous venons d'exposer dans un arrêt du 29 décembre 1814 : « Attendu que l'article 62 du C. Pén. punit comme complices d'un vol ceux qui, sciemment, auraient recélé, en tout ou en partie, les objets volés ; que la disposition de l'article 360 du C. Inst. crim. est restreinte au fait sur lequel l'acquittement a été prononcé ; *que le recélé n'est pas un fait moral et indivisible qui, relativement au vol auquel il se rattache, se consomme sans pouvoir être renouvelé ; que c'est un fait matériel caractérisé par l'intention qui peut exister et se reproduire par différents actes ;* que si la femme M... a été acquittée... de l'accusation de complicité par recélé du vol commis par son mari, cet acquittement n'a porté et n'a pu porter que sur des faits qui lui étaient antérieurs, qu'elle est aujourd'hui prévenue d'avoir, postérieurement à cet acquittement, recélé et mis en vente une chaîne en or et une paire de boucles d'oreille qui faisaient aussi partie des objets volés par son mari, sachant que cette chaîne et ces boucles avaient été volées ; que si cette prévention porte encore sur un recélé qui se rattache au

(1) Garraud, T. II, n° 262 ; Blanche, T. II, n° 144, 145 ; Chauveau, F. Hélie et Villey, T. I, n° 315.

même vol, elle n'a pas pour base le même fait que celui qui a été l'objet du premier débat, qu'elle est relative à un fait postérieur à ce débat et à l'acquittement qui s'en est suivi ; que les deux faits sont distincts et indépendants ; que la femme M... peut avoir été acquittée sur le premier sans qu'il puisse en résulter qu'elle ne soit pas devenue coupable par le second... » (1).

La nature juridique des objets recelés n'exerce aucune influence sur l'exercice du recel et bien que l'article 62 C. Pén. ne paraisse s'appliquer qu'aux soustractions d'effets mobiliers, il embrasse néanmoins le recelé d'objets que la loi répute immobiliers par destination (2).

Le titre de la détention est indifférent. Celui qui n'a entre ses mains le produit du vol qu'à la condition de le rendre à première réquisition est un recéleur (3). Il en est de même de celui qui a reçu gratuitement l'objet soustrait bien que notre Code, à la différence de celui de 1791, n'ait point prévu la réception gratuite (4). Même solution

(1) S. chr. Remarquons d'ailleurs que le jury peut être interrogé par une seule question sur divers fait de recel alors que le recel se rattache à un seul et même vol. Cass., 22 juin 1882, S. 84. I. 456 ; 17 fév. 1893. D. 94. I. 32.

(2) Carnot, *C. Pénal*, sur l'art. 62, n. 11.

(3) En matière de contrefaçon, le fabricant qui, en connaissance de cause, reçoit en dépôt pour les réparer des instruments contrefaits, commet le délit de recel prévu par l'article 41 de la loi de 1844. Paris, 11 juillet 1861. (*Ann. prop. ind.*, 1861, p. 250.)

(4) Non seulement ceux qui achètent des effets dérobés mais aussi

enfin pour l'individu qui a reçu la chose volée à titre d'échange ou de location (1).

« Il y aurait recélé, lors même que celui qui aurait reçu la chose aurait payé la valeur approximative et même la valeur réelle, car ce n'en serait pas moins s'être rendu complice du dépouillement que le propriétaire de la chose soustraite aurait éprouvé » (2). Cependant, on ajoute quelquefois que les jurés et les juges devraient se montrer « beaucoup plus difficiles sur la nature des preuves lorsque le prévenu de recélé, ayant payé le prix de la chose, n'avait personnellement aucun intérêt à se rendre le complice du vol, qu'au cas où il aurait dû en profiter en tout ou en partie, sans bourse délier » (3).

Peu importe également que le recéleur soit entré en possession en qualité de créancier ayant accepté en paiement de sa créance des sommes qu'il savait provenir d'une escroquerie (4).

ceux qui les reçoivent en présent sont tenus de la peine du vol, de même que ceux qui les reçoivent en gage. *Farinacius qu.* 177, n^s 18 et 19.

(1) Garraud, T. II, n^o 262 ; Molinier et Vidal, T. II, p. 256 ; Carnot, sur l'art. 62, n^o 1.

(2) Cass., 24 déc. 1869. D. 70. 1. 382. V. aussi Cass., 26 oct. 1809. P. chr. *Sic* Garraud, T. II, n^o 262 ; Blanche, T. II, n^o 147 ; Chauveau, F. Hélie et Villey, T. I, n^o 309.

(3) Carnot, sur l'article 62, n^o 5.

(4) Cass., 16 déc. 1871, S. 72. I. 254 ; *Sic* Garraud, T. II, n^o 262 ; Chauveau, F. Hélie et Villey, T. I, n^o 309. *Contra.* Cass., 10 nov. 1852. P. 58. 2. 88.

Enfin il a été jugé que celui qui a consommé de concert avec l'auteur du vol une volaille qu'il savait frauduleusement soustraite tombe sous le coup de l'article 62. C. Pén. (1).

Le fait que le détenteur aurait obtenu d'un tiers même de bonne foi, l'objet provenant du crime ou du délit, ne saurait influencer sur l'existence du recel (2).

Il n'en serait pas autrement du caractère habituel ou accidentel du recélé (3). C'est ainsi par exemple qu'il résulte de l'article 41 de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention que chaque délit qu'il prévoit existe alors même qu'il n'est possible de relever contre l'inculpé qu'un seul fait de recel, de vente etc. (4).

L'emploi que le receleur ferait ou non des objets volés est indifférent (5) et à plus forte raison le mode d'emploi. Sur ce dernier point la question a cependant été agitée à propos de l'article 41 de la loi de 1844 précitée, et un arrêt de Cassation du 24 mai 1848 a spécialement décidé que le détenteur de mauvaise foi d'objets contrefaits n'était pas un receleur quand il y avait destination à un usage per-

(1) Aix, 25 mai 1871. D. 71, 5, 89.

(2) Garraud, t. II, n° 262.

(3) Garraud, t. II, n° 262.

(4) Pouillet. *Brev. d'inv.* n° 702 ; Allart, n. 468 ; Pelletier et Defert, n° 11 ; Dufourmantelle, *Brev. d'inv.* p. 141.

(5) Garraud, T. II, n° 262.

sonnel : « Attendu sur l'imputation de recélé qui forme la seconde branche du premier moyen, qu'il résulte de l'arrêté attaqué que si C... s'est procuré et a conservé en sa possession des ustensiles argentés en contrefaçon du brevet des demandeurs, ce n'est point pour revendre ces ustensiles, mais pour s'en servir à son usage personnel ou dans l'exercice de sa fonction de limonadier, fait qui ne présente point les caractères du recélé.

Sur le dernier moyen pris de la violation de l'art. 49 en ce que l'arrêt attaqué n'a point prononcé la confiscation des objets contrefaits : Attendu que si, aux termes dudit article, la confiscation doit être prononcée non seulement contre le contrefacteur, mais encore contre le recéleur ou l'introducteur ou le débitant qui se serait acquitté à raison de sa bonne foi, aucune disposition de la loi n'autorise à prononcer la confiscation contre celui qui, se servant de meubles ou d'ustensiles contrefaits pour son usage personnel, ne doit point être soumis aux poursuites et aux mesures relatives à la répression de la contrefaçon.... Rejette... »

Cette jurisprudence, abandonnée par un arrêt de la Cour de Paris du 25 novembre 1885 (1) paraît avoir été à nou-

(1) *Ann. prop. ind.* 1888, p. 225. Cet arrêt statue dans le cas du recel spécial que nous signalions plus haut, c'est-à-dire du recel avec bonne foi ; mais, en soumettant le recéleur de bonne foi à la confiscation de l'art. 49, il y soumet implicitement et par *a fortiori*, le recéleur de

veau confirmée par un arrêt de la même Cour en date du 30 janvier 1888 (1). Sans entrer dans une réfutation par trop spéciale nous dirons avec d'excellents auteurs (2), que si celui qui détient pour son usage personnel connaissait l'origine délictueuse de l'objet qu'il emploie, il rentre dans la catégorie des recéleurs conformément aux règles du Code Pénal, auxquelles il n'est point dérogé par la loi de 1844.

L'existence du recel n'est pas subordonnée à la nécessité de la détention actuelle du recéleur et il suffit de constater une aide fournie à l'auteur principal, sans qu'on ait à s'occuper du point de savoir si le recéleur avait vendu l'objet volé avant la poursuite exercée contre lui (3).

Doit également être réputé recéleur celui qui, s'il n'a-

mauvaise foi dont nous voulons seul nous occuper ici. — Un arrêt de la Cour de Poitiers du 17 février 1855 (D. 55, 2, 110), statuait dans le même sens et dans la même hypothèse.

(1) *Ann. prop. ind.* 1888, p. 253. Nous disons « paraît » parce que l'arrêt de 1888 ne statue qu'au cas de recel de bonne foi et que cela n'indique pas nécessairement la solution que donnerait la Cour au cas du recel ordinaire puisque des auteurs soutiennent que la confiscation, si elle ne peut atteindre celui qui de bonne foi emploie des objets contrefaits pour son usage personnel comme le dit la Cour de Paris, doit au contraire être prononcée contre le détenteur pour usage personnel quand il est de mauvaise foi. (Nouguier, *Brev. d'inv.* n° 1027 ; Huard, *Rép.* art. 49, n° 2 ; Bédarride, *Brev. d'inv.*, n° 670.

(2) Le Senne, *Brev. d'inv.*, n° 349 ; Pouillet, n° 987 ; G. Plé, *Ann. prop. ind.*, p. 193 etc.

(3) Cass., 4 mars 1815 (Dal. *Rep.*, n° 208), Sic. Garraud, t. II, n° 262.

vait pas encore pris possession des objets contrefaits saisis en gare, les avait déjà payés et en était propriétaire (1).

Mais il a été jugé que celui qui, afin d'assurer au recéleur d'objets volés le bénéfice de son indue possession et de le mettre à l'abri de poursuites ultérieures, simule la découverte fortuite de ces objets et les lui remet, ne se rend par cela seul complice du vol et n'est passible d'aucune peine ; qu'on ne peut le considérer comme recéleur car la circonstance de la détention fait défaut, l'objet volé n'ayant fait que *passer dans les mains du prévenu pour en sortir immédiatement* (2).

Disons enfin qu'il n'est pas indispensable que le recel s'applique aux objets même provenant de l'infraction. Ceux qui auraient été acquis des deniers provenant d'un vol et qui seraient recelés, rendraient le détenteur complice du crime ou du délit : « La Cour considérant qu'il est justifié que B..... a pris dans la poche de son frère ou qu'il a obtenu de lui une certaine quantité de tabac acheté avec partie d'une somme de 20 fr. volée à la veuve B.....; considérant qu'il est également justifié, que lorsqu'il a pris à son frère ou lorsqu'il a reçu de lui le tabac, dont il vient d'être parlé, le sieur B..... connaissait le vol commis par

(1) Lyon, 12 déc. 1871. *Ann. prop. ind.*, 75, 297.

(2) Poitiers, 3 mars 1857. D. 58, 2, 89.

son frère au préjudice de la veuve B....; — Considérant qu'à bon droit les premiers juges, ont condamné pour recel le sieur B...., les termes généraux du texte des art. 59 et 62, prouvant en effet qu'il n'est pas nécessaire pour qu'il y ait recel, que l'agent ait détenu la chose même qui a été volée, mais qu'il suffit qu'il ait comme B.... détenu sciemment la chose obtenue à l'aide du produit d'un vol, confirme..... » (1).

§ III. — *De la Connaissance.*

La connaissance de l'origine délictueuse des objets recelés est une des conditions essentielles de la complicité par recel; spéciale à la matière, elle doit être distinguée de l'intention frauduleuse, qui n'est qu'un des éléments ordinaires de toute complicité. On a souvent confondu les deux choses, sans doute parce qu'il arrivera rarement qu'on ait connaissance de l'origine délictueuse sans avoir en même temps une intention frauduleuse, mais cela n'est point toujours exact, et tel est, comme nous le verrons, le cas de l'époux ou des proches parents qui, sans avoir l'intention de favoriser le délit ont néanmoins reçu sciemment des objets détournés par leur conjoint ou leur parent.

(1) Dijon, 16 mars 1887. S. 88, 1, 118.

La légitimité de cette condition de connaissance saute aux yeux; point n'est besoin de la démontrer. Mais, en revanche, rien n'est plus délicat que de trancher, nous ne disons pas en morale, mais en droit, la question de savoir l'époque où il faut posséder cette connaissance pour pouvoir être considéré comme un recéleur. La bonne foi originaire mettra-t-elle le détenteur à l'abri de toute poursuite criminelle? Ou bien la connaissance acquise après coup de l'origine délictueuse de la chose détenue transformera-t-elle ce détenteur en recéleur?

La plupart des auteurs adoptent sans hésiter la première solution et transportent de la prescription à la matière du recel la vieille maxime « *mala fides superveniens non nocet* ». L'art. 63, dit-on, ne prononce certaines peines contre les recéleurs qu'autant qu'ils sont convaincus d'avoir eu « *au temps du recélé* » connaissance des circonstances aggravantes du crime, or, cet article n'est que la continuation et le corollaire de l'art. 62, donc on ne saurait raisonnablement leur donner une interprétation différente. Cette déduction est d'ailleurs en harmonie avec les règles générales du Droit puisque nous voyons le Code Civil, dans ses articles 2269 et 2279 se placer au moment de l'entrée en possession pour apprécier le caractère de cette possession. Sans doute l'article 1938 C. Civ. oblige le dépositaire, s'il découvre qu'un objet mis entre ses mains a été volé et s'il sait quel est le véritable proprié-

taire, à dénoncer à ce dernier le dépôt, mais la désobéissance à l'injonction de l'article 1938 n'entraîne qu'une responsabilité civile, ce qui n'est pas le cas dans notre hypothèse où il s'agit au contraire d'une responsabilité pénale. Conforme au droit, la solution proposée n'est pas moins conforme à la morale, puisqu'il y a certainement une perversité moindre chez celui qui, ayant reçu de bonne foi un objet provenant d'une infraction, le garde après avoir appris sa nature délictueuse, que chez celui qui *ab initio* a été renseigné sur l'origine de l'objet qu'il détient ; celui-ci adhère volontairement au crime, celui-là n'y donne qu'une adhésion forcée en quelque sorte par sa position précédente (1).

Nous croyons qu'il est assez facile de répondre aux arguments qu'on présente à l'appui de la doctrine que nous venons d'exposer. Il est vrai que l'art. 63 exige la connaissance au moment du recel, mais la simple lecture du texte suffit pour convaincre du caractère exceptionnel de la disposition qu'il renferme, ce qui met l'interprète dans la nécessité d'en restreindre l'application au cas spécial qu'il prévoit. L'analogie tirée du Code Civil n'est pas plus con-

(1) Trébutien, t. I, n° 700 ; Carnot, t. I, sur l'art. 62 C. Pén. t. I, p. 442 n. 1 ; Lefort, *Cours élém. de dr. crim.* p. 266 ; Haus, *Princ. du dr. pén. belg.* t. I, n. 557 ; Rauter t. I, n. 125 ; Berriat Saint-Prix, *Cours de dr. crim.* p. 92, note 10 ; Chauveau, Faustin Hélie et Villey, t. I, n° 309 ; Garraud t. II, n° 262 Sebire et Carteret v° *Complicité*, n. 55.

cluante ; la matière de la prescription n'a rien à voir avec celle du recel ; on a dit souvent, et avec raison, que les juges ne doivent pas chercher dans les règles de la législation civile des principes pour l'application de la législation pénale ; chacune a son domaine propre et son esprit particulier ; il serait extrêmement périlleux d'arguer de l'une à propos de l'autre. Enfin il est possible qu'il y ait plus d'immoralité à se mettre en possession d'une chose dont on connaît la provenance délictueuse qu'à en garder la possession, acquise de bonne foi, après en avoir appris l'origine, mais nous répondrons que la loi ne s'attarde pas à ces nuances ; elle veut punir le recel, autrement dit le fait d'assurer à l'auteur principal le bénéfice du délit, et, à ce point de vue, peu lui importe que la mauvaise foi soit concomitante ou postérieure à la réception de l'objet ; elle se trouve en présence de deux individus aussi nuisibles l'un que l'autre à la société, elle les frappe également. Cela nous explique pourquoi la loi dans l'art. 62 C. Pén. n'a pas dit « ceux qui *reçoivent* sciemment les produits du délit » mais « ceux qui sciemment *auront recélé* ». Le recel consiste tout aussi bien dans le fait de conserver que dans celui de recevoir. La généralité de l'expression autant que l'esprit du texte s'accordent à faire repousser l'opinion de nos adversaires (1).

(1) Le Sellyer, *Tr. de la crim. et de la pén.* T. II, n° 413 ; Blanche, t. II, n° 154 ; Molinier et Vidal, T. II, p. 256.

Pendant longtemps la Cour de Cassation n'eut pas à se prononcer directement sur la question qui nous occupe, mais on pouvait induire son opinion du fait qu'elle n'exigeait point que la déclaration de culpabilité indiquât que c'était au moment même où le recéleur avait reçu le produit du crime ou du délit qu'il en avait connu l'origine, ce qui, implicitement, renfermait l'idée que le recéleur est punissable par cela même qu'il a connu la provenance des objets qu'il détient à un moment quelconque de la durée du recélé (1). Un arrêt du 12 juillet 1850 a, le premier, tranché la difficulté dans notre sens (2), et un autre arrêt du 10 août 1878, a confirmé cette jurisprudence : « La Cour, sur le moyen pris d'une prétendue violation des art. 62 et 63 C. P. en ce que l'arrêt attaqué a déclaré le demandeur coupable de complicité de vol par recel alors qu'il résulte de l'arrêt lui-même qu'il n'a eu connaissance de l'origine délictueuse de la chose recélée qu'après en être devenu le détenteur ; Attendu que si l'art. 62 C. Pen. ne punit le recel que s'il a eu lieu sciemment, cet article ne précise pas le moment où le recéleur, pour être considéré comme

(1) Cass. 12 sept. 1812, S. chr ; 26 sept. 1817, S. chr ; 12 janv. 1855. *Bull. crim.* n° 12 ; 16 juil. 1857 ; *Bull. crim.*, n° 269.

(2) S. 78, 1. 585 (en note). L'arrêt décide que celui chez lequel des objets volés ont été déposés à son insu et qui refuse de les restituer malgré la sommation à lui faite avec énonciation qu'ils proviennent d'un vol peut être déclaré complice par recel du vol de ces objets.

tel, doit avoir eu connaissance de l'origine criminelle des objets qu'il détient. Qu'à la différence du vol, acte instantané, qui, d'après la définition même de la loi, implique simultanément de l'intention frauduleuse et de l'appréhension de la chose d'autrui, le recel, pouvant se prolonger pendant une durée indéterminée, il suffit pour qu'il tombe sous l'incrimination de la loi *que le vice inhérent à l'objet recélé ait été connu du recéleur à un moment quelconque de la période pendant laquelle il en est resté détenteur* ; attendu que si l'art. 63 exige pour l'application aux recéleurs des peines des travaux forcés à perpétuité et de la déportation, qu'ils aient eu au temps du recel connaissance des circonstances aggravantes du crime auxquelles ces pénalités sont attachées, c'est là une disposition exceptionnelle limitée aux cas spéciaux pour lesquels elle a été introduite et qu'on ne saurait l'étendre aux autres cas prévus par l'art. 62, sans forcer le sens et la portée dudit article ; attendu dès lors que l'arrêt attaqué en décidant, dans les circonstances ci-dessous spécifiées, que L.... s'étant rendu coupable de complicité de vol par recel, loin de violer les art. précités du Code Pénal, en a fait une juste et saine application... Rejette... » (1)

(1) Cass. 10 août 1878, S. 78, I, 385. Nous remarquerons que l'arrêt s'appuie sur le caractère continu du récelé opposé au caractère instantané du vol. Il eût mieux valu faire abstraction de ce caractère puisque le récelé n'est pas un délit spécial mais un acte de complicité

Nous ne connaissons pas de texte qui, à l'étranger, ait tranché spécialement notre question, laquelle, en conséquence, paraît laissée à l'interprétation des criminalistes. En Allemagne, un auteur, qui a fait du recel une étude spéciale, décide que si un acte du recéleur n'a pas manifesté activement la perte de sa bonne foi il ne peut être condamné, alors même qu'il aurait appris l'origine délictueuse (1). Mentionnons une disposition assez particulière de la législation du Valais en vertu de laquelle celui qui possède de bonne foi des choses détournées doit informer le magistrat de leur provenance aussitôt qu'il en a connaissance : s'il contrevient à cette injonction il doit payer une somme égale à quatre fois la valeur des objets soustraits, volés ou escroqués (2).

Quoi qu'il en soit de la difficulté que nous avons exposée, il n'en reste pas moins certain que la connaissance de l'ori-

d'un délit instantané. La Cour d'Angers dont l'arrêt a été maintenu par l'arrêt de Cassation ci-énoncé, s'exprimait ainsi dans sa décision du 24 juin 1878, réformatrice d'un jugement du tribunal correctionnel de Mayenne. « Attendu que conserver un objet et le vendre à son profit après avoir nié qu'il était volé est une action aussi coupable que celle de le recevoir alors que l'on connaît déjà sa provenance, et qu'il serait difficile de comprendre pourquoi le législateur n'aurait pas puni la première alors qu'il a puni la seconde ; que les termes de l'art. 62 résistent d'ailleurs à cette distinction faite par les premiers juges... » (*J. du dr. crim.* art. 10. 348).

(1) Gretenier, *Begünstigung und Hehlerei*, 1879, p. 175.

(2) *Code Pén. du Valais*, art. 319 (*Stoos, Die Schweizerischen Streif-gesetzbücher*).

gine délictueuse est indispensable pour l'existence d'une complicité par recel. Sans cette connaissance, pas de responsabilité pénale, comme d'ailleurs le décide une multitude de décisions statuant dans les matières les plus diverses (1).

N'est pas recéleur celui qui a acheté des objets volés s'il n'a connaissance de leur provenance délictueuse (2).

Le propriétaire d'un bac, pas plus qu'un messenger, ne peut être poursuivi pour complicité de contrebande par recel, si rien n'établit qu'il ait eu connaissance de l'importation frauduleuse commise par le passager (3).

L'individu qui a mis en vente, pendant l'ouverture de la chasse, des grives prises au lacet, ne doit pas être déclaré complice du délit de chasse avec engins prohibés lorsque rien ne prouve qu'il ait su que le gibier avait été capturé ainsi, et surtout lorsque le prévenu justifie par sa correspondance que le gibier lui avait été envoyé de l'étranger (4).

Nous avons dit qu'en matière de contrefaçon il y avait

(1) Cass. 27 juin 1792 S. chr; 12 sept. 1812 S. chr; 29 mai 1813 P. chr; 26 sept. 1817 S. chr; 4 janv. 1839 P. 46. 1. 492; 4 avril 1878 S. 78. 1. 440; 10 déc. 1880 *Bull. crim.* n° 231; 23 déc. 1880 D. 81. 1. 96.

Il va sans dire que l'arrêt qui décide en fait qu'il n'y a pas connaissance de la provenance des objets n'est pas sujet à cassation.

(2) Cass. 26 oct. 1809, 1^{er} sept. 1827 (*Dal. Rép.*)

(3) Douai, 30 août 1828 (*Jurisprudence de Douai*, table 1811-1855, v° *Douane*, n° 4).

(4) Cass. 15 janv. 1876. D. 76. 1. 415.

place pour un recel de bonne foi, mais nous n'avons à nous occuper ici que de celui de mauvaise foi, lequel exige alors la condition de la connaissance conformément au droit commun (1).

Ainsi, le fabricant qui donne des étoffes à teindre à des teinturiers de profession ne peut, au cas où l'un d'eux aurait pour la teinture desdites étoffes fait usage d'un procédé breveté, être recherché à raison d'une contrefaçon qu'il n'a pas connue. Et dès lors le juge du fait peut, sans examiner quels sont, au regard de ce fabricant, le sens et la valeur du brevet pris relativement au procédé prétendu contrefait, décider qu'il n'y avait pas lieu de le déclarer coupable de recel de produits entachés de contrefaçon (2).

Comme le recel n'est punissable que quand il est commis sciemment, un commerçant qui a livré des porcelaines pour être dorées suivant un certain procédé ne peut se refuser à les reprendre sous le prétexte qu'il a lieu de craindre d'être poursuivi comme complice de contrefaçon, alors que les industriels auxquels il s'est adressé ont, par diverses circulaires, annoncé qu'ils employaient dans leurs ateliers divers procédés brevetés et qu'il n'a été rien fait pour mettre obstacle à leur fabrication (3).

(1) Pouillet, *Brev. d'inv.*, n° 717.

(2) Cass. 21 juin 1862.

(3) Trib. com. Seine, 2 avril 1862 (*Ann. propr. ind.*, 62. 134).

La connaissance de l'origine délictueuse des choses détenues est une condition indispensable, mais nous ajouterons immédiatement qu'elle n'a pas besoin d'être précise. Ainsi il est indifférent que le recéleur ne sache pas au juste par quel crime ou par quel délit les objets sont passés entre les mains de l'auteur principal. Ce principe certain ressort de la disposition générale de l'art. 62 et surtout de la disposition exceptionnelle de l'art. 63 C. Pén. (1).

Bien plus, celui qui se met en possession de choses qu'il sait avoir été enlevées, détournées ou obtenues à l'aide de faits délictueux est complice par recel de ces mêmes faits encore bien qu'il ignorait que la loi les a qualifiés délits (2).

Ayant reconnu et précisé cette condition de la nécessité de la connaissance de l'origine délictueuse des choses détenues, il faut nous demander comment elle doit être prouvée. Bien évidemment elle pourra être démontrée d'une façon directe, et cela sera même le cas le plus fréquent, mais pourra-t-on l'induire des seuls faits qui ont accompagné la détention ? On l'admet en doctrine, et de leur côté, diverses décisions ont vu, dans de simples présomptions,

(1) Cass. 22 juin 1827, *Bull. crim.* n° 151; 31 août 1854, *Bull. crim.* n° 272; 2 août 1873, *Bull. crim.* n° 217; 29 juin 1876, *Bull. crim.* n° 150. Sic Blanche, t. II, n° 148; Garraud, t. II, n° 262; Molinier et Vidal, t. II, p. 256.

(2) Cass. 5 Dec. 1892 (*Journ. min. publ.*, 1893. 2. 15).

une preuve suffisante de la connaissance requise par l'art. 62 C. Pén.

Le seul fait de la détention d'objets provenant d'un crime et de l'impossibilité où se trouve le détenteur d'établir qu'il en est légitime propriétaire suffit pour constituer la complicité par recel (1).

Une revendeuse qui achète des effets volés sans les inscrire sur son registre peut être, par cela même, suspectée et poursuivie comme recéleuse (2).

La fausseté des énonciations d'un registre prouve également la connaissance, et il a été jugé que peut être condamné comme complice pour recel du délit d'escroquerie le commerçant qui, après avoir reçu des marchandises obtenues à l'aide de manœuvres frauduleuses par une entreprise commerciale fictive, pour arriver à se faire livrer ces marchandises, s'est efforcé d'en dissimuler la possession au moyen de mentions mensongères sur ses livres (3).

La connaissance que le recéleur doit avoir est un fait abandonné à la prudence des tribunaux, et la condamna-

(1) Cass. 4 Avril 1845. D. 45. I. 246.

(2) Cass. 2 frim. an XII. S. chr. Cette nécessité pour les revendeurs d'inscrire sur un registre les objets achetés est commune à diverses professions. La loi du 19 Brumaire an VI y oblige spécialement les orfèvres (art. 75). — D'ailleurs l'acquiescement du revendeur sur une accusation de complicité de vol par recel ne met pas obstacle à ce qu'il soit condamné en police correctionnelle pour défaut d'inscription sur son registre des objets volés (Cass. 27 Oct. 1809, S. chr.).

(3) Cass. 24 Déc. 1869, D. 70. I. 382.

tion d'un recéleur aux peines de la complicité est suffisamment motivée sur « ce qu'il n'a pu ignorer que les objets qu'il a achetés n'appartenaient pas au vendeur » (1).

Une application spéciale en a été faite en matière de délit de chasse : « La Cour, considérant qu'il résulte de l'instruction, des débats et des aveux mêmes de C....., qu'en décembre 1861, à Reims, et à trois reprises différentes, il a acheté du nommé L....., braconnier de profession notoirement connu comme tel et plusieurs fois condamné pour faits de braconnage, des perdreaux dont le nombre, par ces achats successifs, s'est élevé à huit ; — Considérant qu'il est également établi et qu'il a été jugé contre L..... par jugement passé en force de chose jugée que les perdreaux dont il s'agit avaient été pris par L....., à l'aide d'engins prohibés ; — Considérant que C..... n'a pu ignorer cette circonstance ; qu'en effet, à raison même de sa profession, il a intérêt à connaître les habitudes et la moralité de ses vendeurs, afin de s'assurer de la légitime origine du gibier qu'il achète..... ; — Considérant que la loi du 3 mai 1844 n'a fait aucune exception aux règles du droit commun en matière de complicité..... ; D'où il suit qu'en achetant et recélant sciemment huit perdreaux provenant d'un délit de chasse à l'aide d'engins prohibés, C. ... s'est rendu complice dudit délit, etc..... » (2)

(1) Cass. 26 Nov. 1825. S. chr.

(2) Paris, 8 fév. 1862, D. 65. 2. 17.

Un principe identique se retrouve en matière de contrefaçon. Le prévenu qui ne veut pas indiquer de qui il tient sa marchandise fait supposer qu'il a agi sciemment et qu'il tient à écarter de l'audience celui qui pourrait l'en convaincre, ou que, ayant pactisé avec lui, il a intérêt à le soustraire aux justes recherches du breveté et le sauvegarder de la peine qu'il a encourue (1).

On ne peut d'ailleurs, à aucun titre, assimiler à un détenteur de mauvaise foi et poursuivre comme tel, celui qui a acheté l'objet dont on lui reproche la prétendue contrefaçon chez un fabricant, au profit duquel la nullité du brevet a été prononcée (2).

A l'étranger, certaines législations frappent d'amende ceux qui ont reçu des objets détournés des mains de personnes qui n'en étaient pas vraisemblablement propriétaires. Ainsi l'article 301 du canton de Vaud décide que « celui qui achète ou qui reçoit à titre de gage un objet d'un enfant ou d'une personne qui ne peut raisonnablement en être présumé le propriétaire légitime sans s'être fait justifier les droits du détenteur à la possession de cet objet, est passible d'une amende qui ne peut excéder 60 francs ou d'une réclusion qui ne peut excéder quinze jours » (3).

(1) Bedarride, *Comment. des lois sur les brevets d'invention*, n° 528.

(2) Cass. 11 mai 1870 (*Ann. prop. ind.* 70. 244).

(3) Les cantons de Neuchâtel et de Fribourg contiennent des dispositions analogues.

D'autre part, un acte du Parlement anglais, en date du 21 août 1871, porte dans son article 19 que « lorsqu'une personne sera inculpée de recel d'objets volés, il sera permis en tout état de cause de prouver que dans les douze mois précédents il a été trouvé d'autres objets volés en sa possession. Si cette personne a déjà été condamnée depuis moins de cinq ans à raison d'un fait impliquant mauvaise foi ou improbité, il sera permis, en tout état de cause, de prouver cette condamnation antérieure à l'effet de démontrer que l'inculpé avait connaissance de l'origine des objets trouvés en sa possession. Mais, en pareil cas, l'inculpé devra être averti par écrit, sept jours à l'avance, de l'intention du poursuivant de faire cette preuve. »

Il ne suffit pas de savoir comment on pourra faire la preuve de la connaissance, il faut savoir en même temps à qui en incombera la charge. En règle générale, ce sera au poursuivant à prouver que le recéleur connaissait l'origine délictueuse, *actori incumbit onus probandi*.

Le défendeur, par tous les moyens, pourra démontrer sa bonne foi. Néanmoins, il n'en sera pas toujours ainsi. Celui par exemple qui a été trouvé en possession d'objets contrefaits n'est pas fondé à invoquer sa bonne foi lorsque l'inventeur a rendu publique l'obtention de son brevet, non seulement par les moyens ordinaires, mais encore par l'affiche des jugements de condamnation rendus précédemment contre divers contrefacteurs et par des circulai-

res répandues chez les principaux négociants et insérées par extraits dans les journaux (1).

En matière forestière, enfin, il est apporté une dérogation directe au droit commun, puisque l'administration n'aura qu'à prouver la détention des objets détenus à l'aide du délit forestier et que ce sera au détenteur à prouver son ignorance de l'origine des bois par lui détenus ou achetés ; jusque-là, il y aura contre lui présomption suffisante qu'il connaissait la provenance illégitime des bois (2). Plusieurs arrêts ont formellement reconnu cette dérogation.

Il suffit que des bois coupés ou de l'écorce enlevée en délit se trouvent en dépôt dans la maison d'un particulier, pour qu'il doive être réputé auteur ou complice de ce délit, surtout s'il résulte des circonstances de ce dépôt qu'il ne pouvait ignorer qu'il fût la suite d'un délit (3).

La seule réception et le recèlement de bois coupés en fraude constituent la complicité alors surtout qu'il n'a été fait aucune résistance pour empêcher le dépôt du bois volé et qu'il résulte, au contraire, que le bois prétendu déposé dans une cour, contre le gré du propriétaire, a été retrouvé caché dans une écurie (4).

(1) Paris, 5 juillet 1859.

(2) Deschesnes, *Droit pénal forestier*, p. 162 et suiv.

(3) Cass. 6 sept. 1811 P. chr.

(4) Cass. 28 juil. 1809 P. chr.

L'individu dans le jardin duquel on a trouvé des arbres provenant d'un délit est présumé jusqu'à preuve contraire les avoir coupés lui-même ; son allégation que ces arbres ont été introduits à son insu ne suffit pas pour détruire cette présomption (1).

A plus forte raison ceux qui ont acheté d'un garde forestier à eux connu, des bois pris illicitement parmi ceux qu'il était chargé de garder doivent être réputés complices du délit commis par le garde en vendant le bois et punis des mêmes peines ; l'allégation de ces prévenus que d'après un usage établi les gardes disposaient des bois de l'espèce de ceux qui avaient été vendus ne pouvant être une cause suffisante (2).

La jurisprudence que nous venons d'exposer est antérieure au Code Forestier, mais depuis la promulgation de celui-ci, rien n'a été changé et notre jurisprudence a même contribué à fixer le sens des articles 161 et 164 C. For., que l'on reconnaît en conséquence établir une présomption légale contre le détenteur.

Aussi a-t-il été décidé qu'il y a violation des articles précités lorsqu'un tribunal relaxe des prévenus chez lesquels des bois coupés en délit ont été trouvés, en se fondant sur ce qu'il n'était pas suffisamment établi que les prévenus

(1) Nancy, 24 oct. 1823 (cité par Meaume, *Comment*, n° 1153).

(2) Cass., 9 février 1811. S. chr.

eussent eu la connaissance du délit; c'est en effet à ceux-ci qu'incombe l'obligation de détruire la présomption de culpabilité ou de complicité qui pèse sur eux (1).

Lorsqu'il résulte d'un procès-verbal que le bois trouvé en la possession d'un particulier est bien celui qui avait été coupé en délit, la simple allégation de cet individu qu'il avait acheté le bois ne suffit pas pour établir sa bonne foi (2).

En tout cas la présomption qui pèse sur le détenteur n'est que *juris tantum* et peut tomber devant les preuves fournies ou devant celles qui résultent des pièces du procès. Nous en trouvons un exemple dans un arrêt de la Cour de Besançon : « Considérant que si le procès-verbal du garde forestier B..... constate qu'un arbre, essence épicéa, a été coupé en délit dans la forêt de Noirmont et a été transporté à Gellin où il a été planté en terre, appuyé et fixé à la maison du prévenu, il n'est point prouvé que ce soit à sa participation ou en exécution de ses ordres; qu'au contraire ces circonstances que cet arbre n'a point été divisé dans sa longueur, qu'il se trouvait surmonté d'un drapeau tricolore et planté en évidence devant sa maison, démontre que ce n'est point par son fait; mais qu'il est présumable que selon l'usage du lieu et pendant

(1) Cass., 15 fév. 1833. S. 33, 1, 193.

(2) Metz, 8 avril 1835 (Dal. Rep., v. Forêts, n° 327).

la nuit qui a précédé le jour où le délit a été reconnu, des jeunes gens de la commune ont voulu causer une surprise à R....., récemment nommé sous-lieutenant de la garde nationale, en plaçant à son insu ce mai devant sa maison ; mais attendu que si les auteurs du délit ne sont point connus, le tribunal doit néanmoins prononcer la confiscation du corps du délit. Par ces motifs, renvoie R..... sans peine, amende, ni dépens » (1).

Etant donnée l'importance de cet élément du recel qui est la connaissance, il est naturel qu'il doive être mentionné d'une manière spéciale et non équivoque dans le jugement ou l'arrêt de condamnation (2).

L'arrêt qui ne constatera pas que le recel a eu lieu sciemment tombera sous la censure de la Cour de Cassation.

« La Cour, attendu que, en matière de complicité par recel, ceux-là seuls, aux termes de la loi, sont punissables qui ont sciemment recélé en tout ou en partie les objets enlevés, détournés ou obtenus à l'aide d'un crime ou d'un

(1) Besançon, 8 mars 1841 (Dal. Rep., v. *Forêts*, n° 329).

(2) Carnot, *C. Pén.*, art. 60, n° 20 et art. 62, n° 1 ; Legraverend, t. I, ch. 3, p. 144, note 4 et p. 146 ; ch. XI, p. 446 ; Merlin, *Rep.* v° *recéleur*, n° 2 et Quest., v° *accusation*, § 7 ; Chauveau, F. Hélie et Villey, t. I, n° 308 ; Blanche, t. II, n° 155, 156. — La question au jury portant cumulativement sur le fait de nantissement et sur la connaissance est complexe et nulle. Cass., 6 Vent., an VII ; 15 Frim. an VIII ; 27 Pluv., an IX.

délit ; — Et attendu que le jugement du Tribunal correctionnel d'Oran, que l'arrêt attaqué n'a fait que confirmer, en en adoptant purement et simplement les motifs, s'est borné, après avoir constaté d'une façon régulière que M... avait soustrait frauduleusement une somme de 260 francs au préjudice d'un tiers, à déclarer que M... B... A... s'est rendu complice d'un vol par recel ; Attendu que cette déclaration est insuffisante pour établir que M... B... A... a su que la chose par lui reçue provenait d'un vol et que par cela même elle ne constate pas qu'il ait commis sciemment le délit qui lui est imputé ; attendu, en conséquence, que l'arrêt attaqué a violé dans sa partie essentielle l'article 62 C. Pén. et qu'il a ainsi encouru la censure de la Cour de Cassation, casse... » (1).

La circonstance que le recel a été commis sciemment doit figurer à peine de nullité dans les questions soumises au jury quand elle a été relevée dans l'arrêt d'accusation encore bien que l'acte d'accusation aurait négligé de la reproduire (2).

Est nulle la déclaration du jury qui, interrogé sur un fait de recélé, se borne à répondre que l'accusé est

(1) Cass., 25 déc. 1880. D. 81. I. 96. V. aussi 12 sept. 1812 S. chr. ; 26 sept. 1817 S. chr. ; 20 juillet 1882. D. 83. 5. 118.

(2) Cass., 5 janv. 1871. D. 71. I. 190. V. aussi Cass., 17 avril 1863. D. 63. 5. 84 ; 4 avril 1878. S. 78. I. 440.

coupable pour avoir recélé, mais sans s'expliquer sur le point de savoir si c'était avec connaissance du vol (1).

Si dans ses réponses le jury a omis de mentionner la connaissance, il est du devoir de la Cour d'assises de le renvoyer délibérer de nouveau : « La Cour, attendu que le jury avait été interrogé sur cette question : J... M..., M... L... L..., V^e M..., et L... M..., se sont-ils rendus complices du vol pour avoir recélé sciemment tout ou partie de la chose volée ? Que néanmoins le jury s'était borné à répondre que J... M... et M... L... L... étaient recéleurs et coupables de complicité, sans déclarer qu'ils eussent recélé sciemment ; — que cette réponse étant incomplète puisqu'elle était muette sur le caractère criminel du recel tel qu'il avait été établi dans la question ; que dès lors il était du devoir de la Cour d'assises de renvoyer les jurés dans leur chambre pour délibérer de nouveau ; d'où suit qu'en l'ordonnant ainsi elle n'a fait que se conformer au vœu de la loi... » (2).

La constatation de la connaissance est exigée, mais aucune formule sacramentelle n'est imposée. Toute autre expression peut remplacer le terme *sciemment* pourvu qu'il n'en résulte aucune ambiguïté sur la réalité de la connaissance, « attendu que le mot *sciemment* n'est que

(1) Cass., 15 août 1818. S. chr. ; 7 avril 1827 S. chr. ; 14 sept. 1852. P. chr. ; 12 janv. 1855. P. chr. ; Sic Chauveau, F. Hélie et Villey, T. I, n° 508.

(2) Cass., 17 fév. 1820.

l'expression abrégée des circonstances du fait incriminé et que l'énonciation de ces circonstances équivalait pleinement à l'emploi de ce mot. » (1).

La condamnation d'un recéleur aux peines de la complicité est suffisamment motivée sur ce qu'il ne pouvait pas ignorer que les objets qu'il achetait n'appartenaient pas au vendeur, alors qu'il résulte du dispositif du jugement que ce vendeur ayant détourné les objets recelés l'acheteur était son complice et que sa complicité avait les caractères spécifiés par l'article 62 C. Pén. (2).

Lorsqu'il est dit dans la déclaration du jury qu'un accusé savait, au moment où il a participé par aide et assistance à un vol, que ce vol avait suivi un homicide volontaire, il en résulte nécessairement qu'il connaissait cette circonstance au moment où il a recélé les objets volés (3).

§ IV. — *De l'Intention frauduleuse*

Nous avons déjà dit qu'il fallait distinguer la connaissance de l'origine délictueuse de l'intention frauduleuse. Cette deuxième condition, bien qu'à l'inverse de la pre-

(1) Cass., 7 oct. 1824. P. chr. ; Chauveau, F. Hélie et Villey, T. I, n° 308.

(2) Cass., 26 nov. 1825. S. chr.

(3) Cass., 8 janv. 1824. S. chr.

mière elle ne soit pas formellement exigée par l'art. 62 C. Pén., n'en doit pas moins être sous entendue par ce motif que toute complicité suppose chez l'agent la volonté de favoriser l'infraction. Nous reconnaissons d'ailleurs, comme la suite le prouvera, qu'un lien intime unit nos deux conditions, quoique l'une ne suppose pas nécessairement l'existence de l'autre.

Mais si l'intention frauduleuse est essentielle quand pourra-t-on dire qu'elle existe ? On a pensé quelquefois que le fait de tirer profit des objets volés était la caractéristique de la mauvaise intention du recéleur (1). L'erreur est manifeste et dérive de la simple constatation de ce qui arrive le plus souvent. Loin d'exiger cette condition spéciale, la loi place sur la même ligne, implicitement dans l'art 62 et explicitement dans l'art. 380, ceux qui ont recélé ou appliqué à leur profit les objets volés. Aussi disons-nous, avec la grande majorité des auteurs et la jurisprudence (2), que cette circonstance du « profit tiré » est indifférente quant à l'existence du recel.

Cela a été notamment jugé, en matière de chasse, par un arrêt de la Cour de Cassation en date du 20 Juin 1877 :

(1) Chauveau F. Helie et Villey T. I. n° 509 ; Blanche T. II. n° 147 ; Garraud T. II. n° 262 ; Trébutien T. I. n° 700 ; Sebire et Carteret, v° *Complicité*, n° 54.

(2) Cass. 27 Pluv. an IX P. chr. ; 11 Sept. 1818, Bull. n° 119, 25 fév. 1819, S. chr. ; 16 Juillet 1857, D. 57. 1. 379.

« Sur le moyen tiré de la violation de l'art. 62 C. Pén. en ce que R.... père, poursuivi pour complicité par recel d'œufs de perdrix pris sur le terrain d'autrui, a été renvoyé des fins de la plainte, comme n'ayant pas agi avec une intention frauduleuse ; attendu que la Cour d'Aix a reconnu en fait que R.... fils, ayant enlevé sur un terrain appartenant à la commune de Roquevaire, des œufs de perdrix, les avait apportés à son père, à qui il avait déclaré comment il se les était procurés, et que celui-ci, les ayant reçus dans ces conditions, les avait conservés et mis couvrir sous une poule ; attendu que le fait ainsi constaté constituait la complicité par recel, peine prévue par l'art. 62 C. Pén. à moins que R.... père eût établi qu'il ignorait le délit dont son fils s'était rendu coupable ; attendu que l'arrêt attaqué déclare que R... père, sachant le fait délictueux imputé à son fils, avait été dans l'impossibilité de remettre les œufs dans le nid et qu'ainsi il n'y avait eu aucune intention frauduleuse de sa part à les détenir et à les conserver ; attendu en droit que le recel ne se constitue pas par le profit qu'on pourrait tirer de la chose détournée mais par le fait de sa détention volontaire, alors qu'on sait son origine délictueuse » (1).

En matière de contrebande l'art 53 de la loi du 28 Avril 1816 sur les douanes ne parle pas de « complice » mais

(1) D. 77. 1. 511.

« d'intéressé », d'où la question de savoir si le législateur s'est référé au droit commun ou s'il a exigé que l'individu qui prête son aide au contrebandier ait un intérêt. Sans entrer dans une discussion qui sortirait du cadre de notre sujet nous dirons, avec la majorité des auteurs, qu'à notre avis tout acte de complicité, intéressé ou non, tombe sous le coup de la loi pénale dès qu'il est établi, car si en pareille matière on ne devait comprendre dans les poursuites que les personnes qui doivent tirer bénéfice du délit on laisserait sans répression des actes qui auraient pour but de favoriser la contrebande au détriment du Trésor (1).

Puisque le profit importe peu, il en résulte qu'il n'y aura pas lieu de s'arrêter, comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire, au titre en vertu duquel on détiendra les choses délictueuses.

Nous avons également remarqué que les juges doivent plus difficilement reconnaître l'existence du recel quand il n'y a aucune trace de profit de la part du prétendu recéleur, mais on a voulu aller plus loin et tirer de cette absence de profit une autre conséquence, à savoir la con-

(1) La jurisprudence est divisée ; ainsi il a été jugé qu'un aubergiste chez lequel on trouve caché dans des lits des ballots renfermant du tabac étranger apporté par des contrebandiers doit être réputé complice aux termes du droit commun comme ayant reçu en dépôt et recélé sciemment des marchandises prohibées (Besançon 2 Juin 1885, Dal. *Rép. Suppl.* v^o *Douanes* n^o 756), mais d'autres décisions semblent exiger que les prévenus aient été intéressés au fait de contrebande.

damnation du recéleur à une peine inférieure. Tel était l'avis de nos anciens jurisconsultes (1). Néanmoins on s'est, en général, rangé à l'opinion contraire. Il y a plutôt en effet un motif moral plus fort pour punir le recéleur désintéressé que celui qui a trouvé un avantage dans le recélé, car la volonté du premier n'a été que de prêter son aide à l'infraction, tandis que le motif d'intérêt a pu prévaloir chez le deuxième, et il vaut mieux recéler par intérêt que par le seul motif de favoriser le crime (2).

La plupart des Codes étrangers n'exigent pas plus que le nôtre le but du lucre dans le recel. Il en est ainsi notamment des Codes de l'Autriche (§ 185, 186), de la Suède (Ch. XX, § 16), de la Belgique (art. 505), de Fribourg (art. 253), de Zurich (§ 178), de Genève (art. 334) etc. Mais il en est autrement dans les Codes hollandais (art. 416), hongrois (art. 370) et dans le projet de Code autrichien (§ 273).

La caractéristique de l'intention frauduleuse n'est donc pas le profit tiré ; cette intention se manifeste d'une façon plus vague et l'on peut seulement dire qu'elle apparaît

(1) Chassanée sur la *Cout. de Bourgogne*, rubr. 1, § 5, n. 12. Farnacius disait notamment « *receptans furtum seu fures punitur eadem pœna, quando sic receptavit animo receptandi aliquid, aliter secus* » (quest. 155, n° 101). V. aussi Jousse, t. IV, p. 243.

(2) Le Sellyer, *Tr. de la crim. et de la pén.*, t. II, n° 416 ; Legraverend, t. I, p. 144 ; Rauter, n° 114 ; Trébutien, t. I, n° 189 ; Ortolan, n° 1310.

dans le dessein de favoriser le crime en procurant à soi-même ou en procurant à autrui des bénéfices illégitimes.

L'intention frauduleuse ne résulte pas nécessairement et de plein droit du fait de retenir les objets soustraits sans avoir dénoncé le voleur, car on sait d'une part qu'on ne doit pas être réputé complice par cela seul qu'on s'abstient de dénoncer le coupable, et d'autre part que le seul fait d'être trouvé détenteur des objets provenant d'un crime ou d'un délit n'implique pas absolument la culpabilité. — Enfin, disons que l'intention frauduleuse ne nécessite pas l'existence d'un concert frauduleux entre l'auteur principal et le recéleur (1).

Il a été jugé que celui qui ne peut justifier d'aucune manière la possession d'objets soustraits peut être, par ce seul fait, déclaré coupable de complicité par recel (2).

L'intention frauduleuse résulte du fait qu'un négociant qui a reçu des marchandises obtenues par un autre commerçant à la suite de manœuvres frauduleuses, s'est efforcé d'en dissimuler la possession à l'aide de mentions mensongères sur ses livres (3).

(1) Par exception à la règle générale, l'ancien article 597, C. Com. disposait que le fait isolé de recélé ne constituait pas la complicité et qu'il fallait que ce recélé ait été le résultat d'un concert frauduleux entre l'auteur du fait et son complice (Chauveau, F. Hélie et Villey, t. I, n° 311).

(2) Cass. 4 avr. 1845, D. 45.1.246.

(3) Cass. 24 déc. 1869, D. 70.1.382.

L'intention frauduleuse implique l'idée de favoriser l'auteur principal (1). Aussi l'individu qui s'empare d'objets volés sans autre but que de se les approprier commet-il un vol ou un abus de confiance, non un recel (2).

Toutefois cette proposition n'est pas unanimement admise (3) et certains criminalistes pensent que le second voleur est complice par recel du premier et que, par suite, les circonstances aggravantes qui peuvent avoir accompagné le premier vol rejailliront sur le deuxième voleur. Un arrêt de Cassation décide en ce sens (4). W..... professeur dans une pension de Nantes avait été condamné à cinq ans de travaux forcés pour vol qualifié ; après sa condamnation on apprit qu'il avait confié à D..... porte-clefs de la maison d'arrêt de Nantes l'endroit où il avait caché cet argent, et qu'il avait invité celui-ci à retirer l'argent de l'endroit où il était avec permission d'en garder la moitié

(1) Le Code Pénal de 1791 (part. I, tit. III, art. 1) exigeait formellement qu'on ait agi « dans le dessein du crime ». Notre Code n'a pas reproduit cette disposition considérant, mais à tort, que cet élément se confondait avec la connaissance. Garraud, t. II, n° 258.

(2) Chauveau, F. Helie et Villey, t. I, n° 309.

(3) La controverse est d'ailleurs ancienne. Pomponius admettait que celui qui volait le voleur pouvait être poursuivi par le propriétaire premier volé par l'*actio furti* « Si quis alteri furtum fecerit et id quod subripuit alius ab eo subripuit cum posteriore fure dominus ejus rei furti agere potest ». — Loysel disait aussi : « il est larron qui larron emble » (Instit. cout. n° 806 Ed. Laboulaye).

(4) Cass. 7 février 1854, P. chr.

et mandat de lui en apporter le surplus. On apprit aussi que D..... avait retiré l'argent mais n'avait donné à W..... que quelques pièces d'or. Une instruction eut lieu, confirma ces faits et la chambre du conseil ne voyant là qu'un vol simple renvoya D..... devant le Tribunal de police correctionnelle. Celui-ci se déclara incompétent voyant, en la matière, une complicité de vol qualifié. Les deux décisions ayant acquis l'autorité de chose jugée il fallut procéder par la voie du règlement de juges. La Cour de Cassation estima par des raisons de fait qu'il est inutile de rappeler, qu'il n'y avait pas lieu à règlement de juges mais elle n'en trouva pas moins l'occasion de qualifier les faits imputés à D.....; elle jugea que W..... ayant été condamné aux travaux forcés à temps, ceux qui auraient été ses complices par recélé commis sciemment seraient en cas de conviction passibles de la même peine et elle reconnut qu'en jugeant autrement on avait violé l'art. 62 C. Pénal et les autres articles du même code dont l'application avait été faite à W..... (1).

D'autres auteurs pensent qu'il y a lieu de faire une distinction selon que le tiers connaissait ou non l'origine délictueuse des objets. Il y aurait vol ou abus de confiance en cas d'ignorance puisqu'un des éléments du recel ferait défaut; dans le cas inverse, le tiers se serait rendu coupable

(1) Blanche, T. II n° 152.

de deux infractions, mais, par application de la règle de non cumul des peines, il ne subirait que la peine la plus forte. L'arrêt précédent de la Cour de Cassation, tout en ne faisant aucune distinction, serait une application de ces principes (1). Nous croyons néanmoins qu'il faut s'en tenir à l'opinion que nous avons émise, c'est-à-dire que l'individu qui s'empare d'objets volés dans le but de se les approprier commet un vol ou un abus de confiance ; il n'a pas en effet le dessein de favoriser le voleur et veut s'approprier frauduleusement les choses soustraites bien plus que les dérober à la justice.

C'est une question de savoir si l'on peut condamner pour complicité par recel la femme de l'auteur de la soustraction délictueuse. On a soutenu que cela était impossible. En vertu des principes du Droit civil la femme, dit-on, doit obéissance à son mari et est obligée d'habiter avec lui ; il serait donc injuste autant qu'immoral (2) de la punir car en recélant les objets volés elle ne veut que soustraire les pièces à conviction qui exposeràient son mari à la vindicte publique. Le devoir conjugal prime la question de

(1) Blanche, T. II n° 150 et suiv. ; Molinier et Vidal, T. II p. 260.

(2) « Gondebaud, roi de Bourgogne voulait que si la femme ou le fils de celui qui avait volé ne révélaient pas le crime, ils fussent réduits en esclavage. Cette loi était contre nature. Comment une femme pouvait-elle être accusatrice de son mari ? Comment un fils pouvait-il être accusateur de son père ? Pour venger une action criminelle il en ordonnait une plus criminelle encore » (Montesquieu, *Esprit des Loix*. L. xxvi ch. 4.

l'intention frauduleuse, laquelle en conséquence, n'a pas besoin d'être élucidée.

A l'appui de cette solution, on tire d'ailleurs argument des art 107 et 137 du Code Pénal abrogés par la loi du 28 avril 1832 qui exemptaient de toute peine la femme, les ascendants et descendants soit des auteurs de complots, soit des faux-monnayeurs qui n'auraient pas dénoncé les complots contre l'État ou l'existence d'une fabrique ou d'un dépôt de fausse-monnaie.

L'article 248 Code Pénal est invoqué dans le même sens. Après avoir prononcé la peine de trois mois d'emprisonnement au moins et de deux ans au plus, contre ceux qui auront recélé ou fait recéler des personnes qu'ils savaient avoir commis des crimes emportant peine afflictive, il en excepte les ascendants ou descendants, époux ou épouse même divorcés, frères ou sœurs des criminels recelés ou leurs alliés au même degré.

Si en vertu des art. 107 et 137 la femme qui ne dénonçait pas son mari n'était pas punissable ; si aujourd'hui encore elle peut impunément le recéler, ne doit-on pas la déclarer innocente lorsqu'elle recèle des objets dont la découverte exposerait son conjoint à une condamnation ?

La solution de la difficulté ne laisse pas que d'être assez délicate et nos anciens jurisconsultes l'avaient compris. Ils enseignaient en général que les proches parents qui re-

goivent des effets volés ne doivent pas être punis aussi sévèrement que le recéleur ordinaire s'ils ne sont pas participants du vol (1). Cette décision renferme une précieuse indication.

Avec la majorité des auteurs, nous ne saurions admettre en effet que l'état de la femme, en puissance de mari, rende l'accusée *incapable* d'être déclarée coupable de recélé d'effets détournés par celui-ci (2). Les dispositions du Code Civil ne sont point applicables aux matières criminelles car « elles règlent la constitution civile de la société conjugale et non la responsabilité légale que peuvent encourir, pour crime ou délit, les époux, non comme époux, mais comme individus. » D'ailleurs, dans la doctrine contraire, la femme pourrait devenir un agent d'autant plus dangereux qu'elle serait à l'avance assurée de l'impunité.

(1) Farinacius, *quest.* 168 n. 160 Jousse T. IV p. 244. — « A l'égard des concubines des voleurs qui demeurent avec eux elles ne peuvent être excusées par le même motif et cette simple connaissance des crimes commis par ceux qui les entretiennent suffit pour rendre ces femmes coupables et pour les faire punir non de la même peine que les principaux auteurs du crime (à moins qu'elles n'y aient participé elles-mêmes), mais d'une autre peine moindre et proportionnée aux circonstances et à la qualité des personnes ». Jousse T. I, tit. 2 n. 45.

(2) Bourguignon, *Jurisp. crim.* sur l'art. 62 C. Pén. ; Legraverend, t. I, chap. 3, p. 147 ; Rauter, t. I, n° 124 ; Duverger, *jug. d'instr.*, t. I, n. 34 ; Carnot, C. Pén., art. 59, n. 8 ; Chauveau, F. Helie et Villey, t. I, n. 310 ; Garraud, t. II, n. 262 ; Molinier et Vidal, t. II, p. 258 ; Blanche, t. II, n. 149 ; Le Sellyer, *tr. de la crim.*, t. II, n. 409 ; Sebire et Carteret, v° *Complicité*, n. 57.

En tous cas, il ne suffira pas que les objets volés par le mari soient déposés au domicile conjugal, pour que la femme puisse être accusée de recélé, il faudra que les objets aient été recelés par elle-même sciemment et volontairement. Ce sera d'ailleurs, aux jurés ou aux juges, à apprécier les circonstances, tâche délicate il est vrai, et s'il leur paraît que la femme n'a eu aucune intention frauduleuse, qu'elle n'a reçu les objets volés que par l'effet d'une contrainte morale, qu'elle ne les a conservés que pour ne pas rendre manifeste le délit de son mari, sans s'arrêter au fait matériel, ils la déclareront alors non coupable de recélé.

Conformément à ces principes, la Cour de Cassation a jugé qu'est coupable de recélé, la femme qui recèle, dans une intention frauduleuse, les objets volés par son mari : « attendu que si le recélé mentionné à l'art. 62, C. Pén., n'est punissable qu'autant qu'il est le résultat de la volonté de celui à qui on l'impute, c'est au jury seul qu'il appartient de déclarer cette volonté ; que dans l'espèce, la question posée par le président l'a été en ces termes : « L'accusée s'est-elle rendue coupable en recélant le ballot volé, sachant qu'il provenait d'un vol ? » Que de la réponse affirmative du jury à cette question, il résulte nécessairement non pas seulement que la femme H....., a souffert que le ballot qu'elle savait avoir été volé fût déposé dans la maison qu'elle habitait, mais qu'elle l'y a volontairement

recélé elle-même ; qu'ainsi sa condamnation a été une juste application de la loi pénale..... » (1).

D'un autre côté, il a été jugé que ne saurait être déclarée complice des détournements commis par son mari, alors même qu'elle aurait cherché à dissimuler ces détournements par des moyens plus ou moins repréhensibles, la femme qui a agi sous la pression du mari et qui n'a pris aucune part aux détournements (2).

Ce que nous venons de dire à l'égard de la femme, nous le dirons aussi à l'égard du mari, des ascendants et descendants, des frères et sœurs et alliés au même degré, car les raisons de décider sont sensiblement les mêmes.

Quant aux Codes étrangers, ils sont presque tous d'accord pour admettre l'impunité sans distinction apparente, au moins dans les textes. C'est ainsi que le Code Pénal italien, dans son art. 225 *in fine* décide que celui qui commet un recel, dans l'intérêt d'un proche parent, est exempt de peine. Le Code Pénal des Pays-Bas répète à peu près la même formule (art. 89). L'Allemagne et la Suède ont aussi des textes analogues, etc. Du moins, la distinction que nous avons indiquée, est consacrée par le Code pénal réformé de l'Espagne (art. 17), et par le nouveau Code Pénal du Portugal (art. 23).

(1) Cass. 15 mars 1821. S. chr. *Comp. en matière de recel de personnes*.
Cass. 25 mars 1854, *Bull. crim.* n. 80.

(2) Douai, 25 août 1859. D. 60. 2. 33.

Ce que nous avons dit jusqu'ici de l'intention frauduleuse en a montré les caractères et prouvé l'existence distincte. Il résulte de cette constatation que si la condition d'intention frauduleuse n'est pas remplie, il ne pourra y avoir de complicité par recel.

Ainsi il a été jugé que celui qui achète d'un garde forestier des arbres sachant qu'ils appartiennent à l'État n'est point complice par recélé s'il a cru que le garde forestier agissait dans son droit en vendant (1).

De même, il n'y aura pas recélé de la part de celui qui recèle dans l'intention de remettre la chose au véritable propriétaire (2), ni de la part de celui qui reçoit les effets volés pour faciliter l'arrestation du voleur (3).

(1) Cass. 11 Vent. an 5 (Dal. *Rep.* v^e *Complice*, n. 209).

(2) Cass. 27 pluviose, an IX. Mais qu'en sera-t-il, lorsque le possesseur, au lieu de remettre l'objet au propriétaire, le remettra à l'auteur de l'infraction en se faisant restituer le prix ? Les casuistes, notamment saint Liguori, pensaient que le possesseur peut rendre la chose à l'auteur du délit « *Utrum emptor rei furtivæ possit illam furi restituere ad recuperandum pretium ? — Tenet quod possit, quia in hoc non infert domino damnum cum reponat reus in eodem statu in quo erat* » ; l'acheteur, dit-on, peut résilier le contrat de suite : « *Ad rescindendam emptionem illam certum jus habeo, et eam rescindendo licitam actionem facio.* » (*Théolog. moral.* Lib. IV, t. V, p. 336.) C'est là une morale trop facile. C'est participer à une soustraction coupable que restituer cette chose au voleur. (Molinier et Vidal, t. II, p. 258.)

(3) On a même jugé que le dénonciateur qui a été autorisé à recevoir chez lui des effets volés pour faciliter l'arrestation des voleurs ne peut, dans le cas où il retiendrait à son profit une partie des effets,

Dans les pays qui font du recel un délit spécial, l'existence distincte de l'intention frauduleuse aura son intérêt au point de vue de la compétence. Ainsi la Cour de Cassation belge, dans une espèce où le recéleur avait reçu à Paris des titres dont il connaissait la provenance délictueuse, a déclaré compétente la juridiction belge parce qu'il était prouvé en fait que l'intention frauduleuse ne s'était manifestée qu'en Belgique (1).

Si tout ce que nous avons vu donne à l'intention frauduleuse une vie propre, il ne faut cependant point exagérer sa séparation d'avec l'élément de connaissance. La preuve du lien qui rattache nos deux conditions se retrouve d'abord dans ce fait que la déclaration du jury que le recéleur a agi sciemment contient d'une façon implicite

être puni comme complice par recélé (Cass. 11 brum. an XII. P. chr.) Cela s'explique par ce fait qu'il n'avait pas *reçu* les objets volés avec l'intention de favoriser le délit. Dans l'opinion que nous signalions tout à l'heure, le dénonciateur aurait dû, au contraire, être condamné comme complice par recélé puisqu'il avait connaissance de l'origine délictueuse, à moins qu'on ne soutienne que le titre de la détention a purgé le vice de la chose dérobée.

(1) Cour de Cass. belge, 2 oct. 1885 (Clunet, 1887, p. 649). On pourrait rapprocher de cette décision, un arrêt de la Cour de Douai, du 18 décembre 1882 (D. 84, 2, 49), qui, en matière d'épaves (v. *supra*, p. 97), c'est-à-dire dans un cas de recélé tout spécial, a décidé que, la déclaration devant être faite aux autorités françaises, l'absence de déclaration, qui manifeste l'intention frauduleuse et constitue le recel, donne compétence aux tribunaux français, quel que soit le lieu où aient été trouvées les épaves.

qu'il a agi avec intention coupable (1). Elle se retrouve aussi dans ce fait que là où il n'y aura pas besoin de prouver la connaissance, il ne sera pas utile de s'arrêter à la question d'intention ; c'est ce qui a lieu en matière forestière (2).

SECTION II

De la pénalité applicable en matière de complicité par recel de choses.

La pénalité est la fin de toute législation criminelle ; manifestation extérieure de la force, elle se légitime par la justice de ses dispositions et, pesée dans la balance de l'équité, elle devrait offrir à nos yeux l'image immuable de l'absolu. Sans doute une exacte réglementation pratique des infractions concourt à la réalisation de l'œuvre, mais elle n'est cependant qu'un moyen d'atteindre plus sûrement le but final, la peine ; celle-ci, en effet, véritable pierre de touche d'un système répressif, en détermine seule la va-

(1) Cass., 26 prairial, an VIII ; 23 floréal, an XI ; 10 avril 1818, P. chr. — Angl., Cass., 17 therm., an V ; 4 fruct., an V ; 13 fruct., an V ; 21 prair., an VI (Dal. Rep. v° *Complice*, n° 222, 223. La question qui pouvait être controversée avant le Code 1810, ne saurait plus l'être aujourd'hui.

(2) Cass., 28 juillet 1809, P. chr. ; 6 sept. 1811, P. chr.

leur en répondant, selon ses mérites, aux données précises de la raison comme aux secrètes aspirations de la conscience. L'étude détaillée que nous avons faite jusqu'ici ne nous a guère permis d'apprécier notre loi sur le sujet qui nous occupe; c'est que les conditions requises en matière de recel dérivent de la nature de l'infraction et s'imposent d'elles-mêmes, que l'on fasse du recel un délit spécial ou un mode de complicité. Il en est différemment de la question de pénalité et il importe beaucoup alors de se rallier à l'une ou l'autre opinion. Ainsi s'explique que, dans les législations modernes, nous retrouvons, identiques ou sensiblement analogues, les conditions du recel que nous avons étudiées, tandis que la sanction diffère du tout au tout. C'est donc à ce dernier point de vue qu'il est surtout intéressant de mettre en regard de notre Code les Codes étrangers, et nous verrons, en terminant, qu'on peut en effet y puiser un utile et précieux enseignement.

Nous ne reviendrons pas sur l'erreur du législateur qui a cru devoir admettre une complicité *a posteriori* et a fait ainsi rentrer le recel dans la théorie générale de la complicité. Laissant de côté le fond même de la discussion, le moment est venu de tirer des conséquences du système légal le plus puissant argument qui le combatte. L'idée dominante est l'assimilation du complice à l'auteur principal; nous allons voir, qu'après bien des complications et des difficultés, elle n'aboutit qu'à une flagrante injustice.

Au reste, il faut bien comprendre la portée de cette assimilation car elle expose à des méprises, et nous nous en rendrons compte en passant successivement en revue les diverses questions que la pratique a soulevées et qui se rattachent d'ailleurs aux règles, que nous supposerons connues, de la complicité.

L'indivisibilité d'un délit entraîne l'indivisibilité de la procédure. Le principe est applicable même aux complices par recel bien que leur participation n'ait pas été concomitante au délit (1). Le recéleur, atteint des peines de la complicité, c'est-à-dire de celles qui frappent l'auteur principal, est donc justiciable des tribunaux auxquels l'action principale est déferée.

Ainsi c'est devant les Cours d'assises que doit être traduit un individu accusé d'avoir recélé sciemment des objets volés par un autre individu précédemment condamné pour ce fait à cinq ans de travaux forcés (2).

On sait qu'il peut y avoir conflit de compétence entre des juridictions spéciales et des juridictions ordinaires, d'où des questions controversées entre les auteurs. Mais, quelque parti que l'on prenne dans le débat, il est certain que l'indivisibilité de la procédure n'est en jeu que si tous les prévenus sont compris dans la même instance.

(1) Cass., 17 oct. 1854. S. 55, 1, 55.

(2) Cass., 7 février 1854. P. chr.

Ainsi il a été décidé, que lorsque les auteurs d'un vol, justiciable à raison de ses circonstances d'une cour spéciale, ont été jugés, il n'y a pas lieu de traduire devant la même cour, le complice pour recélé qui n'est poursuivi que postérieurement (1).

La règle que le recélé se confond avec la complicité, quelque simple qu'elle apparaisse à première vue, ne laisse pas que d'être assez délicate dans son application, et cela, parce qu'il s'agit précisément d'une complicité *a posteriori* distincte et séparée du délit primitif. Tout en restant sur le terrain de la procédure, un certain nombre d'exemples vont en effet nous en convaincre.

La puissance des faits a conduit à regarder la complicité par recel comme quelque chose de spécial, et à décider notamment qu'une poursuite pour complicité englobait nécessairement tous les modes de complicité à l'exception de la complicité par recel (2).

Par application de la même idée on ne saurait, dans l'acte d'accusation ni par conséquent dans les questions posées au jury, substituer une accusation de complicité par aide et assistance à une accusation de complicité par recel, car il s'agirait d'une accusation nouvelle, et, à ce titre, prohibée. « La Cour, Vu l'art. 271 C. I. C., attendu

(1) Cass., 22 juillet 1808. S. chr.

(2) Morin, *J. du dr. Crim.* 1860, n° 8649.

que par son arrêt du 20 fév. 1832, la Chambre d'accusation de la Cour Royale de Toulouse a déclaré qu'il y avait des charges suffisantes contre la femme L....., de culpabilité pour avoir sciemment recélé tout ou partie des objets volés par un domestique au préjudice de son maître, crime de complicité prévu et puni par l'art. 62, C. P., et renvoyé cette femme devant la Cour d'Assises sur cette accusation ; qu'en contravention à l'art. 271, C. I. C., le procureur général près la Cour royale de Toulouse, par le résumé de son acte d'accusation, ajouta contre la femme L...., l'imputation d'avoir, avec connaissance, aidé et assisté l'auteur de ce vol domestique ; que le procès-verbal des débats constate que la question a été posée au jury avec cette double accusation de complicité par aide et assistance et de complicité par recélé non comme résultant des débats mais bien du résumé de l'acte d'accusation, que le jury n'a rien répondu sur l'accusation de complicité par recélé qui lui était renvoyée par l'arrêt précité, mais qu'il a été interrogé et qu'il a répondu sur l'accusation de complicité par aide et assistance, qui ne lui était pas déférée par ledit arrêt de renvoi ; que la complicité par aide et assistance suppose une coopération au crime et est toujours punie des mêmes peines que le crime principal ; que la complicité par recélé en diffère par les circonstances du temps et par la nature de la peine, puisqu'au cas de l'art. 63, C. P., la complicité par

recélé est punie des peines moindres que la complicité du crime lui-même et qu'au cas prévu par le 2^e al. de l'art. 380 du même code, le recéleur peut être poursuivi alors que le complice par aide et assistance ne peut pas l'être; d'où suit la conséquence qu'une accusation dans l'espèce a été substituée à une autre, *Casse....* » (1).

Réciproquement il a été jugé que l'individu renvoyé devant le tribunal correctionnel pour complicité par aide et assistance ne pouvait être condamné pour complicité par recel, à moins qu'il n'ait accepté les débats sur ce nouveau chef de poursuite (2).

Enfin, toujours en vertu de l'idée susénoncée, serait complexe, et par conséquent nulle, la question au jury qui comprendrait à la fois le fait de complicité par aide et assistance et celui de complicité par recel : « Attendu que le recélé, tel qu'il est défini et réprimé par les art. 62 et 63 du C. Pén. ne suppose pas nécessairement une participation directe au vol au moyen duquel les objets recelés ont été obtenus, puisqu'on ne peut participer à un crime qui déjà est consommé; que si le recélé, par ses relations avec le vol, et comme devenant en quelque sorte le complément de ce crime, a été assimilé par la loi à la complicité définie et punie par les art. 59 et 60 C. P.,

(1) *Cass.* 22 juin 1852. S. 55. I. 110.

(2) *Cass.* 18 déc. 1875. D. 76. I. 255.

le législateur a en même temps, par l'art. 63, établi une différence positive entre la peine du recélé sciemment fait, mais sans connaissance de certaines circonstances, énumérées dans cet article, qui auraient accompagné le vol, et celle du recélé qui a lieu avec cette connaissance; que cette distinction et cette atténuation dans la peine démontrent que le législateur, tout en rangeant les recéleurs parmi les complices, en ne leur reconnaissant pas dans tous les cas la même criminalité, n'a pas voulu que toujours, et comme le porte l'art. 59 C. Pén. à l'égard des complices, ils fussent punis de la peine encourue par l'auteur du crime; attendu qu'il suit de là, que les faits qui constituent le crime de recélé d'après les art. 62 et 63 C. Pén. ne peuvent être confondus avec ceux qui, suivant l'art. 60 du même Code, présentent le caractère de la complicité criminelle, qu'il ne pourrait dès lors être compris dans une seule question et résolue par un vote unique du jury, sans violer les dispositions des articles 2 et 3 de la loi du 13 mai 1836..... » (1).

La complicité par recélé, qui diffère des autres modes

(1) Cass. 22 juil. 1847. S. 47. 1. 859; V. aussi Cass. 6 oct. 1864, *Bull. crim.* n° 238; 28 déc. 1875, S. 74. 1. 259; 20 juin 1889, D. 89. 5. 155; 11 sept. 1890, *Bull. crim.*, 5. 189. Garraud, t. II, n° 248; Blanche, t. II, n° 117. — Mais un prévenu peut, par des questions distinctes, être déclaré à la fois complice par aide et assistance et complice par recel, Cass. 27 déc. 1872, D. 72. 1. 475. — Rappelons enfin, à propos des questions posées au jury, qu'elles doivent, comme nous l'avons.

de complicité, n'est pas, du moins, un fait autre que le vol lui-même et reste une simple modification du fait principal (1). Il a donc été décidé à bon droit que le recel peut, dans une accusation de vol, faire l'objet d'une question au jury comme résultant des débats (2), et aussi que l'accusé ne peut se faire un moyen de nullité de ce que le président aurait posé une question spéciale touchant le recel, quoique celui-ci n'eût pas été visé dans l'acte d'accusation (3).

Nous n'avons vu jusqu'ici que des conséquences secondaires de l'assimilation du complice par recélé à l'auteur

vu, au cours de cette étude, mentionner les divers éléments auxquels est subordonnée l'existence du recel. — M. Blanche, t. II, n° 156, donne un modèle de rédaction pour les questions à poser au jury.

(1) Pour apprécier celui-ci il n'y a pas à tenir compte du recéleur, lequel ne doit point compter dans le chiffre des personnes pour faire aggraver la peine comme on serait cependant conduit à le dire par une interprétation littérale des textes; mais la fiction qui répute le recélé acte de complicité du vol reçoit ici une limite qui dérive de la nature même des choses, car la loi n'a pu faire que le recélé ne fût postérieur au vol. La Cour de Cassation a décidé dans ce sens que deux individus prévenus l'un d'avoir commis un vol la nuit, l'autre d'avoir recélé les objets volés ne doivent subir que la peine du vol simple. Cass. 11 sept. 1818, S. chr.; 4 avril 1844, P. 44. 1. 744; Bourguignon, sur l'art. 62; Le Sellyer, n°s 656, 657; Chauveau, F. Hélie et Villey, t. I, n° 515.

(2) Cass. 13 août 1818, S. chr. Le président de la Cour d'Assises peut en effet poser des questions nouvelles comme résultant des débats, pourvu qu'il ne se réfère pas à un fait criminel nouveau et distinct de ceux qui font l'objet de l'acte d'accusation.

(3) Cass. 30 juin 1851, P. chr.

du délit ou du crime ; elles ne visaient, en effet, que le moyen d'arriver à la pénalité, tandis que la conséquence capitale est l'assimilation dans la pénalité elle-même. Pour donner à l'infraction sa qualification légale, il faut envisager la personne de l'auteur principal, mais la loi a cru, sans raison, que ce principe conduisait à décider qu'il fallait toujours considérer cet auteur pour déterminer la peine applicable au complice (1), et, dans son article 59, elle a disposé que « les complices d'un crime ou d'un délit seront punis de la même peine que les auteurs mêmes de ce crime ou de ce délit. » Sans entrer dans une discussion, d'un caractère trop général, sur les diverses interprétations qui ont été données de cet article, nous admettons, avec la majorité des auteurs, que le législateur a voulu dire que les complices seraient punis de la même peine que celle prononcée par la loi contre le crime ou le délit commis par l'auteur principal (2).

Nous ne reviendrons pas sur la justification qu'on a cru trouver de l'article 59 du Code Pénal dans l'idée que celui qui s'associe aux crimes d'un autre peut paraître s'associer à la peine de l'auteur principal. Nous en avons montré, dès le début, le mal fondé, et, en en découvrant

(1) Garraud. T. II, n° 273.

(2) Garraud. T. II, n° 271.

l'injustice, nous en avons aussi indiqué le remède. Sans doute notre Code n'a posé la règle de l'assimilation qu'au point de vue de la culpabilité *absolue*, laissant mesurer la culpabilité *relative* aux juges de l'infraction, mais outre l'arbitraire qui doit résulter d'une pareille législation, ne fait-on pas quelque peu dévier les circonstances atténuantes de leur rôle, qui est plus de tenir compte de faits purements individuels, que de corriger la loi dans son principe ? (1). L'iniquité, comme nous l'avons dit, est surtout manifeste pour la complicité *a posteriori*, spécialement pour le recel, qu'il faudra, au moins le recel d'occasion, détacher de la théorie de la complicité quand nous procéderons à un remaniement d'ensemble de notre législation pénale.

Pour étudier la pratique de notre article 59 et en délimiter l'étendue d'application, nous allons, conformément à l'idée qu'il faut se tourner vers l'auteur principal pour décider du complice, examiner successivement, en premier lieu, l'influence de l'impunité de l'auteur principal, et, en second lieu, l'influence des circonstances aggravantes ou atténuantes, sur le sort du complice par recélé.

(1) Si, en pratique, le complice, par suite d'une large application du système des circonstances atténuantes est ordinairement puni plus légèrement que l'auteur principal, il peut, en revanche, se trouver quelquefois plus sévèrement frappé que l'auteur. En tous cas, le recéleur ne peut, pas plus que les autres complices, se prévaloir des circonstances atténuantes admises en faveur de l'accusé principal. Cass., 20 déc. 1832. *Bull. crim.*, n° 503, 23 juil. 1840. D. 40. I. 429.

C'est une règle générale de la complicité que l'impunité de l'auteur de l'infraction ne saurait profiter au complice quand elle a sa cause dans une circonstance qui n'efface pas le caractère délictueux du fait incriminé. La culpabilité respective des codélinquants est indépendante et, en conséquence, le complice peut être puni là où l'auteur principal ne l'est pas.

Or, on peut ramener à trois les situations dans lesquelles l'un des codélinquants est à l'abri de toute peine sans que son impunité profite à ses complices. Nous ne ferons d'ailleurs que les énumérer puisqu'elles n'ont rien de spécial à la matière du recel. Le premier cas suppose l'existence, au profit de l'auteur principal, d'une cause de non culpabilité, l'auteur étant, par exemple, un enfant ou un fou ; le second cas, celle d'une excuse absolutoire (art. 100, 114 § 2, 213 C. Pén.) ; enfin, le troisième, celle d'une exception péremptoire et personnelle, c'est-à-dire d'une de ces circonstances qui empêchent ou suspendent, en droit ou en fait, l'action du ministère public contre l'auteur principal, d'une façon temporaire ou permanente (1) ; mais, à ce propos, il s'est élevé, sur l'interprétation de l'article 380 C. Pén., une controverse qu'il nous

(1) Ainsi, la cause qui paralyse toute poursuite contre les agents diplomatiques ne paralyse pas l'action dirigée contre leurs complices français. Nous avons vu enfin, *supra*, p. 125 et 126, que le complice pouvait être poursuivi bien que l'auteur du délit fût inconnu, absent ou décédé.

faut maintenant exposer, puisqu'elle touche d'une manière directe au sujet qui nous occupe.

Selon l'article 380 C. Pén., les soustractions commises entre proches parents ne donnent lieu qu'à des réparations civiles, mais le recéleur des choses détournées est puni comme coupable de vol. Quel est le fondement de l'immunité accordée aux parents ? Des auteurs pensent le découvrir dans l'idée antique de la copropriété familiale (1) ; les soustractions commises entre proches parents ne seraient donc pas des vols et la loi, en punissant le recéleur des objets dérobés, le frapperait en conséquence, non comme complice, mais comme auteur principal ; le recel, en un mot, deviendrait alors un délit spécial, *sui generis* (2). Nous ne croyons pas devoir adopter cette interprétation. Elle encourt d'abord le reproche de s'arrêter à une explication quelque peu nébuleuse pour nos idées modernes (3), la copropriété de famille ayant passé depuis longtemps dans le domaine de l'histoire (4). Elle se

(1) L'idée de copropriété devrait amener l'extension de l'immunité aux vols entre communistes et entre associés.

(2) Remarquons que dans ce système la prescription aurait son point de départ dans le recel et non dans la soustraction.

(3) L'immunité pénale a son origine en Droit romain, encore celui-ci est-il un peu contradictoire sur la question. *Inst., de obl. quæ ex deli. nasc.*, § 12 ; D. XXV. 2. L. I.-V. Desjardins, *Traité du vol*, n. 124.

(4) Ce qui prouve que notre législateur a abandonné l'idée de copropriété familiale, c'est qu'il laisse subsister l'action « en réparation civile », la *condictio furtiva* des Romains.

heurte enfin à un principe juridique, puisqu'il y a vol quand il y a appropriation de la chose d'autrui, comme le prouve la loi elle-même en qualifiant ainsi les soustractions qu'elle prévoit dans l'article 380. Le fondement de notre immunité pénale se trouve, à notre avis, dans une raison de convenance ; en effet, « les rapports entre les personnes désignées, lit-on dans l'exposé des motifs de l'article 380, sont trop intimes pour qu'il convienne, à l'occasion d'intérêts pécuniaires, de charger le ministère public de scruter les secrets des familles,... et de provoquer des peines dont l'effet ne se bornerait pas à répandre la consternation parmi tous les membres de la famille, mais qui pourraient encore être une source éternelle de division et de haine. ». Si telle est la raison de l'article 380, nous en tirerons cette conséquence contraire à celle que nous énoncions tout à l'heure, c'est-à-dire que la soustraction constitue un vol, mais que les parents échappent à toute punition en vertu d'une exception péremptoire et personnelle (1), le recéleur restant néanmoins atteint comme complice (2).

(1) Certains auteurs pensent qu'il s'agit plutôt d'une excuse absolue. Nous pensons que les relations de parenté entre le recéleur et le voleur ne constituent pas une excuse comme en matière de recel de personnes. Cass., 23 mars 1854. *Bull. crim.*, n° 80.

(2) Comp. les dispositions des Codes d'Allemagne, § 247 (modifié par la loi du 26 fév. 1876) ; d'Autriche, § 463 ; de Hollande, art. 316 ; d'Italie, art. 453 ; de Belgique, art. 462, etc. — V. enfin pour notre

Tandis qu'avec la solution que nous repoussons le recéleur sera puni des peines du vol simple, bien que la soustraction commise par le parent ou l'allié ait été accompagnée de circonstances aggravantes, il en sera tout autrement dans notre opinion, et la Cour de Cassation a, sur ce point, confirmé notre interprétation. Un arrêt du 8 octobre 1818 l'a spécialement décidé en ce sens.

Un nommé C..., déclaré coupable d'avoir sciemment appliqué à son profit une partie des objets volés par la femme Z... à son mari, la nuit, dans une maison habitée, fut condamné à 5 ans de réclusion. Il se pourvut en cassation et prétendit qu'il n'aurait dû être condamné qu'aux peines du vol simple. Son pourvoi fut rejeté : « Attendu que suivant le principe établi par l'article 59 du C. P., le complice d'un crime est passible des peines qu'aurait encourues l'auteur d'après la nature des circonstances aggravantes ; que, d'après l'article 380 du même Code, le complice par recélé de vol commis par la femme n'est pas admis à partager l'exemption de la peine accordée par cet article à la femme ; qu'ainsi, dans l'espèce, le demandeur, déclaré complice par recélé pour avoir appliqué à son profit partie des effets du vol commis par la femme

ancien droit deux arrêts du Parlement de Paris des 19 avril 1698 et 12 juillet 1708, et aussi Jousse, *Tr. de la just. crim.*, T. IV, p. 194 ; Muyart de Vouglans, *Lois criminelles*, p. 283 ; Rousseaud de la Combe, *Tr. des mat. crim.*, p. 40.

Z... sur son mari, la nuit, dans une maison habitée, a dû être puni de la peine de la réclusion que, sans le privilège à elle exclusivement personnel, la femme aurait encourue... » (1).

Quoi qu'il en soit le recéleur ne sera punissable en vertu de l'art. 380, C. Pén. que s'il s'agit d'objets « volés ». Aussi le mari, commun en biens, qui, après avoir quitté sa femme, lui enlève un objet qui doit faire partie de la communauté, ne commet-il aucun vol, ce qui met le détenteur de l'objet à l'abri de toute poursuite pour recel. « ... Attendu que R..., mari de Jeanne R..., était autorisé par les art. 1421, 1422 du Code Civil à disposer des effets mobiliers de la communauté conjugale existant entre lui et sa femme en vertu du mariage, et cette communauté n'ayant été dissoute par aucune des manières légales déterminées par l'art. 1411 du même code, il s'ensuit que lesdites soustractions et tentatives de soustractions ne constituent aucun fait qui soit défendu par la loi; que conséquemment elles ne peuvent être qualifiées crimes ou délits; qu'il s'ensuit, par une conséquence ultérieure, que la coopération aux dits faits de soustraction ne peut constituer une complicité punissable d'après l'art. 59, ni con-

(1) Cass., 8 oct. 1818 S. chr.; 24 mars 1838, S. 38. 1. 999; 6 juin 1859; S. 40. I. 613; Paris, 24 mai 1839. P. 39. I. 565; Bourges, 10 mai 1838. P. 38. 2. 547. Garraud, T. V, n° 101; *Contra*, Orléans, 16 déc. 1837. P. 38. I. 25, Carnot, sur l'article 380.

séqueusement donner lieu à l'application de la dernière partie de l'art. 380... »

Dans toutes les hypothèses que nous venons de mentionner, le complice, spécialement le recéleur, pourra donc se trouver atteint d'une peine alors que l'auteur principal y échappera. Le sort du complice par recélé est indépendant de celui de l'auteur de l'infraction (1), et le recéleur ne saurait tirer une exception de procédure ou une cause d'exemption de peine du seul fait que l'auteur principal n'a pas été poursuivi ou condamné (2). Une autre conséquence résulte des considérations que nous avons développées (3). La complicité punissable n'est juridiquement constatée en cour d'assises, que si la déclaration du jury embrasse les éléments constitutifs du délit et ceux de la complicité elle-même. Par suite si le recéleur comparait devant les assises en l'absence de l'auteur principal, la

(1) Ou plutôt il n'en est ainsi qu'autant que le renvoi d'instance n'a pas été motivé sur une cause opérant à l'égard de tous ceux qui ont participé à l'infraction, car s'il y avait, par exemple, en faveur du fait principal amnistie ou prescription, il ne pourrait être prononcé de peine contre le recéleur, puisqu'il n'en serait prononcé aucune contre le voleur (V. *supra*, S. p. 67 et s.), il y aurait d'ailleurs à envisager alors le cas où les codélinquants sont compris dans la même instance et celui où ils sont compris dans des instances séparées, hypothèses qui donnent lieu à des controverses dans l'exposé desquelles nous n'avons pas à entrer.

(2) Cass. 18 nov. 1880, D. 85, I, 159.

(3) Garraud, t. II, n° 270 ; Blanche, t. II, n° 112, 113, 157.

question posée au jury devra reproduire tous les éléments constitutifs ou aggravants du fait principal, puisqu'en supposant même qu'ils eussent été précédemment résolus contre l'auteur du crime, ils ne l'auraient pas été contra-dictoirement avec le complice (1). Il en serait différemment dans le cas inverse (2).

La complicité, se caractérisant par le fait principal, prend ou perd de la gravité suivant que celui-ci en prend ou en perd. Rappelons seulement ici les principes directeurs pour en montrer les applications au recel.

Les circonstances aggravantes subjectives, c'est-à-dire celles qui résultent de qualités personnelles à l'auteur principal ne peuvent nuire au recéleur, mais cette règle, admise sans conteste pour certaines circonstances aggravantes (récidive) est repoussée en jurisprudence pour d'autres (qualité de fils, d'officier public, de domestique, préméditation) et il a été jugé en conséquence que celui qui a

(1) Cass. 21 mai 1812, Dal. *Rép.* v°. *Complicité*, n° 241 ; 4 janvier 1879, *Bull. crim.*, n° 8, 31 août 1854, *Bull. crim.* n° 272, 4 mars 1882, S. 82, I, 238. — Mais le complice par recel subit les conséquences des circonstances aggravantes reconnues à l'égard de l'auteur principal alors même que la question relative aux circonstances aggravantes n'a été posée au jury qu'après la solution qu'il a donnée à la question concernant le fait de complicité par recel. Cass. 29 juin 1876, *Bull. crim.*, n° 150.

(2) Cass. 27 juin 1839, D. 39, I, 407 ; 8 juin 1843, S. 43, I, 550.

recélé des effets volés par un domestique est puni comme ce domestique (1).

Quant aux circonstances aggravantes objectives elles se communiquent à tous ceux qui ont pris part à l'infraction. Ainsi le recéleur d'objets soustraits par un vol qualifié peut être poursuivi par la voie criminelle (2), et si ces effets ont été escroqués à l'aide d'un faux il doit être puni comme le faussaire (3). De même le recéleur d'effets provenant d'un vol commis à la suite d'un meurtre doit être puni comme complice, non d'un vol simple, mais d'un meurtre suivi de vol (4).

La jurisprudence, qui assimile si rigoureusement le recéleur à l'auteur principal pour les causes d'aggravation, ne montre plus la même inflexibilité alors qu'il s'agit de causes d'atténuation, ou, tout au moins, elle admet des distinctions. Elle a décidé par exemple que le complice

(1) Cass. 9 juil. 1846. D. 46, 4, 457. — Il va sans dire que les circonstances qui aggraveraient (ou atténueraient) la culpabilité des complices, s'ils étaient eux-mêmes auteurs de l'infraction seront sans influence sur la culpabilité de l'auteur et par suite sur celle des complices et conformément à cette idée il a été jugé que le domestique recéleur des objets volés chez son maître n'est punissable que des peines du vol simple. Cass. 16 avril 1818 S. chr.; 6 oct. 1871, S. 72, I, 255.

(2) Cass. 7 fév. 1834, D. 34, I, 182.

(3) Cass. 16 mai 1828, S. chr.

(4) Cass. 29 oct. 1812; S. chr.; 12 avril 1813 S. chr.; 2 août 1867, D. 68, 5, 96.

par recel n'est pas moins punissable de la peine attachée au fait principal bien que l'auteur en ait été acquitté pour avoir agi sans discernement (1). Nous approuvons la décision tout en la trouvant peu logique dans le système de la jurisprudence.

Nous en tenant aux circonstances aggravantes, qui seules influent sur le sort des recéleurs, nous dirons du moins qu'il faut démontrer d'une façon absolue l'existence de ces circonstances à l'égard des auteurs principaux. Ne peut donc être condamné pour complicité de vol ou d'abus de confiance domestique le recéleur de soies détournées par des ouvriers s'il n'est pas démontré que le détournement commis par l'ouvrier l'a été au préjudice de son patron (2).

Le jury doit spécialement reconnaître dans ses réponses l'existence des circonstances aggravantes (3) et un accusé ne saurait par conséquent être condamné aux peines de la complicité d'un vol commis à l'aide d'effraction pour avoir recélé sciemment les objets qui en proviennent si la déclaration du jury n'exprime pas que ce vol a été commis

(1) Cass 21 nov. 1839. P. 46. 1. 495. V. *supra* p. 66, et pour les circonstances atténuantes, p. 135, note.

(2) Cass 12 déc. 1863. S. 67. 1. 463.

(3) Il y aurait nullité si le jury était interrogé par une seule question sur le recel et les circonstances aggravantes du vol. Cass 4 juil. 1844, P 44. 2. 573.

soit dans une maison habitée, soit dans des parcs ou enclos (1).

Il a aussi été jugé que lorsque le jury, après avoir déclaré l'accusé non coupable d'un vol avec circonstances aggravantes, a été interrogé subsidiairement sur le fait de recélé et a déclaré l'accusé coupable, mais en ajoutant qu'il n'a pas eu connaissance des circonstances aggravantes du vol, cette déclaration est insuffisante pour établir que le vol a été accompagné des circonstances aggravantes rappelées dans la question principale, et que, par suite, l'accusé ne peut être puni que comme complice d'un vol simple (2).

Tout ce que nous venons de dire conduit par *a fortiori* à déclarer contradictoire et nulle la réponse du jury qui porterait à l'égard de l'accusé principal que le vol a été commis avec effraction et à l'égard du complice par recélé que ce vol a été commis sans effraction (3).

Néanmoins il a été jugé qu'il n'y a aucune contradiction dans la réponse du jury qui déclare un accusé coupable avec circonstances de domesticité et de maison habitée, et qui, cependant, déclare en même temps un autre

(1) Cass 28 juil. 1826 P. chr.

(2) Cass. 27 mars 1834, S. 34. 1. 431. V. aussi Cass. 21 mai 1812 S. chr. ; 26 sept. 1817. S. chr.

(3) Cass. 16 juin 1859 S. 40. 1. 96. V. aussi Cass. 12 juil. 1859 S. 40. 1. 152.

accusé complice de ce crime par recélé, mais sans les circonstances aggravantes énoncées (1). La Cour de Cassation en donne pour raison que la déclaration du jury pouvait simplement signifier que le recéleur ignorait les circonstances aggravantes, mais l'explication est insuffisante puisque la Cour n'a pas à interpréter la réponse du jury et doit la prendre telle qu'elle est (2).

Quand est prouvée l'existence des circonstances aggravantes, peu importe que le recéleur en ait ou non connaissance (3), et nous ne trouvons qu'une seule exception à cette règle dans l'art. 63 C. Pén. que nous étudierons bientôt.

Il suit de là que c'est devant la Cour d'assises et non devant le tribunal correctionnel que doivent être renvoyés les complices par recélé d'un vol commis à l'aide d'escalade, bien qu'il soit reconnu en fait que ces complices ont ignoré l'escalade (4).

(1) Cass. 18 janv. 1828 S. chr.

(2) V. en ce sens Cass. 14 sept. 1837. P. 40. 1. 124.

(3) Chauveau, F. Helie et Villey t. I, n° 312; Blanche t. II n° 136; Garraud, t. II n° 281. Ce principe a d'ailleurs été justement critiqué : « Pour la complicité de même que pour tout autre fait punissable, ce n'est pas la matérialité de l'action, mais sa moralité qu'il faut apprécier..... La moralité des actions humaines a ses degrés, depuis l'innocence absolue jusqu'au plus grand crime. Le devoir de la justice est de distinguer ces degrés divers, et d'éviter la confusion funeste qui fait frapper de peines identiques des fautes essentiellement différentes (de Molènes, *De l'humanité dans les lois criminelles*). »

(4) Paris, 4 janv. 1838, P. 58. 1. 138.

En second lieu, le recéleur encourra la même peine que l'auteur principal quoiqu'il ait ignoré les circonstances aggravantes du crime (1), et même quoique le jury ait formellement exprimé qu'il n'avait pas eu cette connaissance (2).

Par suite il ne sera pas utile de poser au jury une question sur le point de savoir si le complice par recélé avait connaissance des circonstances aggravantes (3).

Après avoir posé le principe de l'assimilation entre les auteurs et les complices (4), l'art. 59 fait prévoir un certain nombre d'exceptions en ajoutant *in fine* « sauf les cas où la loi en aurait disposé autrement », restriction qui trouve sa confirmation relativement au recel dans certaines lois spéciales et dans le Code Pénal lui-même à l'art. 63 (5).

(1) Une foule de décisions ont statué en ce sens. V. notamment : Cass. 25 oct. 1811, S. chr.; 25 juin 1812, S. chr.; 26 nov. 1812, S. chr.; 26 déc. 1812, S. chr.; 22 mai 1817, S. chr.; 10 juillet 1817, S. chr.; 22 août 1817, S. chr.; 25 fév. 1819, S. chr.; 9 juillet 1846, D. 46.4.457; 24 mars 1853, D. 53.5.102; 8 mars 1866, *Bull. crim.*, n° 63; 2 août 1875, *Bull. crim.*, n° 217.

(2) Cass. 22 juin 1827, S. chr.

(3) Cass. 25 fév. 1819, S. chr.; 14 juil. 1837, P. 40.1.309.

(4) L'assimilation est reproduite par d'autres lois, notamment par la loi du 3 juil. 1844, sur les brevets d'invention qui, dans son art. 41, punit les recéleurs des mêmes peines que les contrefacteurs.

(5) Notons, au point de vue historique, que sous le Code de 1791, le vol, ni par conséquent le recel, puisque le recel n'était puni que quand il s'agissait du produit d'un vol, n'étant jamais puni de mort, on ne pouvait prononcer contre le recéleur des peines plus rigoureuses

A l'égard des délits de douanes, notamment, les règles générales de la complicité ne sont applicables que si des lois spéciales n'en ont pas édicté de plus sévères, et c'est ainsi que les peines qui atteindront les complices seront quelquefois plus graves que celles qui frapperont les auteurs principaux (1). Il convient d'ailleurs de signaler à ce propos une disposition non abrogée mais inappliquée d'après laquelle « quiconque cachera ou achètera des objets saisissables participera à une contravention aux lois de douanes et sera condamné à une amende de dix fois la valeur des objets cachés ou achetés en fraude » (2).

Pris d'un « sentiment d'humanité et de justice » (3) les rédacteurs du Code de 1810 décidèrent que « à l'égard des recéleurs, la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité ou de la déportation lorsqu'il y a lieu, ne leur sera

que celles portées par ce Code, quoique des lois postérieures eussent prononcé des peines plus graves dans le cas de certaines circonstances aggravantes, à moins que le recéleur n'eût pris part à ces circonstances. (Cass. 17 fruct. an IX, Dal. *Rép.* v° *Complicité*, n° 245). — De même il a été jugé que la loi du 11 Pluviose an IX, qui punissait de mort les vols commis avec certaines circonstances aggravantes, n'étendait point cette peine aux complices par recélé dont elle ne parlait pas. Cass. 14 Pluv. an XI, S. chr.

(1) L. 28 avril 1816, art. 53, § 1, 2. V. Thibault. *Traité du contentieux de l'administration des douanes*, p. 161, et s.

(2) Loi du 4 Germinal, an II, t. VI, art. 2. V. Pabon, *Traité des infractions du contentieux et des tarifs des douanes*, n° 91.

(3) Observ. de M. Target, *Loché*, t. XXIX p. 32.

appliquée qu'autant qu'ils seront convaincus d'avoir eu, au temps du recélé, connaissance des circonstances auxquelles la loi attache les peines de ces trois genres : sinon, ils ne subiront que la peine des travaux forcés à temps » (art. 63). En dépit de ses prétentions d'humanité la loi n'en parut pas moins d'une excessive sévérité en autorisant l'application de la peine capitale aux recéleurs. La jurisprudence résista. En 1812 une fille condamnée pour avoir recélé des objets volés à la suite ou à l'aide d'un meurtre, sachant que ce vol avait été précédé du meurtre, fut seulement condamnée par la Cour d'assises aux travaux forcés à temps. Sur le pourvoi du procureur général, la Cour de Cassation, par arrêt du 29 Oct. 1812, cassa la décision de la Cour d'assises et renvoya l'affaire devant une autre Cour (1); celle-ci, ayant statué comme la première, un nouvel arrêt, rendu sur pourvoi, cassa sa décision (2). Néanmoins la troisième Cour d'assises se refusa encore à prononcer la peine de mort. Mais sur la demande de la Cour de Cassation, formée en vertu de la loi du 16 Sept. 1807, en interprétation de la loi, intervint en date du 18 Déc. 1813 un avis du Conseil d'État sanctionnant d'une façon définitive la doctrine de la Cour Suprême (3).

(1) Cass., 29 Oct. 1812. S. chr.

(2) Cass., 12 Avril 1815. S. chr.

(3) « Le Conseil d'État est d'avis que, lorsqu'un vol a été commis à l'aide ou par suite d'un meurtre, les personnes qui ont recélé les

Echos de l'opinion, les Cours d'assises essayèrent, par d'ingénieux procédés, de tourner la règle inique qu'on leur imposait, et leur résistance amena enfin une modification de l'art. 63 dans la loi de revision du 28 Avril 1832. Aujourd'hui la peine de mort ne pourra jamais frapper le complice par recélé et sera remplacée par celle des travaux forcés à perpétuité ; celle-ci d'ailleurs, ainsi que la déportation, ne pourront même atteindre les recéleurs que s'ils ont connu, au temps du recélé, les circonstances auxquelles la loi attache ces peines ; sinon ils ne subiront que la peine des travaux forcés à temps (1).

Au surplus le recéleur d'objets provenant d'un vol punissable de la peine de mort, doit être condamné à la peine des travaux forcés à temps, et non pas seulement à une peine correctionnelle, lors même que le jury a déclaré que

effets volés, ayant connaissance que le vol a été précédé du crime de meurtre, doivent, aux termes de l'art. 62 du Code Pénal, être considérées comme complices de ce dernier crime. » — Par arrêt du 26 Déc. 1817 la Cour de Cassation appliqua le principe (Dal. *Rep.* v^o *Complicité* n^o 247).

(1) L'art. 63, tel qu'il est rédigé, manque un peu de clarté, et il semblerait prononcer la peine des travaux forcés à perpétuité dans tous les cas où le recel a eu lieu après un meurtre, ce qui n'est manifestement pas son sens puisqu'il n'en était déjà pas ainsi sous le Code de 1810. En réalité, si le recéleur a connu les circonstances qui entraînent la peine de mort, cette peine sera remplacée pour lui par celle des travaux forcés à perpétuité ; et s'il ne les a pas connues il n'encourra que les travaux forcés à temps. *Blanche*, T. II. n^o 160. *Chauveau*, F. Hélie et Villey, T. I. n^o 314.

ce recéleur n'avait point eu connaissance des circonstances aggravantes au temps du recel (1).

Toutes les fois qu'un individu est inculpé de complicité par recel d'un crime puni, à raison des circonstances qui l'aggravent, de la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité ou de la déportation, le jury devra, d'après ce qui précède, être soigneusement interrogé sur le point de savoir si le recéleur a eu, au temps du recélé, connaissance des circonstances auxquelles la loi attache l'une ou l'autre de ces peines (2).

Mais ce n'est que lorsqu'il s'agit de l'application des peines énoncées, et non de celles des travaux forcés à temps et de la réclusion, que l'art. 63 C. Pén. exige du jury une déclaration de culpabilité avec connaissance des circonstances aggravantes (3).

Nous n'insisterons pas sur l'illogisme de la disposition de l'art. 63 qui condamne le système du Code en matière de complicité par recélé, et nous renverrons simplement à ce que nous en avons dit plus haut, mais nous ferons ici à la loi un reproche d'un autre ordre. Elle n'a pas tenu compte,

(1) Cass., 29 Mai 1817, S. chr.; 22 Juin 1827, S. chr.

(2) Cass. 20 Avril 1820 S. chr.; 8 Janv. 1824, S. chr.; 3 Août 1857 S. 57. I. 748; 19 Sept. 1846, P. 46. 2. 624; 12 Oct. 1849, P. 51. I. 38; 10 Déc. 1891, D. 92. I. 311. M. Blanche T. II, n° 165 présente un modèle de la question qui pourra être adressée au jury.

(3) Cass. 25 fév. 1819. S. chr.; 18 juin 1829. S. chr.; 14 juil. 1837, P. 40. 1. 309.

en effet, de la classification établie en 1832, en peines politiques et peines de droit commun, puisque, sans aucune distinction, la peine des travaux forcés à temps a été édictée contre les recéleurs qui ont ignoré les circonstances aggravantes, tandis que l'harmonie eût exigé que les travaux forcés à temps fussent remplacés, au cas de crime emportant déportation, par la détention qui occupe dans l'échelle des peines politiques le même degré que les travaux forcés à temps pour les peines de droit commun (1). Mais l'art. 63 est formel et les Tribunaux ne pourraient se permettre de le corriger (2).

Pour terminer l'exposé de notre législation en matière de recélé, il ne nous reste plus qu'à rappeler le principe général de l'art. 55 C. Pén. qui, relativement aux amendes, restitutions, dommages-intérêts et frais dus aux parties, pose la règle de la solidarité entre tous les individus condamnés pour un même crime ou pour un même délit (3).

(1) On a dit que si le législateur a, même en cas de crime politique, prononcé contre le recéleur une peine ordinaire, c'est qu'il a considéré que le sentiment qui l'anime est un pur sentiment de cupidité.

(2) Ainsi, lorsque des objets provenant d'un pillage par une bande insurrectionnelle auront été recélés, si les recéleurs n'ont pas eu connaissance des faits de pillage, et s'ils croyaient que ces objets avaient été simplement volés, ils seront punis des travaux forcés à temps (art. 97 C. Pén.)

(3) Par application de ce principe, les prévenus de recélé d'objets contrefaits, poursuivis en même temps que le contrefacteur, sont

D'ailleurs, la solidarité prononcée par l'art. 55 C. Pén., en matières de réparations civiles, pèse, pour la totalité du préjudice, sur le complice par recélé, bien qu'il n'ait été déclaré coupable de recel qu'à l'égard d'une partie des objets soustraits, et qu'il n'ait été, ni poursuivi, ni condamné, comme complice d'une façon générale, de détournements plus importants prouvés à la charge de l'auteur principal (1).

Disons, enfin, que la déclaration de non culpabilité, rendue par le jury en faveur d'un individu accusé de complicité de vol par recélé, ne fait pas obstacle à ce que la Cour d'assises condamne cet individu à des dommages-intérêts envers la victime du vol lorsqu'il est constaté que le détenteur des objets volés a commis une imprudence grave en achetant à plusieurs reprises et à vil prix des marchandises neuves, sans demander au vendeur, avec qui il était en relations suivies, et dont il connaissait la situation précaire, aucune justification de provenance (2).

Le législateur de 1810 avait à peine terminé son œuvre que les critiques se produisirent, chaque jour plus nom-

tenus solidairement avec lui de l'amende, des dommages-intérêts et des frais. Rouen, 4 août 1859. S. 60. 2. 619; Paris, 26 mars 1861, *Ann. prop. ind.* 1861, p. 369. Sic. Pouillet, *Brev. d'inv.*, n° 700.

(1) Nîmes, 16 fév. 1858, P. 58. 629.

(2) Cass. 8 nov. 1878. S. 80. 1. 43.

breuses et plus pressantes. Nous savons celles que l'on pouvait légitimement adresser au système du recel; elles ne tardèrent pas à se faire jour, et les étrangers, en nous empruntant notre Code, eurent soin d'en tenir compte, édifiant ainsi une théorie de recel qui, sensiblement analogue dans tous les Codes, au moins pour les idées directrices, constitue aujourd'hui le plus parfait des *desiderata* de la science pénale moderne en notre matière.

Presque partout, le recel a cessé d'être un mode de complicité, et est devenu un délit *sui generis*, frappé de peines spéciales, ce qui a fait disparaître, au point de vue de la répression, les inconvénients que nous avons déjà signalés. Outre que le recéleur est atteint de peines inférieures à celles de l'auteur principal, on tend à distinguer entre le recéleur d'occasion et celui d'habitude, frappant celui-ci plus sévèrement, ou parfois, ce qui se comprend alors, l'assimilant à un complice et lui en faisant suivre le sort. Nous allons retrouver ces idées appliqués dans les diverses législations étrangères qu'il nous reste maintenant à passer en revue.

Selon l'art. 225 du Code Pénal italien du 30 juin 1889, au chapitre de l'assistance subséquente (*favoreggiamento*) quiconque, après la perpétration d'un délit, à raison duquel est édictée une peine non inférieure à la détention, sans concert antérieur au délit même et sans contribuer à faire atteindre les conséquences dernières, aide quelqu'un

à s'en assurer le profit, à éluder les investigations de l'autorité, ou bien à échapper aux recherches de celle-ci ou à l'exécution de la condamnation, et quiconque supprime ou, de quelque manière que ce soit, fait disparaître ou altère les traces ou les indices d'un délit passible de la peine susdite, est puni de la réclusion ou de la détention qui peut être portée à cinq ans, sans être supérieure à la moitié de la durée de la peine édictée à raison du délit même. Lorsqu'il s'agit d'autres infractions, la peine est celle de l'amende qui peut atteindre mille livres. Est exempt de peine, celui qui commet le fait dans l'intérêt d'un proche parent. L'art. 421, au chapitre du recel, ajoute que quiconque, en dehors du cas prévu à l'art. 225; acquiert, reçoit ou recèle de l'argent ou des choses provenant d'un délit, ou s'entremet, de quelque manière que ce soit pour les faire acquérir, recevoir ou receler, sans avoir concouru au délit même, est puni de la réclusion qui peut être portée à *deux ans* et d'une *amende* qui peut atteindre mille livres. Si l'argent ou les choses proviennent d'un délit passible d'une peine restrictive de la liberté personnelle pendant une durée de plus de cinq ans, le coupable est puni de la réclusion d'un an à quatre ans et d'une amende de cent à trois mille livres. Dans les deux cas prévus aux précédentes dispositions, la réclusion ne peut dépasser la moitié de la peine édictée relativement au délit duquel les choses proviennent; et lorsqu'il s'agit d'une peine pécuniaire, pour

déterminer cette mesure, on établit la proportion suivant les règles posées dans l'art. 19 du Code Pén. Si le coupable est recéleur habituel, la réclusion est de trois à sept ans, au cas prévu dans la première partie de l'art. 421, et de cinq à dix ans dans le cas prévu au premier paragraphe et l'on ajoute toujours une amende de trois cents à trois mille livres (1).

Le caractère scientifique du Code belge de 1867 se manifeste notamment dans la matière de la complicité. D'après les articles 505 et 506, le recel de choses est un délit spécial; le recéleur est puni d'un emprisonnement de quinze jours à cinq ans et d'une amende de vingt-six à cinq cents francs; de plus, il peut être condamné à l'interdiction de certains droits et placé sous la surveillance de la police pendant une durée de deux à cinq ans. Si le crime principal entraîne la mort ou les travaux forcés à perpétuité, le recéleur est condamné à la réclusion s'il a eu, au temps du recélé, connaissance des circonstances auxquelles la loi attachait ces peines (2).

Comme les deux codes précédents, le Code Pénal espagnol de 1870, fait du recel un délit spécial. Sont recéleurs, ceux qui tirent un profit personnel ou aident les coupables à tirer profit des produits du crime ou du délit, et

(1) J. Lacointa, *Code pénal d'Italie*.

(2) L. Limelette, *Le Code Pénal belge*.

ceux qui cachent ou font disparaître le corps du délit, ses produits ou les instruments pour empêcher qu'on ne les découvre (art. 16). La peine des recéleurs est mesurée sur celle infligée aux auteurs du délit ; elle est inférieure de deux degrés à celle qui atteint ceux-ci (art. 69) (1).

Sous l'expression *encobridores*, le Code Pénal portugais de 1886 comprend diverses catégories de fauteurs et notamment ceux qui par vente, mise en gage, don ou quelque autre moyen, s'approprient ou aident le coupable à s'approprier les produits du délit, ayant connaissance, au moment de l'acquisition, de la provenance délictueuse des objets (art. 23, 24). Les recéleurs sont punis de peines indépendantes de celles que peuvent avoir encourues les auteurs du délit principal, puisqu'ils ont en effet commis une infraction *sui generis* prévue au titre des « Crimes contre l'ordre et la tranquillité publique. »

Si, laissant de côté le Code fédéral suisse de 1853, nous envisageons les législations cantonales, nous remarquons qu'elles font aussi du recel un délit spécial. Dans le canton de Berne le fauteur est puni d'une peine qui peut aller de 60 jours de prison à deux ans de maison de correction. L'assistance donnée par un homme du métier (*gewerbmässige Begünstigung*) est punie de six mois à quatre ans

(1) La Serna et Montalban, *Elementos del derecho civil y penal de Espana*.

de maison de correction, ou de réclusion jusqu'à quatre ans. — A Genève le Code distingue selon que le recel résulte ou non d'un concert avec l'auteur du crime ou du délit. En l'absence d'entente, la peine est de un mois à cinq ans de prison en cas de délit, et de trois à huit ans de réclusion en cas de crime (art. 334); s'il y a crime et que la peine applicable aux auteurs principaux soit la réclusion à perpétuité, les recéleurs sont condamnés à la réclusion de 10 à 20 ans, à condition qu'ils aient eu, au temps du recélé, connaissance des circonstances auxquelles la loi attache la peine de la réclusion à perpétuité. Le recéleur qui s'est entendu avec l'auteur du crime ou du délit est frappé de trois à quinze ans de réclusion. Enfin cette dernière peine est infligée à celui qui fait métier de receler les objets provenant d'un crime ou d'un délit (art. 336).

L'art. 65 du Code Pénal du canton de Neuchâtel promulgué le 29 mai 1891 (1), ne comprend pas dans ses termes le recel d'objets obtenus à l'aide d'un délit; le Code frappe bien de la peine du fauteur celui qui s'en rend coupable mais c'est en vertu de dispositions qui sont rejetées dans la partie spéciale au titre des atteintes portées au bien d'autrui, dans le but de se l'approprier.

D'après le Code Pénal du canton de Vaud (art. 299) celui

(1) *Bull. de la société de légist. comp.* 1891-92 T. XXIII.

qui recèle ou qui achète des objets qu'il sait provenir d'un vol ou de tout autre délit contre la propriété est puni par une amende qui ne peut excéder 1.000 fr. et s'il y a lieu par une réclusion qui ne peut excéder un an. Si le délinquant recèle ou achète habituellement des objets la peine est une réclusion qui ne peut excéder deux ans et une amende qui ne peut excéder 2.000 fr. (1).

L'article 416 du Code Pénal des Pays-Bas de 1881 dispose que celui qui, avec intention achète, prend en échange ou en gage, accepte en présent ou cache, en vue d'un profit à faire, un objet quelconque acquis par suite d'un délit est puni comme coupable de recel d'un emprisonnement de 3 ans au plus. La même peine est appliquée à celui qui avec intention retire un profit de ce qui provient d'un objet acquis par suite d'un délit. — Enfin est puni d'un emprisonnement de 6 ans au plus celui qui habituellement, achète, prend en échange ou en gage, ou cache des objets acquis par suite d'un délit.

Le coupable peut être destitué de certains droits tels que le droit d'être appelé à des fonctions publiques, le droit d'élection ou d'éligibilité, le droit d'être tuteur, curateur... etc., et déclaré incapable d'exercer la profession dans laquelle il a commis le délit (art. 417) (2).

En Suède la complicité par recel est spécialement orga-

(1) Stoos, *die Schweizerischen Strafgesetzbücher*.

(2) W. J. Wintgens, *Code Pénal des Pays-Bas*.

nisée pour le cas de vol, elle est punie des mêmes peines que celles qui atteignent l'auteur principal.

Le § 12 Ch. XX (Texte modifié par la loi 20 Juin 1890) punit des peines du vol ou de la filouterie celui qui, sachant la provenance délictueuse des objets, reçoit, cache, aliène ou achète un objet volé ou le transforme ou le travaille, eu égard à la valeur pour laquelle il s'est chargé de cette mission criminelle et il le frappe enfin de pénalités différentes, s'il s'est déjà rendu coupable de vol, filouterie, effraction ou de tentative de ces délits (1).

Des législations qui se sont inspirées de notre Code, si nous passons aux législations d'origine germanique, nous devons mentionner avant tout le Code Pénal de la Confédération de l'Allemagne du Nord promulgué le 31 mai 1870. Le nouveau Code distingue deux espèces de recels : 1° le recel proprement dit (*Hehlerei*) qui peut être défini d'après l'art. 258 « toute assistance prêtée par un individu dans son propre intérêt à l'auteur d'un vol ou d'un détournement après la perpétration du crime ou délit ». 2° Le délit que les juriconsultes ont désigné sous le nom de *Partirerei* et qui correspond à peu près au recel de l'art. 62. L'art. 259 s'y applique : « Sera puni de la peine de l'emprisonnement comme coupable de recel quiconque dans

(1) *Les Codes Suédois*, par Raoul de la Grasserie p. 190 (Coll. des codes étrang. T. XI.)

son propre intérêt aura dissimulé, reçu en gage ou acquis de toute autre manière, des objets qu'il sait ou doit supposer d'après les circonstances, avoir été acquis au moyen d'un fait délictueux, ou quiconque aura concouru à l'aliénation de ces objets. Tout individu qui exercera le métier de recéleur ou qui recélera d'habitude sera puni de la réclusion pendant 10 ans au plus (art. 260).

Quiconque ayant été condamné par un tribunal de l'Allemagne, comme recéleur, aura ensuite été puni une seconde fois pour un crime ou délit du même genre sera puni de 2 ans au moins de réclusion, en cas de nouveau recel commis à la suite soit d'un vol qualifié, soit d'une rapine ou d'un crime assimilé à la rapine. En cas de circonstances atténuantes la peine ne pourra être inférieure à un an d'emprisonnement. Lorsque le recel aura lieu à la suite d'une autre infraction la peine sera celle de la réclusion pendant 10 ans au plus. En cas de circonstances atténuantes la peine sera de 3 mois d'emprisonnement au moins (art. 261). En outre de la peine de l'emprisonnement l'individu coupable de recel pourra être privé des droits civiques. La surveillance de la police pourra être ordonnée contre tout individu coupable de recel (art. 262).

Les dispositions du Code Pénal hongrois des crimes et des délits (28 mai 1878) méritent une mention toute particulière. Quiconque, dit l'art. 370, sachant qu'une chose est parvenue aux mains de son possesseur ou détenteur

par l'effet du crime, de vol, de détournement, de rapine, d'extorsion, l'achète, la recèle ou concourt à l'aliéner pour en retirer un avantage pécuniaire, commet le crime de recel et sera puni au maximum de cinq ans de réclusion. Si la chose est parvenue aux mains de son possesseur ou détenteur par l'effet du délit de vol, d'extorsion, de détournement ou d'appropriation illégitime, le recel constitue un délit et sera puni au maximum de deux ans de prison. Le recel constitue un crime s'il a été commis par une personne qui, deux fois déjà, a été condamnée pour rapine, extorsion, vol, détournement ou recel ; cependant cette disposition n'est pas applicable si depuis que la dernière peine a été subie, il s'est écoulé dix ans (art. 371). Si la loi prononce contre l'auteur du crime, une peine plus grave que dix ans de maison de force et si le recéleur en commettant le recel connaissait la circonstance qui entraîne l'application de cette peine, ou si le recéleur fait habituellement profession de recel, il sera puni au maximum de cinq ans de maison de force (art. 372). On prononcera pour recel, outre la peine privative de liberté, la destitution d'emploi et la suspension de l'exercice des droits politiques (art. 373). — Le Code des contraventions de 1879, punit d'arrêts ou d'amende, ceux qui acquièrent un objet dont l'origine est présumée délictueuse, ceux qui ne préviennent pas l'autorité, dès qu'ils connaissent le caractère frauduleux d'un objet qu'ils ont obtenu

de bonne foi, les joailliers ou revendeurs de matières d'or et d'argent qui reçoivent sciemment les mêmes objets, etc. (art. 129, 130, 131, 132) (1).

En Russie la complicité par assistance subséquente et en particulier le recel sont considérés et punis comme des délits *sui generis*. Si le coupable n'a agi que dans l'intérêt de l'auteur du délit, pour le soustraire à l'action de la justice ou lui assurer le profit qu'il a entendu retirer du délit, la peine est relativement faible : 200 thal. d'amende ou un emprisonnement d'une année au plus. Il échappe même à toute condamnation s'il est proche parent du malfaiteur qu'il aide à se sauver (a 257). S'il avait promis son assistance dès avant la perpétration du délit il est puni comme un complice ordinaire ; et s'il agit dans son propre intérêt, comme c'est le cas des recéleurs, la loi le frappe de peines d'autant plus sévères qu'il se sera associé à un délit plus grave (art. 258 et suiv.). Enfin lorsque la loi aggrave ou mitige la pénalité d'un acte à raison de certaines qualités ou circonstances personnelles à l'agent, ces qualités ou ces circonstances devront être prises en considération à l'égard de l'auteur ou du complice chez lequel elles se rencontrent : ce qui revient à dire qu'elles sont strictement personnelles à l'individu sans s'étendre de l'auteur au complice ou réciproquement. Les

(1) Martinet et Dareste. *Code Pénal hongrois*.

recéleurs sont punis comme tous les fauteurs dont le concours n'était pas indispensable (a. 124), c'est-à-dire qu'ils encourent la peine inférieure d'un degré à celle encourue par les agents directs du délit, et s'ils sont proches parents du coupable elle peut être, suivant les circonstances, abaissée encore davantage ou même complètement supprimée (a. 28) (1).

L'étude de notre législation actuelle et le rapide aperçu des systèmes étrangers que nous venons de faire appellerait une discussion des principes soulevés en même temps qu'un exposé de conclusions, si nous n'avions point déjà traité le sujet dès le début de ce travail pour mettre en relief, comme il convenait, les idées dominantes et indiquer les règles directrices de la matière. Nous nous contenterons donc de résumer ici les conséquences auxquelles nous avons été conduits, nous gardant de fixer les dispositions réglementaires, et toujours un peu arbitraires, que l'on pourrait adopter si l'on venait à remanier, en totalité ou en partie, notre législation pénale. Le recel de choses doit constituer un délit spécial frappé de peines spéciales. Or, pour la fixation de ces peines, il faut s'attacher surtout à la distinction du recel d'habitude et d'occasion. Dans le premier cas le recéleur sera puni comme complice,

(1) *Rev. de législ. fr. et étrang.* 1876.

mais cette peine du complice doit, selon nous, être toujours inférieure à celle de l'auteur principal ; toutefois nous concevrons, dans des circonstances particulières, que cette assimilation au complice fût modifiée dans le sens de l'aggravation ou de l'atténuation, le principe restant le même. Quant au recel d'occasion il nous paraît devoir donner lieu à une pénalité encore inférieure à la précédente. Au reste, la réforme est en voie de succès. Attaquée par la majorité des criminalistes la complicité *a posteriori* est destinée à disparaître, et sa disparition coïncidera peut-être avec l'abandon de cette vieille idée que le complice doit être puni d'après l'acte de l'auteur principal, laquelle combattue vigoureusement dans un récent congrès (1) doit faire place un jour et avec raison, à une théorie inverse, plus en conformité avec les données du droit et de l'équité.

(1) C'est un criminaliste russe, M. Foinitsky, qui s'est fait le champion de la doctrine nouvelle. *Revue pénit.* déc. 1895. *Le Congrès de Linz* par M. Leveillé p. 1275-1276.

Vu le Président de thèse :

A. LE POITTEVIN.

Vu le Doyen :

COLMET DE SANTERRE

Vu et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

A

Absence, 66.
Abus de confiance, 66, 117, 118.
Accusation nouvelle, 129 et suiv.
Acquittement, 66, 101 n. 2.
Allemagne, 97, 123, 160.
Amende, 103.
Amnistie, 67, 69.
Ancien droit, 3.
Angleterre, 104.
Autriche, 115.
Assimilation, 43, 45, 47, 129, 135.
Association antérieure, 20, 21 et s.

B

Bac, 98.
Bavarois (Loi des), 23.
Beumanoir, 24.
Belgique, 115, 125, 156.
Berne, 157.
Bibliographie allemande, 5, note.
Bonne foi, 87, 97.
Brevet d'invention, 87, 103.

C

Capitulaires de Charlemagne, 23.
Carrara, 39.
Chasse, 58 et s., 98, 102, 113.

Circonstances aggravantes, 92, 117, 139, 143 et s.
Circonstances atténuantes, 45, 135, 161.
Clichés photographiques, 55.
Code civil, 49.
Code de commerce, 50.
Codes de justice militaire, 51.
Complice (sens du mot), 36.
Compositions pécuniaires, 9.
Conditions de complicité par recel de choses, 53 et s.
Confiscation, 88.
Conflit, 128.
Connaissance, 91 et s.
Connexité, 39 et s.
Contrebande, 65, 98, 113, 114.
Contrefaçon, 67, 85 n. 3, 87 et s., 98, 99, 103, 104.
Cour spéciale, 129 et n. 1.
Coutume de Bourgogne, 23.
Crime ou délit antérieur, 54 et s.

D

Décès, 66.
Délit continu, 69.
Délits contraventions, 58 et suiv.
Délit spécial, 43 et 44, 5, 6, 16 et s., 38, 41, 42, 46, 129 et n. 1, 137, 154.

Dénonciateur, 124 n. 3, 22.
Dépôt, 92.
Détention, 82 et suiv., 18 et 19.
Droit canon, 25.
Droit intermédiaire, 32.
Droit positif, 49 et suiv.
Droit rationnel, 35 et suiv.
Droit romain classique, 15 et suiv.

E

Echange, 86.
Enchères (Liberté des), 63, 64.
Epaves, 53, 125 n. 1.
Epoux, 91.
Escroquerie, 82, 86.
Espagne, 123, 156.
Etablissements de Saint-Louis, 24,
25 et n. 1.

F

Fauteurs, 37.
Femme mariée, 119 et suiv.
Forêts, 105 et suiv., 124, 126, 55.
Fraude, 101, 116.
Fribourg, 103 n. 3, 115.
Fruits volés, 57, 58 et n. 1.

G

Genève, 115, 158.
Grecques (Lois), 11, n. 3.

H

Habitude, 87, 19 et suiv. 30, 41.
Hollande, 115, 123, 159.
Hongrie, 115, 161, 162.

I

Immeuble par destination, 85.

Impunité, auteur principal, 136 et
suiv.
Incompétence territoriale, 71 et suiv.
Indivisibilité, 128,
Indous, 11.
Insurrection, 67.
Intention frauduleuse, 91, 111 et suiv.
Italie, 123, 154, 155.

J

Jugement, 108 et suiv.
Jurisconsultes (Opinion des), 27 et
suiv.
Jury, 82, 85. n. 1. 109 et suiv., 125,
54, 128, 141, 144 et suiv., 153.

L

Lèse-Majesté, 31.
Louage, 86.

M

Manou (Loi de), 11, n. 2.
Mari commun, 139, 140.
Mise en gage, 52.

N

Neuchâtel, 103, n. 3, 158.
Non culpabilité, 153.
Nullité, 109.

O

Objets trouvés, 57.
Ordonnances royales, 26 et note 2.
Orfèvres, merciers, 30 n. 1.

P

Païement, 86
Parlement (Jurisprudence), 30, 31.

Parenté, 91, 120, 19, 29, 137.
Peines politiques, 152.
Pénalité, 126, 134, 154.
Perquisition lance licioque, 13.
Piquage d'once, 66.
Porcelaine, 99.
Portugal, 123, 157.
Prescription, 67 et suiv., 93.
Présomption, 107.
Preuve, 100 et suiv.
Profit, 112 et suiv.
Projet réforme Code pénal, 42 n. 147
n. 1.

R

Recel de cadavres, 52.
Recel de personnes, 40 et suiv., 51.
Responsabilité individuelle, 43 et n. 1.
Revendeuse, 101.
Russie, 163.

S

Saisie, 52.

Scientia, 18 et suiv., 22, 23.
Solidarité, 152.
Suède, 115, 123.
Suisse, 157, 159, 160.

T

Tabac, 90, 114 et suiv.
Tables (XII), 12 et suiv.
Teinturier, 99.
Tentative, 65.
Titre, 125.

V

Vaud (canton), 103, 158.
Vengeance privée, 8.
Vichnou (Institutes de), 11.
Violence, 29.
Vol, 40.

W

Wisigoths (lois des), 22 et 23.

PARIS. — IMP. V. GARO & E. BRIÈRE, ÉDITEURS, 16, RUE SOUFFLOT.



PARIS. — IMP. V. GIARD & E. BRIÈRE, ÉDITEURS, 16, RUE SOUFFLOT.
